

imagine

DEMAIN LE MONDE

SLOW PRESS

Écologie
Société
Nord-Sud

15 €
N°161 / Été 2024

Enquête

Nos chers animaux de compagnie

Olivia Gazalé :
« Le rire nous sauve
du désespoir »

Au Parlement
de la Sambre

Récit d'un
enseignant
à Gaza

Notre cartographie

juillet - août - septembre 2024



**SUR LE
VOLCAN**

REPORTAGE

Inde : un delta
dans l'œil du cyclone

p.6

Récit
d'un enseignant
à Gaza

p.12

Aux sources
du Parlement
de la Sambre

p.18

CHRONIQUE

De l'importance
(ou pas) des nouveaux
récits,
*par Corinne
Morel Darleux*

p.24

**LE 6^e
CONTINENT**



ENQUÊTE

Animaux de
compagnie :
ce qui
nous lie

p.26



**ZONES
FERTILES**

Budgets participatifs :
un pouvoir à moitié
partagé

p.44

RENCONTRE

Cyril Benoît Godin,
médiateur végétal

p.50

Les transformateurs

p.54

REPORTAGE

Gorilles dans
la montagne

p.56

CHRONIQUE

Commerce
et développement
durable : quel bilan
pour l'UE ?,
*par Arnaud Zacharie
(CNCD-11.11.11)*

p.60

**TERRA
INCOGNITA**



NOUVELLE DU FUTUR

Tuer le temps,
par Lucie Rico

p.62

DOSSIER

Logement :
pour une rénovation
sans éviction

p.68

CHRONIQUE

Entre décroissance
et écomodernisme,
*par Raphaël Stevens
et Pablo Servigne*

p.74



**LES
CONFLUENTS**

GRAND ENTRETIEN

Olivia Gazalé :
« *Le rire nous sauve
du désespoir* »

p.78

REPORTAGE

« Nous sommes
la rivière qui dit :
prenez soin de nous »

p.84

CHRONIQUE

La vie des choses,
*par Gaëlle Jeanmart
(Philocité)*

p.88

**AU
LARGE**



Planète rap : conçue
pour durer ?

p.90

La nature de l'art

p.95

INTERVIEW

Séries, vide
à la demande

p.96

Nos coups de cœur
culturels

p.99

CHRONIQUE

La ritournelle,
*par Philippe
Marczewski*

p.104



Photo :
Jean-Christophe Guillaume
Couverture :
David Cauwe

Yves & Maya

« C'est une histoire
d'attachement et de respect
mutuel. Elle me suit tout le
temps, même si je mets de la
nourriture devant elle. Et moi,
je me demande constamment
comment elle va »



Rebondir

Près d'un million de Flamands ont voté pour le Vlaams Belang, un parti ouvertement raciste, xénophobe et liberticide. Le VB devient le deuxième parti de Flandre, à un siège de la N-VA, l'autre formation nationaliste et conservatrice au Nord du pays. Ailleurs en Europe, les listes d'extrême droite font des poussées un peu partout, avec des résultats effrayants en Hongrie (44 %), en France (38 %), en Italie (38 %), en Pologne (36 %), en Autriche (26 %)... Chez nos voisins français, appelés inopinément aux urnes fin juin, le RN de Marine Le Pen n'a jamais été aussi près d'accéder au pouvoir. Et, en Belgique francophone, une vague de centre-droit a bousculé tout l'échiquier politique, poussant les partis de gauche (PS-Ecolo-PTB) dans l'opposition et reléguant les enjeux de justice sociale et d'urgences environnementales à l'arrière-plan. Depuis le 9 juin, oui, il y a de quoi s'affoler et une pointe de « politico-anxiété » nous traverse amèrement. Ces résultats sont sévères et implacables, mais hélas assez conformes aux prévisions (*lire notre éditorial*, *Imagine* n°160). Et, après une campagne électorale souvent tapageuse et clivante, simplificatrice et quelquefois violente, on se demande bien comment il aurait pu en être autrement.

L'après 9 juin

Aujourd'hui, on pourrait dissenter sur l'insupportable polarisation des débats, une tendance lourde et délétère. Fustiger ces discours réducteurs et stigmatisants à l'égard des « chômeurs », des « assistés », des « étrangers »... qui asphyxient l'espace public. S'insurger contre les idées démagogues diffusées à la vitesse de l'éclair grâce aux algorithmes et exploitées à l'envi par des communicants cyniques et de haut vol. S'alerter de voir les enjeux climatiques minimisés, voire totalement ignorés, dans la campagne. S'interroger sur ce million d'électeurs et d'électrices qui se sont abstenues (100 000 de plus qu'en 2019), faisant de ce corps électoral (12,5 %) le « deuxième parti » virtuel du pays derrière la NV-A. Souligner, enfin, l'absence de contre-discours ou de grand récit mobilisateur des forces progressistes pour faire face à la droitisation radicale des esprits. Mais à quoi bon ?! Le mal est fait. Et, le nez encore sur l'événement, l'heure n'est plus aux ruminations ou aux lamentations, il faut rebondir. Pour construire « l'après ». Et continuer à « faire société ».

Dans l'instant, accrochons-nous, faute de mieux, aux quelques petites victoires engrangées ça et là.

A ce stade, nous en voyons quatre au moins.

Un : depuis les élections, la politique s'est invitée partout. A table, entre amis, au boulot, sur les réseaux sociaux, le sujet occupe les conversations. En bien ou en mal, les affaires de l'Etat et leur conduite passionnent à nouveau les gens. Qu'ils soient inquiets, dépités, dégoûtés ou en colère, ils en parlent. Et la « chose publique » fait débat, réjouissons-nous.

Deux : lentement, mais sûrement, les enjeux européens percolent dans la société. Pendant la campagne, des efforts importants ont été menés par les médias, les candidat-es et les institutions pour rendre ce niveau de pouvoir plus accessible et vivant. Certes, l'UE souffre encore d'un immense déficit d'image et de légitimité, avec une gestion jugée trop lointaine, technocratique et centralisée, mais les lignes bougent, petit à petit. Et ce scrutin a permis de rappeler combien le projet européen et son processus décisionnel sont essentiels pour construire un futur viable et soutenable.

Trois : une nouvelle échéance électorale nous attend en Belgique, le 13 octobre prochain, avec les élections communales et provinciales cette fois. Un momentum démocratique « bis » qui permet d'exercer sa citoyenneté sous une autre forme. Pour élire les femmes et les hommes politiques appelés à diriger nos villes et communes sur base de la nouvelle donne politique au niveau fédéral et des entités fédérées. Derrière ce scrutin de proximité, c'est aussi un « second tour » qui permettra à tout un chacun et chacune de plébisciter ou de sanctionner des partis ou des personnes quatre mois après la déferlante électorale. Une occasion citoyenne à ne pas manquer.

Quatre, enfin : l'après 9 juin a démarré tambour battant. Manifestations contre l'extrême droite en France et création du Front Populaire, vent de contestation en ligne, prises de position de personnalités (artistes, influenceur-euses, intellectuel-les...) : après le coup de massue des résultats, la mobilisation des démocrates est vive. En particulier chez les (très) jeunes, choqués et inquiets. De Bruxelles à Paris, une certaine jeunesse crie d'une seule voix « A bas le R-Haine ! » et cela doit aussi nous réjouir.

Au final, cela nous fait quatre petites victoires à épingle avec l'immense espoir d'en engranger d'autres, plus ambitieuses. Car la bataille culturelle pour défendre une société plurielle et apaisée, plus égalitaire et inclusive, respectueuse des humains et des non-humains, aujourd'hui et pour les générations futures, ne fait que commencer. —

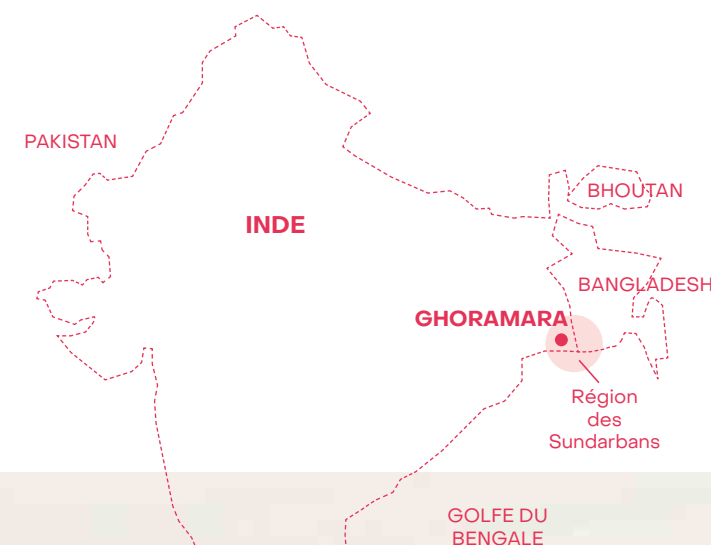
Un delta dans l'œil du cyclone

1/2

En Inde, la région des Sundarbans est sur la ligne de front climatique. La plus vaste forêt de mangrove du monde, tampon naturel entre terre et mer, subit de plein fouet les cyclones, la montée des eaux mais aussi l'empreinte indélébile de l'activité humaine. Symbole de l'érosion, la petite île de Ghoramara se sait condamnée, et ses habitants vivent sur le fil du rasoir.

—
Un reportage de Quentin Noirfalisse, avec Amitrajit Chakraborty et Saptaparna Paul (textes et photos)

Port de Kakdwip, Etat du Bengale occidental. Il est 12 h16 et le soleil de mars s'abat lourdement sur les passagers qui attendent le départ du bateau vers l'île de Ghoramara. La cabine intérieure, faite de planches de bois peintes en bleu et blanc est pleine à craquer. Chacun a déposé ses chaussures ou ses sandales à l'entrée, juste à côté d'un amas de bonbonnes de gaz. Sur le pont, des femmes serrées les unes contre les autres ont ouvert leur parapluie pour se protéger. Certaines mangent une glace jaune pâle sur un bois. Kajal Pramanik, une dame de 52 ans, monte péniblement avec deux gros sacs en toile de jute, remplis de muri, du riz soufflé. « À Ghoramara, ce n'est pas évident de trouver de la nourriture », glisse-t-elle en repliant les pans de son sari rouge et jaune pour s'asseoir. »



Avec le soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Arrivée du bateau à Ghoramara, à marée basse. L'île a perdu la moitié de sa superficie à cause de l'érosion et la montée des eaux.



Nilanjan Pramanik (à droite) et ses deux parents. Leur maison a été détruite durant la tempête Yaas en 2021. Ils savent qu'un jour, il faudra quitter Ghoramara.

— Quentin Noirfalise,

Un garçon d'une vingtaine d'années embarque et s'assied à côté d'elle. Nilanjan, le neveu de Kajal, est devenu la fierté de la famille. Il étudie la physique à Kolkata (anciennement appelée Calcutta) et revient le week-end voir ses parents sur l'île où il a grandi. Kajal, elle, est servante pour une famille aisée de Namkhana, une ville portuaire située à quinze kilomètres au sud. Le bateau démarre et trace au son cahotant de son moteur à essence. A cette heure, la marée est haute dans l'estuaire de l'Hooghly, un des bras du delta du Gange, qui se jette dans l'océan indien. Kajal n'est pas née à Ghoromara, mais son mari bien. Elle sait qu'un jour elle n'y retournera plus les week-ends, comme elle le fait trois ou quatre fois par mois. Alors que le bateau approche de la rive, une seule chose saute aux yeux : l'érosion impressionnante qui grignote la côte. Au retour, à marée basse, les passagers devront éviter un champ de boue friable pour remonter à bord en équilibre sur des planches en bois. Au nord de la petite île, qui a perdu la moitié de sa surface depuis 1975 (de 9 km² à un peu plus de 4 km² aujourd'hui), une école primaire s'est effondrée en 2021. Le sol ne parvenait plus à maintenir ses fondations. A quelques mètres des ruines, une ONG islamique prépare en grande pompe une distribution de sacs de nourriture pour les habitants.

« L'île était comme un bol rempli d'eau, tous les poissons de nos étangs d'eau douce sont morts »

— Nilanjan, étudiant en physique à Kolkata

Dans quelques décennies, Ghoramara aura sans doute disparu, prise au piège de la montée des eaux, de l'érosion, de l'activité humaine et de cyclones de plus en plus violents. Elle appartient à la cinquantaine d'îles qui forment la partie indienne des Sundarbans, la plus vaste forêt de mangrove du monde, qui s'étend aussi sur le Bangladesh voisin.

Vue du ciel, la région ressemble à un dédale de voies navigables, de zones humides, de patchworks de rizières, qui dessinent la fin du delta du Gange. Au détour des villages surgit la sensation très forte d'une tension entre l'homme et la nature. Ce sont les Britanniques qui ont colonisé ce lieu très sauvage, il y a un peu plus de deux siècles, pour y lancer une culture massive de riz (voir encadré p.11). Aujourd'hui, quatre millions d'êtres humains vivent dans cette région, « sur le fil du rasoir, avec des moyens d'existence très maigres et une météo extrême », comme le résume le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud)

Ils côtoient une faune exceptionnelle mais menacée, incarnée par deux cents espèces d'oiseaux et un parc national sanctuarisé, où vit une large population de tigres du Bengale. Normalement, les Sundarbans servent à la fois de précieux puits de carbone et de tampon entre l'océan Indien, où les cyclones ne sont pas rares, et les zones urbanisées du sud du Bengale occidental. Kolkata, sa capitale, est une mégalopole de quatorze millions d'habitants qui s'étend tous azimuts. Mais les Sundarbans perdent de plus en plus leur statut de barrière naturelle. Ils sont plutôt devenus ce qu'on appelle aujourd'hui une « ligne de front » climatique.



— Quentin Noirfalise,

Kajal et Nilanjan viennent d'arriver dans leur quartier, au cœur de Ghoramara. Les parents de Nilanjan pointent les fondations de leur ancienne maison. Un tas de pierres sur lequel ils prennent la pose pour la photo. Elle a été détruite par Yaas, un des cyclones qui ont récemment frappé la région. « L'île était comme un bol rempli d'eau, tous les poissons de nos étangs d'eau douce sont morts », se rappelle Nilanjan. Ils ont dû reconstruire, juste à côté, avec un toit en paille et les moyens du bord, mais ils s'estiment chanceux : au moins, leur parcelle n'est pas en bord de côte. A Ghoramara comme dans les autres îles de l'ouest des Sundarbans, il n'est pas rare de rencontrer quelqu'un qui a vu sa parcelle et sa maison devenir invivables ou être englouties et devoir en changer deux ou trois fois en quelques années. Entre 2019 et 2021, quatre cyclones ont frappé la région : Fani, Amphan, Bulbul, Yaas. Après celui-ci, Kajal a décidé de construire une maison à Namkhana. Ici, la première adaptation au changement climatique, c'est souvent le départ pour ailleurs. Les cyclones ne détruisent pas que les maisons. Ils rendent aussi l'agriculture, source de revenus principale avec la pêche, extrêmement difficile. « Avant, nous avions des petites tempêtes. Et puis, il y a eu Aila, en 2009 (2,3 millions d'habitants du Bengale occidental ont dû fuir leur terre), et depuis les cyclones s'accumulent, leur intensité augmente. Les eaux salines ramenées par les vents détruisent les cultures pour plusieurs années », explique Nilanjan.

Son père, Dhruvajyoti Pramanik, est né à Ghoramara. Il possède un *bigha* de terre (0,13 ha) et a vu la population fondre petit à petit. Il resterait 5 000 personnes sur

Sur la plage de Gangasagar, la saison de la pêche se termine. Des femmes rangent les filets qui servent à sécher le poisson au soleil.

« Depuis Yaas, les étés sont plus chauds, plus longs. Le sol devient plus salin. Nous avons dû arrêter la culture de feuilles de bétel »

— Dhruvajyoti Pramanik, cultivateur

l'île. « Depuis Yaas, les étés sont plus chauds, plus longs. Le sol devient plus salin. Nous avons dû arrêter la culture de feuilles de bétel (une plante grimpante dont les feuilles sont réputées pour leurs vertus médicinales) car elles ont été détruites par les tempêtes. Aujourd'hui, nous avons peur d'expérimenter quelque chose de nouveau, qui serait plus adapté au climat qui change. » Peur car un cyclone pourrait surgir dans quelques mois, dès l'approche de la mousson, en mai, et

ravager tout un investissement. Le bétel garantissait des revenus à de nombreux agriculteurs de l'île. « Cela coûte entre 2 et 3 lakhs (200 000 à 300 000 roupies, entre 2 200 et 3 300 euros) pour reconstruire une plantation. C'est totalement hors de portée pour nous », se désole Drubhayoti Pramanik.

Lors de la traversée en bateau, son fils Nilanjan ne cachait pas son amertume. Des tentatives d'adaptation ont été mises en place. De l'herbe a été plantée pour prévenir l'érosion, mais le bétail a mangé l'herbe. Des digues avec des structures en bambou n'ont pas tenu. « La seule chose qui marche, un peu, c'est d'empiler des rochers dans la mer. » Mais on ne peut pas empiler des rochers partout sur une région de 10 000 km². La situation que vivent les Sundarbans ressemble à un avant-goût de ce qui pourrait arriver avant 2100 dans bien d'autres régions côtières du monde. Les deltas sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Plus de cinq cents millions de personnes vivent dans ce type de régions et les plus vulnérables, comme le rappelait la revue scientifique *Nature* en 2020, sont « dans »

les pays développés et sous-développés ». Tuhin Ghosh, directeur de l'Ecole des études océanographiques de l'Université de Jadavpur (Kolkata), connaît très bien les Sundarbans. Il est le premier, dans les années 1990, à avoir observé les côtes et écouté le vécu quotidien des populations déjà victimes de l'érosion et de la montée des eaux. Ses recherches aboutissent à un cocktail détonnant de causes, où la patte de l'être humain n'est jamais loin. « Bien sûr, le niveau global des mers monte. Mais on remarque que du côté bangladais des Sundarbans, des nouvelles îles naissent parce que le fleuve Meghna rejette beaucoup de sédiments. Au milieu, côté indien, les superficies se réduisent un peu ou stagnent. Et à l'ouest, dans des îles comme Ghoramara ou Sagar, ça diminue vraiment. Pourquoi une partie d'un delta se comporte à l'inverse d'une autre ? » Tuhin Ghosh apporte ses propres pistes de réponses : à cause des interventions humaines sur l'Hooghly, un bras du Gange qui longe Kolkata et encercle Ghoramara et Sagar. La construction du vaste port de Haldia, des digues mal conçues ou trop abruptes, des détournements du cours d'eau pour de l'irrigation : « il y a six cents interventions humaines de la source de l'Hooghly jusqu'à son embouchure. Le flux de l'eau fraîche, qui est censée balayer les sédiments vers la mer, a faibli. Les sédiments se couchent dans le lit de la rivière, sa profondeur se réduit, alors elle tente de s'élargir en érodant les côtes. » Dans d'autres parties des Sundarbans, c'est la fonte des glaciers himalayens qui joue sur l'équilibre des eaux.

En face, la mer monte

En face, la mer monte. Sans faillir. Selon de multiples études scientifiques, la côte du Bengale enregistre des augmentations du niveau de la mer de 4 à 10 mm par an (la moyenne mondiale est de 1,8 mm). A cela s'ajoute un phénomène qui concerne de nombreuses régions sur la planète. « Le nombre de jours de pluie baisse, mais les quantités augmentent, selon Tuhin Ghosh. La gravité des cyclones augmente, et l'ampleur des dégâts avec. Il y a dix ans, ils faisaient 100 kilomètres de large. Désormais, ils en font 120 à 130. » Tous les habitants de Ghoramara se rappellent ou ont entendu parler de la disparition de l'île voisine, Lohachara, en 2006. Les habitants qui ont perdu leur terre sont souvent partis s'installer à Sagar, l'île voisine. La plus grande et la plus peuplée de la région. C'est ici que le fleuve sacré, le Gange (via son bras Hooghly), se jette dans la mer. Sagar accueille chaque année un vaste pèlerinage, à la mi-janvier. En 2023, cinq millions d'hindous fervents sont venus se baigner, prier, faire des selfies, acheter des souvenirs dans les boutiques locales et louer les chambres des guesthouses qui ont champignonné depuis que le festival est devenu un enjeu économique. Une digue en briques recouverte d'une couche de béton a remplacé des dunes de sable que Tuhin Ghosh avait mesurées, il y a presque trente ans, à six mètres de haut. A quelques dizaines de mètres de là, des pêcheurs de mer tentent de conserver leur mode de vie, entre ces dévots

venus de loin et les cyclones qui « font voler les bateaux dans la forêt ». Une forêt de plus en plus rachitique, car dans les Sundarbans la déforestation est intense, pour la construction des maisons de ceux qui ne peuvent se permettre le béton. Muktarun Bibi termine sa journée de travail. La saison de la pêche touche à sa fin. Aujourd'hui, comme toutes les femmes de la soixantaine de familles que compte la Sagar Sangam Matsyajibi Samiti (la communauté des pêcheurs à la confluence du fleuve), elle a trié, nettoyé, fait sécher le poisson pêché par les hommes. Encore adolescente, elle est tombée amoureuse du fils d'Abdar Mallik, un vieux pêcheur et syndicaliste volubile qui pilote la communauté. Elle a fui sa famille et le district de Medinipur pour se marier et vivre ici. Sur 500 mètres s'étendent des dizaines de filets qui servent à faire sécher les poissons, avant qu'un intermédiaire installé sur place ne les achète. Leur destination : d'autres Etats voire des pays limitrophes. Les pêcheurs partagent une plage, des zones de pêche pour placer leurs filets et une immense inquiétude. Les quantités de poissons chutent. La période de reproduction serait bouleversée par le temps qui change. Certains invoquent les vents du Nord qui se font rares, la saison de la pêche qui s'étend, empiétant sur celle de la reproduction. Les chalutiers sans merci qui sévissent plus loin sur les côtes partent avec le gros de la pêche. Un matin, Sheikh Mukul Raman répare méticuleusement un filet, seul capital réel de ces pêcheurs avec leurs bateaux de bois. Un filet vaut 30 à 40 000 roupies, soit entre 330 et 440 euros, ce qui représente pour eux quatre ou cinq mois de revenus. « Il y a dix ans, explique ce jeune homme de 29 ans, on ramenait une tonne de poissons par sortie. Maintenant, on revient avec 300, 400 kilos, si on est chanceux. » Comment tenir, s'adapter ? Un même son de cloche résonne chez la trentaine de personnes interviewées sur les îles de Sagar et Ghoramara : l'Etat du Bengale occidental et le gouvernement fédéral les ont abandonnées. Bien sûr, des mesures ont été prises, mais elles sont insuffisantes face à l'ampleur du danger, estiment-ils quasiment tous. Sanjib Sagar a été « pradhan » (élu local avec pouvoir exécutif) du Panchayat (assemblée d'une zone rurale) de Ghoramara entre 2013 et 2023. Il défend les « petits paiements » de sécurité sociale initiés par le gouvernement de l'Etat du Bengale occidental (1 000 roupies par mois, 11€), les rochers placés au nord de l'île qui empêchent l'érosion, les systèmes d'alerte précoce de tempêtes et les abris anti-cyclones récemment

construits à Sagar. Ceux-ci sont donc à plusieurs kilomètres de bateau de Ghoramara. Membre du parti au pouvoir dans l'Etat du Bengale occidental, le Trinamool Congress, il en profite pour fustiger le gouvernement central, aux mains de Narendra Modi (du parti BJP), qui n'envoie pas assez d'argent pour construire des maisons solides. Et conclut, fataliste : « Les gens se sont habitués, ils sont maintenant préparés à avoir plus de tempêtes. »

« Sans poisson, la vie n'a pas de sens »

Sheikh Mukul Raman et les pêcheurs de Sagar, comme des dizaines de milliers d'autres dans les Sundarbans, partent chaque année plusieurs mois pour travailler dans d'autres Etats. « Je prends n'importe quel travail journalier que je trouve, jardinier, ouvrier dans le bâtiment. Et je bosse. Au Kerala ou à Bangalore, je peux gagner 500-600 roupies par jour. A la mousson, je reviens, pour me préparer à la saison de la pêche. » Tuhin Ghosh et ses équipes ont interviewé 1 500 ménages dans les Sundarbans. « 68 % des gens nous ont répondu que la raison pour laquelle ils migrent pour travailler dans un autre Etat, c'est la crise économique. Seulement 3 % citent des causes environnementales comme l'origine de leur migration. » En 2020, le Covid et le confinement sévère imposé par le gouvernement indien ont poussé de nombreux travailleurs migrants à rentrer dans les Sundarbans. Beaucoup ont compris la fragilité de leur statut de migrant climatique : en sursis dans leur terre de naissance et sans réelles certitudes ailleurs. La nuit s'empare de la plage de Gangasagar. Muktarun Bibi balaie des restes de poisson séché sur le sol, à l'entrée de sa maison de terre. Elle retire du linge d'une corde et s'assied. A deux mètres, son petit garçon, Sujauddin, deux ans, joue avec un camion en plastique jaune qui fait office de tractopelle à sable. Elle souffle. « Sans poisson, la vie n'a pas de sens. » —



— Quentin Norfaisas

Une frontière malmenée par les colons

Ecosystème fascinant, les Sundarbans ont longtemps formé une barrière de protection entre la mer et la terre, où débouchent des fleuves d'une importance clé pour le Bengale : le Gange, le Brahmapoutre et le Meghna. Si des humains sont venus se frotter à cette dense région de mangroves à la faune riche (et crainte, surtout les tigres et les serpents), dès le 4-5^e siècle après J.-C., ce sont les colonisateurs anglais qui ont profondément altéré ce qu'étaient les Sundarbans. A la fin du 18^e siècle, la Compagnie des Indes orientales, affairée à coloniser l'Inde, a décidé de déforester une partie de la région pour créer des zones agricoles, mais aussi des usines de sel ou de briques, qui auront un impact catastrophique sur les sols. Des digues ont été construites par centaines pour contenir l'eau de mer. Les travailleurs indiens envoyés de force par la Compagnie dans les mangroves où vivent tigres, crocodiles et une faune incroyable d'oiseaux, rencontrèrent une bactérie dévastatrice. Le *Vibrio cholerae* s'accrochait aux intestins humains, et en quelques jours, les malades mouraient. Le choléra allait devenir une maladie globalisée et les Sundarbans un exemple frappant du risque que l'homme prend en voulant dicter sa loi à la nature. —

Episode 2 : chez les veuves du tigre

Dans le prochain numéro d'Imagine, à découvrir début octobre, retrouvez l'épisode 2 de ce reportage long format : comment des femmes, devenues veuves après le décès de leurs maris pêcheurs, se serrent les coudes face à la crise climatique et économique. Leur cas inspire aujourd'hui des démarches juridiques internationales pour faire avancer la justice climatique.

Récit d'un enseignant à Gaza

Hassan El-Nabih

« Certains bâtiments de notre université ont été brûlés, d'autres rasés »

Professeur d'anglais à l'Université islamique de Gaza (IUG), Hassan El-Nabih livre à *Imagine*

un témoignage inédit sur les conséquences de la guerre sur le système d'éducation depuis

l'invasion des forces armées israéliennes dans la bande de Gaza. Récit d'un chercheur qui veut garder l'espoir malgré la mort de sa mère, la destruction de sa maison et de son université.



Professeur d'anglais à l'université islamique de Gaza, Hassan El-Nabih garde l'espoir de la reconstruction et maintient le contact avec ses étudiants.

“D

epuis le début de l'assaut total, en octobre 2023, les avions, les chars et les navires de guerre israéliens bombardent la bande de Gaza de manière brutale et aveugle. Le blocus illégal et les attaques militaires sévères n'ont épargné aucun Palestinien dans une des régions les plus densément peuplées du monde. Il est clair comme de l'eau de roche qu'Israël opprime collectivement les Palestiniens. Des dizaines de milliers de bâtiments civils ont été détruits, notamment des maisons, des écoles, des universités, des abris des Nations unies, des mosquées, des églises et des hôpitaux. Ces destructions massives ont fait de nombreuses victimes palestiniennes. A ce jour [10 juin 2024, soit le 248^e jour de la guerre], le bilan officiel s'élève à 37 124 tués-es, 84 712 blessés-es et environ 10 000 disparu-es piégés sous les décombres. La plupart de ces victimes sont des enfants et des femmes. Environ deux millions de Palestiniens civils innocents ont subi des épreuves considérables, notamment la perte de parents et d'amis bien-aimés, l'absence de domicile, le déplacement, la famine et l'impossibilité d'accéder à des soins médicaux.

Ma propre maison a été détruite le 23 octobre 2023 bien que je n'aie jamais été affilié à un groupe militant ou même à un groupe politique. En plus des traumatismes liés aux sans-abris et aux déplacements que nous avons subis, nous avons été dévastés par la perte de ma maman bien-aimée. Elle est tombée malade et n'a pas pu recevoir les soins intensifs dont elle avait besoin parce que les attaques israéliennes avaient rendu les hôpitaux de Gaza inutilisables. Son état s'est détérioré et elle est décédée le 1^{er} décembre 2023. Notre tragédie témoigne de la manière dont Israël viole les droits humains et les lois internationales. Depuis l'horrible destruction de ma maison, je vis avec ma famille nombreuse dans une misère noire dans un abri de l'école des Nations unies.



Je suis professeur au département d'anglais de la faculté des arts de l'université islamique de Gaza (IUG) depuis 1997. En tant que chercheur, j'ai publié plusieurs articles dans des revues locales et internationales. J'ai également supervisé et servi d'examineur pour plusieurs thèses de maîtrise en linguistique appliquée. Mon ouverture au monde s'est traduite par l'obtention de différentes bourses internationales dont deux aux Etats-Unis à la California State University-Fresno et au Boston College où j'ai obtenu un doctorat en développement du langage. En outre, j'ai participé à de nombreuses conférences, des symposiums et des ateliers.

Il existe 51 universités et collèges communautaires palestiniens, qui accueillent environ 226 000 étudiant-es ; 18 d'entre eux se trouvent dans la bande de Gaza et accueillent environ 87 000 étudiant-es. Ces institutions ont joué un rôle important dans la protection, le renforcement de la culture et des valeurs palestiniennes. Elles ont notamment contribué à l'articulation et au développement d'une conscience nationale. De ce point de vue, l'enseignement supérieur palestinien est considéré comme un moyen de survie et de liberté.

Les universités de Gaza ont été prises pour cible par l'armée israélienne. Près de 6 000 étudiants et une centaine d'enseignantes ont été tués au cours de la guerre, selon le chercheur Hassan El-Nabih. Comme le montrent ces deux images, les bâtiments de l'université islamique de Gaza (IUG) ont également été bombardés.



« Ma propre maison a été détruite le 23 octobre 2023 bien que je n'aie jamais été affilié à un groupe militant ou même à un groupe politique »

L'IUG jouit d'une réputation bien méritée au niveau local et international. Au cours des quatre dernières décennies, elle a noué des liens académiques avec de nombreuses universités et organisations du monde entier dans le but de mener des recherches conjointes, d'organiser des conférences et de procéder à des échanges de professeurs et d'étudiants. Des dizaines de milliers d'étudiants ont obtenu leur diplôme à l'IUG. Ils travaillent dans des domaines variés et nombre d'entre eux occupent des postes à responsabilité dans des organisations locales et internationales. Mon département d'anglais est le plus important de l'IUG. Sa réputation d'excellence académique attire chaque année quelques 1 500 étudiant-es. Mon université, qui compte onze facultés, offrait avant la guerre un excellent environnement académique »

à environ 17 000 étudiants, dont 63 % sont des femmes. L'université utilisait différentes technologies (labos informatiques, vidéoconférence, Moodle, etc.) et disposait d'installations de grande qualité, telles qu'une bibliothèque, des jardins, des gymnases, une aire de jeux. Elle favorise aussi l'intégration des personnes handicapées de manière structurelle.

Au cours de la première semaine de l'offensive actuelle sur la bande de Gaza, l'aviation militaire israélienne a effectué un raid sur notre université et a détruit plusieurs bâtiments. Un mois plus tard, les troupes terrestres israéliennes, avec leurs chars et leurs bulldozers, ont fait une incursion dans l'ouest de la ville de Gaza, causant des dommages plus importants aux infrastructures et à de nombreux bâtiments de la région, dont le ministère de l'Éducation et quatre universités. Certains bâtiments de notre université ont été brûlés et d'autres ont été rasés. Lorsque les troupes se sont retirées de la zone deux semaines plus tard, je me suis rendu à l'IUG. J'étais abasourdi par le chagrin, incapable d'en croire mes yeux : tout avait disparu !

Comme mon université, le secteur de l'enseignement supérieur dans la bande de Gaza a été fortement impacté par les forces militaires israéliennes depuis le début de la guerre. Toutes les universités de Gaza ont été prises pour cible. Près de 6 000 étudiant-es et 100 enseignant-es ont été tué-es par les forces israéliennes. Dans ces circonstances épouvantables, les jeunes universitaires ont été privés de leur droit à l'éducation ces neuf derniers mois.

J'ai toujours eu une grande passion pour l'enseignement et j'ai toujours entretenu de bonnes relations avec mes élèves. Lorsqu'il m'est impossible de les rencontrer en personne comme pendant la pandémie de Covid-19, je donne des cours en direct sur Internet. Ma chaîne YouTube contient des enregistrements de cours en ligne. Malheureusement, compte tenu de la destruction massive et gratuite des bâtiments, des dégâts importants aux infrastructures, des coupures de courant, je n'ai même pas donné un seul cours en ligne depuis environ neuf mois.

Internet est devenu indispensable à l'éducation et à la communication. Cependant, ce service n'est actuellement pas disponible dans la plupart des régions de Gaza. Pour consulter mon courrier électronique et mes messages WhatsApp, je dois marcher ou faire du vélo sur une longue distance afin d'acheter un billet d'accès à Internet, dont le débit est généralement faible.

Tous mes élèves ont mon numéro de téléphone et je reste en contact avec eux dans la mesure du possible. Lorsque je les croise en rue, nous nous saluons, prenons des nouvelles de notre santé et parlons du département d'anglais de l'université sans pouvoir cacher notre chagrin et notre indignation.

« Depuis l'horrible destruction de ma maison, je vis avec ma famille nombreuse dans une misère noire dans un abri de l'école de l'ONU »

Je veux cependant rester optimiste. Je ne baisse pas les bras. L'optimisme et le refus d'abandonner sont des ressources vitales de résilience que nous, éducateurs palestiniens, devrions développer afin de soutenir nos élèves et renforcer leurs capacités à faire face à des conditions de vie stressantes. Malgré la gravité de la situation actuelle, l'espoir demeure !

Voici quelques lueurs d'espoir. Tout d'abord, l'utilisation du présent dans certaines parties de cet article reflète une attitude optimiste afin de nous projeter dans le futur. Avant l'offensive actuelle sur la bande de Gaza, Israël a mené quatre autres guerres agressives en 2008-09, 2012, 2014 et 2021. Dans chacune de ces guerres, les universités de Gaza ont été sérieusement endommagées et empêchées de fonctionner à leur plein potentiel. Cependant, les bâtiments ont été restaurés et le processus éducatif a pu reprendre avec succès grâce aux efforts collectifs.

Dans l'espoir de protéger le système d'enseignement supérieur dans la bande de Gaza, le ministère palestinien de l'Éducation et plusieurs institutions universitaires palestiniennes ont fait circuler des pétitions contre la destruction par Israël des universités de Gaza. Ces pétitions appellent

« L'optimisme et le refus d'abandonner sont des ressources vitales de résilience que nous, éducateurs palestiniens, devrions développer afin de soutenir nos élèves et renforcer leurs capacités à faire face à des conditions de vie stressantes »

les organisations internationales et les institutions académiques à intervenir rapidement et à prendre des mesures efficaces pour garantir le droit à l'éducation des étudiant-es palestiniens.

Fort heureusement, de nombreux journalistes et militant-es des droits humains ont accordé une attention particulière aux atrocités commises par Israël à l'encontre de civils palestiniens innocents dans la bande de Gaza, y compris les graves dommages causés aux universités palestiniennes. Ces violations incessantes des droits humains et des résolutions des Nations unies commises par Israël sont dénoncées à travers le monde. Cela a eu pour effet de renforcer la solidarité internationale avec le peuple palestinien. En tant que chercheur à Gaza, j'ai l'obligation morale de défendre les droits humains des Palestiniens à vivre de manière indépendante dans la paix et la dignité. C'est la raison pour laquelle cet article est le troisième que je publie pour témoigner de la situation à Gaza depuis octobre 2023.

Plusieurs grandes universités palestiniennes de Cisjordanie ont également exprimé leur volonté de soutenir et de relancer l'enseignement supérieur dans la bande de Gaza. En mars dernier, l'université de Birzeit a lancé son initiative « Reconstruire l'espoir », qui vise à fournir des ressources pour soutenir l'infrastructure institutionnelle de Gaza et à aider les chercheur-euses et les étudiant-es à accéder aux connaissances nécessaires pour mener à bien leur parcours universitaire. L'initiative met l'accent sur la nécessité d'une collaboration mutuelle »

L'histoire de ce récit

Pour entrer en contact avec Hassan El-Nabih, la rédaction d'Imagine a envoyé une série de messages à différentes organisations internationales, fin avril, afin de pouvoir aborder l'enjeu de l'enseignement dans la bande de Gaza en guerre. Réactif, le département international de l'Ares (Académie de recherche et d'enseignement supérieur) nous a mis en contact avec des membres de l'ONG Oxfam International, à Gaza, qui ont établi le lien avec notre témoin. Son université, créée par les Frères musulmans, a été soutenue par l'Union européenne. Elle a été détruite par Israël, comme d'autres universités, en raison de ses liens organiques supposés avec le Hamas. Hassan El-Nabih réfute toute forme de militantisme ou lien personnel avec le groupe terroriste. Malgré des communications difficiles, Hassan El-Nabih a accepté de témoigner via une trentaine d'échanges par mail et WhatsApp tout au long du mois de mai et de juin. Le texte ci-dessus est une traduction d'un récit en anglais qui a été raccourci en accord avec notre interlocuteur. –

Christophe Schoune

Toute la famille élargie de Hassan El-Nabih était regroupée dans cette maison de Gaza qui a été détruite par l'armée israélienne.

— Hassan El-Nabih





« En tant que chercheur palestinien de Gaza, j'ai l'obligation morale de défendre les droits humains des Palestiniens à vivre de manière indépendante dans la paix et la dignité »

entre les professeurs de l'université de Birzeit et ceux des universités de Gaza. Le ministère palestinien de l'Éducation et un certain nombre d'universités locales et internationales ont adopté l'initiative et, heureusement, quelques milliers d'étudiant-es de l'université de Gaza, y compris ceux de l'IUG, ont déjà commencé à apprendre en ligne. Malheureusement, comme je n'ai qu'un accès très limité à Internet pour le moment, je ne peux pas m'impliquer pleinement dans l'initiative. Cependant, j'ai partagé l'information avec des élèves et des connaissances de Gaza. J'ai également orienté des étudiant-es en anglais vers mes trois cours en ligne téléchargés sur YouTube. Il y a quelques jours, l'une de mes étudiantes m'a envoyé ce message WhatsApp : "Cher professeur, j'ai décidé de poursuivre seule votre cours de grammaire 2. Nous avons commencé en septembre dernier mais n'avons pas pu le terminer à cause de la guerre. Je regarde vos enregistrements sur YouTube et je m'en sors assez bien. Je suis intéressée par plus de pratique. J'ai besoin du fichier d'exercices de grammaire supplémentaires que vous avez précédemment téléchargé sur le Moodle et qui est maintenant inaccessible. Malheureusement, j'ai perdu mon ordinateur portable avec tous mes fichiers lors d'une attaque israélienne sur la maison de ma famille. Pourriez-vous m'envoyer le fichier s'il vous plaît ?"

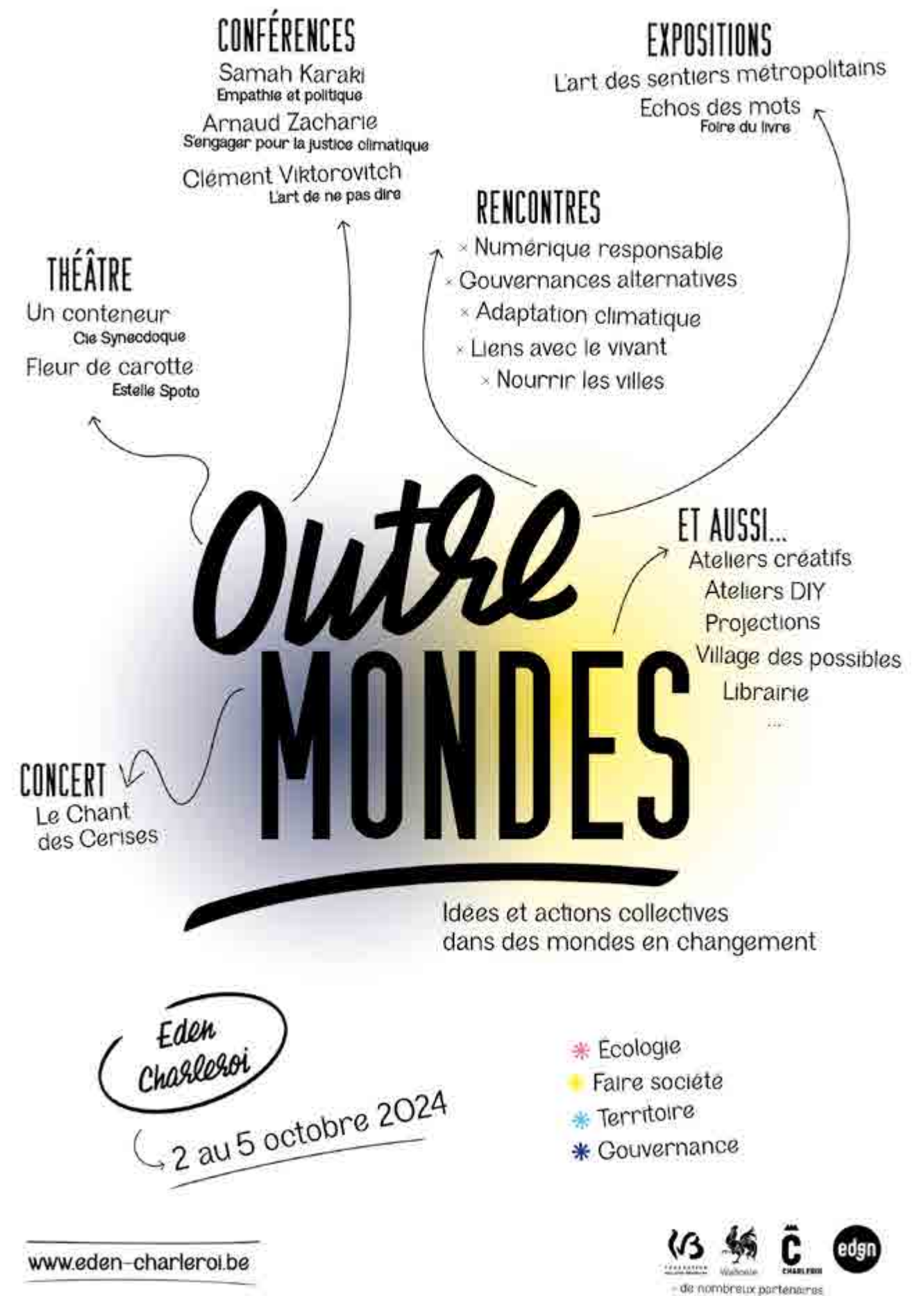
Quelle fille étonnamment résiliente ! Je l'ai remerciée et j'ai apprécié sa forte motivation et son affection sincère pour l'apprentissage. Heureusement, j'ai pu lui envoyer le dossier et lui ai également dit de ne pas hésiter à me demander de l'aide.

Il y a une semaine, j'ai appelé l'une de mes étudiantes. Je l'ai encouragée à finaliser la soutenance de sa thèse. En prenant des précautions raisonnables, je pense que nous pouvons organiser l'événement quelque part à Gaza,

même sous une tente dans un abri scolaire.

Par ailleurs, l'IUG a invité les étudiant-es de dernière année à postuler pour des bourses d'échange universitaire Erasmus+ et avoir la chance d'étudier un semestre en Europe. Certains de mes élèves m'ont demandé de leur écrire des lettres de recommandation. Je l'ai fait avec grand plaisir.

Depuis neuf mois environ, les universités de Gaza sont confrontées à des circonstances dramatiques sans précédent. Toutefois, nous sommes convaincus qu'il s'agit d'une phase passagère. L'oppression israélienne prendra fin. Les universités de Gaza seront reconstruites ! Et l'enseignement supérieur palestinien, qui est un moyen de survie et de liberté, renaîtra. » –



Marine Yzquierdo

« Sortons de notre vision utilitariste et marchande de la nature »

Les déclarations autour de la protection de fleuves, de rivières et de forêts se multiplient en Europe. Aucune Constitution, cependant, ne garantit leurs droits comme en Equateur. Pour Notre affaire à tous, l'avocate Marine Yzquierdo trace les chemins possibles afin de faire advenir cette révolution silencieuse.

En ce début de printemps, un bouquet coloré inonde la Cité des Fleurs. Parfum de lilas. Entre les façades de vieilles propriétés bourgeoises parisiennes, la ruelle pavée laisse deviner les champs foisonnants qui entouraient ce quartier pittoresque du 19^e siècle, à Batignoles. C'est ici, au siège de Notre affaire à tous, que l'on s'attelle à jeter les bases d'un nouveau paradigme pour le vivant. Administratrice de cette ONG française qui mène différentes batailles juridiques liées à la justice climatique contre l'Etat français ou la multinationale Total, Marine Yzquierdo y a enraciné les fondements d'une révolution silencieuse relative aux droits de la nature.

« J'étais professionnellement engagée à Londres et puis je suis revenue vivre en France lors du Brexit, raconte cette avocate de 36 ans formée en droit des affaires. Etant donné ma sensibilité à la cause environnementale, je me suis tournée vers Notre affaire à tous, qui était une jeune association composée de quelques juristes bénévoles. Cela correspondait parfaitement à mes attentes d'utiliser le droit comme outil pour mieux protéger le vivant. »

Co-référente du groupe Droits de la nature, Marine Yzquierdo défriche alors un terrain encore peu exploré en

France, Equateur, Colombie, Nouvelle-Zélande, etc. Avec d'autres membres de l'association, elle se plonge dans des lectures fastidieuses et coordonne le recensement des cas de reconnaissance de droits attribués à des écosystèmes à travers le monde. La montagne juridique accouche du premier ouvrage de synthèse français sur les Droits de la nature¹.

« En France, on a commencé à s'impliquer sur le projet du Parlement de Loire, avec Camille de Toledo et le POLAUpôle arts & urbanisme (Imagine n°153), dont nous avons enrichi bon nombre d'aspects dans le livre Le fleuve qui voulait écrire², poursuit notre interlocutrice. Ce projet a inspiré beaucoup de collectifs. Paradoxalement, la Loire

« Juridiquement, techniquement parlant, reconnaître une personnalité juridique à des entités naturelles, c'est possible. Le débat porte donc essentiellement sur l'utilité à reconnaître les droits de la nature »



n'a toujours pas sa propre déclaration de droits contrairement au Tavignanu, en Corse. Nous avons aidé à rédiger la déclaration des droits de ce dernier à la demande d'un collectif qui lutte contre un projet de centre d'enfouissement de déchets amiantés. On s'est appuyé pour ça sur le modèle de Déclaration universelle des droits des fleuves et des rivières que nous avons adapté au contexte local. »

Ce combat mené pour protéger le Tavignanu aura irrigué quatre autres déclarations proclamant les droits des rivières La Durance et L'Arc (Var et Provence), du site des Salines (Martinique) ou du fleuve côtier La Têt (Pyrénées orientales) ces dernières années. Portées par des collectifs locaux, ces déclarations ont à chaque fois fait l'objet d'un accompagnement de Notre affaire à tous. « Là où ça avance le plus, c'est pour le Tavignanu, puisqu'il y a un contexte politique très favorable, se félicite Marine Yzquierdo. Actuellement, la déclaration est soutenue par plus de cinq mille personnes, par une trentaine de communes traversées par le Tavignanu, par la ville de Bastia et la collectivité de

Marine Yzquierdo, sur un perron de la Cité des fleurs, à Paris, siège de Notre affaire à tous.

Corse qui ont chacune adopté des motions de soutien. »

Point de basculement

« Les arbres doivent-ils pouvoir plaider ? », s'interrogeait déjà en 1972 le juriste Christopher Stone dans un article historique relatif à une mobilisation contre une station de sports d'hiver, en Californie, dont les séquoias étaient menacés par un projet de la compagnie Disney. Un demi-siècle plus tard, les séquoias « ne parlent pas » dans beaucoup de tribunaux, mais la perspective de reconnaître une personnalité juridique à des entités naturelles, leur conférant des droits à exister, se régénérer et agir en justice pour défendre leurs »

intérêts à travers leurs représentant-es, est un point de basculement juridique et philosophique.

« Le droit de l'environnement est un droit qui est fait pour les humains, au service d'une logique économique néolibérale, analyse Marine Yzquierdo. Malgré des avancées juridiques, il traduit une vision utilitariste et marchande de la nature et permet l'exercice d'activités polluantes, sous réserve de ne pas dépasser certains seuils. On va protéger la nature juste parce que notre survie en dépend. Les droits de la nature inversent cette perspective et introduisent une rupture conceptuelle. Ils sont autonomes par rapport au droit de l'environnement. »

Dans un jugement rendu en 2021, la Cour constitutionnelle d'Equateur révoquait ainsi des concessions minières dans la réserve naturelle de Los Cerdos. L'atteinte à la biodiversité de la forêt qui abrite des espèces menacées d'extinction et des écosystèmes fragiles nécessitait pour la Cour la mise en œuvre de mesures préventives et restrictives. A celles et ceux qui contestent le principe de donner des droits à la nature, Marine Yzquierdo rappelle que des débats similaires avaient cours à la fin du 19^e siècle, lorsqu'il a fallu reconnaître juridiquement la qualité « de personne morale » aux entreprises. « Le seul point sur lequel opposants et défenseurs des droits de la nature s'accordent est que juridiquement, techniquement parlant, reconnaître une personnalité juridique à des entités naturelles est possible ! Le débat porte donc essentiellement sur l'utilité à reconnaître les droits de la nature. »

« On protège la nature juste parce que notre survie en dépend. Les droits de la nature inversent cette perspective et introduisent une rupture conceptuelle. Ils sont autonomes par rapport au droit de l'environnement »

Outils de plaidoyer, les différentes déclarations des droits d'entités naturelles en France révèlent à chaque fois les liens noués entre des citoyens et des écosystèmes – fleuves et rivières la plupart du temps – auxquels ils sont profondément attachés. « Un projet de Parlement a vu le jour autour de la forêt de Chailluz, près de Besançon. Nous l'accompagnons également tout comme le projet Sambre

2030, en Belgique (lire en p.21), souligne Marine Yzquierdo. Toutes ces initiatives mises bout à bout permettront peut-être d'aboutir à l'adoption d'une loi garantissant ces droits. » Pour considérer cette évolution, Marine Yzquierdo aime citer les étapes décrites par le philosophe allemand Arthur Schopenhauer (1788-1860) lorsqu'une nouvelle idée ou revendication est formulée par des mouvements : d'abord ridiculisée, considérée ensuite comme dangereuse, avant d'apparaître comme une évidence. « S'agissant des Droits de la nature, on a dépassé le stade du ridicule, mais la peur est encore présente parmi certains lobbies, considère-t-elle. Je pense qu'on se dirige vers la phase de sa reconnaissance en France, puisque les droits de la nature existent déjà dans une vingtaine de pays. » Au-delà de la voie législative qui risque de prendre du temps, Marine Yzquierdo estime que la pression exercée par les recours de collectifs citoyens devant les cours et tribunaux demeure essentielle pour maintenir la pression et faire évoluer la jurisprudence susceptible de s'imposer un jour aux Etats.

Echo de cette conviction, l'arrêt récent de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire des Aînés pour la protection du climat contre la Suisse éveille l'intérêt de l'avocate militante. « C'est la première fois que la Cour européenne condamne un Etat pour l'absence de mesures suffisantes d'atténuation du changement climatique et c'est un signal fort envoyé aux autres Etats membres du Conseil de l'Europe. Cet arrêt pose un précédent en faveur de politiques climatiques plus ambitieuses. Il faut en arriver là, à saisir le juge, pour que des associations et citoyens réussissent à faire évoluer les politiques publiques. C'est pour ça que l'arme du droit est aussi indispensable pour protéger la nature. »

Ce n'est donc pas un hasard si notre interlocutrice a créé une commission Droits de la nature au barreau de Paris, où elle exerce sa profession d'avocate. Un lieu de réflexion, de formation et de sensibilisation ouvert à tous les avocats, acteurs et actrices qui souhaitent renforcer leurs connaissances sur ces enjeux. Le succès ne s'est pas démenti depuis son lancement, à l'automne 2023. Les petits ruisseaux font les grandes rivières...

Sur le perron du numéro 40 de la Cité des fleurs, à Paris, la décision de la Cour constitutionnelle d'Equateur semble trotter dans la tête de Marine Yzquierdo. La jeune avocate sourit en plein soleil. « Je rêve de voir un jour un juge français adopter le même raisonnement que ses homologues en Amérique du Sud. Il invoquerait l'ordre public écologique et le nécessaire changement de paradigme juridique pour s'éloigner de la conception traditionnelle d'une "nature-objet". Ce jour-là, la reconnaissance d'entités naturelles comme sujets de droit en France sera advenue. »

— Christophe Schoune

1. Les Droits de la nature, vers un nouveau paradigme de protection du vivant, Notre affaire à tous, Le Pommier, 2022, 456 p.

2. Le fleuve qui voulait écrire. Les auditions du Parlement de Loire, Camille de Toledo, Manuella Editions, Les liens qui libèrent, 2021, 384 p.

La Sambre pourrait être la première rivière dotée d'une personnalité juridique en Belgique. Initiée par l'artiste Olivier Pestiaux, une large dynamique territoriale sera ponctuée par une première déclaration en juillet. L'amorce d'un nouveau combat politique.

Aux sources du Parlement de la Sambre

Au confluent de la Sambre et du canal Charleroi-Bruxelles, les cathédrales industrielles en lambeaux laissent deviner l'ambition des maîtres des forges dont les flammes léchaient les nuages. Le ciel est si bas, en cette fin avril, que les anciennes cheminées semblent égarées. La grisaille ambiante, cependant, est loin d'altérer l'enthousiasme du groupe de cyclistes qui a choisi de relier Monceau-sur-Sambre à Charleroi par les quais de halage.

« Tous en Sambre ? » Bien davantage qu'une balade insolite le long d'un cours d'eau éprouvé, l'initiative regroupe au sein du réseau Sambre 2030 des dizaines d'acteurs et d'actrices économiques, académiques, culturelles, associatives... Voir de simples citoyennes et citoyens. Un objectif commun : doter d'une personnalité juridique cette rivière de 190 kilomètres qui prend sa source à Fontenelle dans le Nord de la France. La déclaration des droits du fleuve Whanganui en Nouvelle-Zélande ou de »



la lagune Mar Menor en Espagne ont notamment nourri la réflexion de l'artiste plasticien Olivier Pestiaux, initiateur de cette dynamique multi-partenariale.

« J'ai vécu une grande partie de mon enfance en Afrique, relève-t-il. Quand je revenais, une partie de la famille était du côté sambrien et l'autre du côté de la Meuse. Pendant la crise du Covid, j'ai élaboré un premier travail sur le rapport à la rivière lors d'une exposition à Jambes. Je me suis ensuite inspiré de l'écrivain Louis Stevenson, parti en canoë avec un ami sur les rivières et canaux du Nord, d'Anvers à Pontoise, en passant par la Sambre. »

Olivier Pestiaux choisit alors de rafistoler un bateau avec un ami pour remonter la Meuse depuis Charleville-Mézières et puis la Sambre, jusqu'à Erquelinnes. « On n'a pas pu aller plus loin parce que les réparations des écluses n'étaient pas achevées du côté français, souligne-t-il. Mais ce voyage a été initiatique, puissant. Si la Meuse est magnifiée dans l'iconographie à travers la connexion de ses villages au fleuve, la Sambre, en revanche, révèle une face plus sombre. Une forme de déconnexion qui obstrue tout lien à la rivière m'a frappé en de nombreux endroits. »

Fort de ses lectures sur l'émergence des droits de la nature, l'artiste rassemble autour de lui un premier cercle d'acteurs sambriens et convainc Giorgos Maillis, bouwmeester (maître-architecte) de Charleroi, de lancer une table ronde sur le sujet fin 2022. Différents jalons parmi lesquels trois journées thématiques à Thuin (environnement), Monceau-sur-Sambre (développement socio-économique) et à Namur (culture) ont précisé, ces derniers mois, les contours de ce projet.

Embarquée comme simple citoyenne dans cette aventure, la journaliste Corinne Boulanger (RTBF) souligne la qualité du travail des différents ateliers en tant que coordonnatrice du pôle socio-économique : « Il y a une vraie diversité d'acteurs et d'actrices représentées, note-t-elle. On sent une volonté d'avancer vers une déclaration commune ambitieuse. » Pour atteindre cet

objectif, il faudra aussi convaincre ceux qui préfèrent ne pas embarquer : « On se pose évidemment des questions, note cet acteur de l'industrie du béton. Si l'objectif est de pouvoir aller en justice grâce à une personnalité juridique conférée à la rivière, cela va susciter de grands débats en interne. »

Non loin de la gare de Charleroi, les vélos sont parqués : à deux pas des quais de la rive droite, Christian Laurent, président du port autonome, souligne le changement de paradigme qui s'est opéré ces dernières années autour d'une rivière qui a irrigué l'essor économique du bassin carolo au 19^e siècle : « Il n'y a plus un centimètre carré de la Sambre non couvert par un master plan, souligne-t-il. Cela témoigne de l'intérêt pour ce cours d'eau que l'on rêvait de couvrir quand j'étais adolescent. Parmi les objectifs poursuivis pour le valoriser, nous misons aussi sur le tourisme fluvial et l'implantation de relais nautiques à Auvelais, Luttre et Charleroi. »

Une vision partagée pour le futur ? Pour de nombreux participantes et participants aux ateliers, la Sambre peut redevenir « un lieu de rassemblement festif qui réunit les gens autour d'événements tels que des bals populaires ou l'aménagement de parcs et de jardins longeant celle-ci. Mais pour cela, il faut d'abord franchir les difficultés d'accessibilité à la Sambre et réduire la bétonisation de ses abords ».

Susciter une nouvelle relation et un nouveau regard sur la rivière, c'est aussi la préoccupation majeure de Benoît Moritz, professeur d'urbanisme à La Cambre (ULB) : « En Wallonie, on a très peu conscience du ruissellement et des

aléas d'inondations, rappelle-t-il à l'assemblée. On s'en souvient douloureusement dans le bassin de la Vesdre avec les inondations de 2021, mais ailleurs, on s'en fout ! Or, ce qui s'est passé le long de la Vesdre devrait inspirer la Sambre où il y a des axes de ruissellement sur tous les bassins versants. Il est important à cet égard de rappeler que L'eau d'heure et la Biesmes ont débordé en 2021. »

Sous l'ossature métallique monumentale du site La Providence, où Le Rockerill développe des activités culturelles depuis 2005 en bord de Sambre, Arthur Hardy, adjoint au bouwmeester de Charleroi, esquisse une réponse partielle à ces préoccupations : « Sur près de 170 hectares

de zones économiques à réaffecter, quasi 50 hectares seront consacrés à des parcs, des passerelles piétonnes, des activités culturelles... A la confluence des vallées du Piéton, de L'eau d'heure et de la Sambre, les trames verte et bleue joueront un rôle central pour intégrer l'enjeu de la biodiversité. »

Et pour cela, il conviendra d'améliorer rapidement la qualité des eaux de surface. Or, selon un rapport récent du Contrat de rivière de la Sambre et de ses affluents, l'état écologique de trente-deux masses d'eau de ce bassin, en

« En Wallonie, on a très peu conscience du ruissellement et des aléas d'inondations. Ce qui s'est passé le long de la Vesdre devrait inspirer la Sambre »

Olivier Pestiaux, Sambre 2030



— C. Sch.

2020, restait « moyen » (15), « médiocre » (7), « non déterminé » (5), voire « mauvais » (4). « Aucune des masses d'eau de la Sambre n'atteignait un bon état écologique à part la masse d'eau de la Hantes, dans le sud, analyse Donatienne de Cartier d'Yves, coordinatrice du Contrat de rivière. Notre dernier inventaire de terrain a permis de géolocaliser trois mille points noirs dont près d'un quart concerne des rejets d'eaux usées domestiques dans les affluents du bassin. » Autre soucis évoqué : les débordements fréquents de cultures (céréales, colza, betteraves...) qui ne respectent pas les zones tampons en bordure de cours d'eau dans une région où « la surface agricole utile (SAU) représente 55 % du bassin versant de la Sambre ». Résultats ? Des berges qui s'effondrent par endroits et, chose moins visible, une pollution accrue des eaux de surface. C'est dire si le contrat de rivière de la Sambre et de ses affluents, qui rassemble soixante partenaires et délivre six cents actions de sensibilisation, sera un acteur majeur de ce processus Sambre 2030 : « Vu notre rôle de catalyseur environnemental depuis quinze ans, nous étions circonspects au départ, reconnaît Donatienne de Cartier d'Yves. Mais il faut reconnaître que l'implication d'acteurs culturels comme l'Eden, le Delta ou le centre culturel de Maubeuge, renouvelle l'intérêt et le regard posé sur la rivière. Cette approche artistique est porteuse de renouveau pour la sensibilisation environnementale. »

Entre Monceau-sur-Sambre et Charleroi, le géographe Dimitri Belayew retrace l'histoire industrielle de la rivière et de ses affluents. Le projet Sambre 2030 fédère de nombreux acteurs autour de ce bassin dont l'état écologique est préoccupant.

Sur les berges minérales de la Sambre à Namur, Joris et Deborah cueillent un menu du jour insolite composé d'amarantes, d'alliaires, de mauves ou de pissenlits. Entre les pavés du quai des Joghiers, les animateurs de l'association Le jardin animé multiplient les découvertes de plantes comestibles à portée de main. Douces, acidulées ou poivrées, les saveurs sont mises en bouche avec étonnement ou ravissement.

« Nous sommes dans un laboratoire, ponctue Olivier Pestiaux. La diversité des acteurs qui nous ont rejoints nous permet de travailler de manière différente. Ce projet est une chorale qui vise à créer de nouvelles alliances entre la rivière et son territoire à travers un futur parlement de la Sambre. »

Cette chorale donnera le ton le 6 juillet. Une première déclaration des droits de la Sambre marquera un nouveau cycle en vue de faire reconnaître légalement les droits de cette rivière. Ce plaidoyer, porté auprès des nouveaux gouvernements, ne sera pas nécessairement un long fleuve tranquille. — Christophe Schoune

De l'importance (ou pas) des nouveaux récits

On a pu croire pendant longtemps que le problème était un déficit d'informations. Que quand les gens sauraient, pour le climat, la biodiversité, les injustices sociales, le monde changerait. Mais il y a eu des rapports et des bulletins spéciaux, des scandales à répétition, des médias alternatifs et des réseaux sociaux, et l'accès à l'information n'a pas fait la révolution.

Alors, l'impact sur les cerveaux ayant visiblement ses limites, on s'est dit qu'on allait tenter le cœur, les veines, les tripes, et, depuis quelques années, on voit fleurir les appels à créer de nouveaux récits contenant plus d'utopie, de collectif et de ruisseaux, avec l'espoir sous-jacent qu'il serait possible, par la fiction et la création, de faire bouger les lignes.

C'est ainsi que je rencontre régulièrement des autrices, écrivains et artistes qui doutent de la pertinence de leur pratique dans un monde qui sombre et se sentent tenus de mettre à tout prix leurs œuvres au service d'une cause et de messages politiques. C'est tout à leur honneur bien sûr, mais j'aimerais qu'ils n'en fassent rien. Parce qu'on n'a jamais eu autant besoin, aussi, d'espaces « inutiles », gratuits, simplement beaux, inattendus ou dérangeants. Personnellement, quand j'ouvre un roman, je veux respirer loin de ce monde pendant une heure ou deux, je veux changer de peau, d'horizons, j'ai besoin qu'on m'emmène ailleurs. La dernière chose dont j'ai besoin est qu'on me glisse un tract politique à l'intérieur.

Surtout, cette mode des nouveaux récits me laisse parfois perplexe. Car faire penser que tout dépendrait de la capacité des individus à renouer avec le vivant ou à exercer leur sensibilité pour changer de comportement relève d'une vision au mieux angéliste, au pire libérale. Nous avons besoin de nouveaux imaginaires, c'est certain. Mais d'une part, nos imaginaires se nourrissent aussi de luttes – un champ sur lequel se dressent des chapiteaux, des cuisines collectives pour trois cents convives, une balade naturaliste sur une ZAD, l'attente d'un verdict ou le lancement d'une caisse de solidarité créent de la culture et un récit commun. Et d'autre part, une fois les imaginaires décolonisés, encore faut-il ne pas se retrouver pris dans des rapports de domination, des contraintes matérielles qui vous empêchent de bouger, dans un monde dévasté qui fait que vous vous retrouvez là, les bras ballants, la tête pleine de désir et de belles idées, mais plus rien à sauver.

CONTRE-COURANTS
Par **Corinne Morel Darleux**,
écrivaine, militante écosocialiste,
autrice de plusieurs ouvrages dont
*Plutôt couler en beauté que flotter
sans grâce* et de *Là où le feu et
l'ours* (Libertalia).



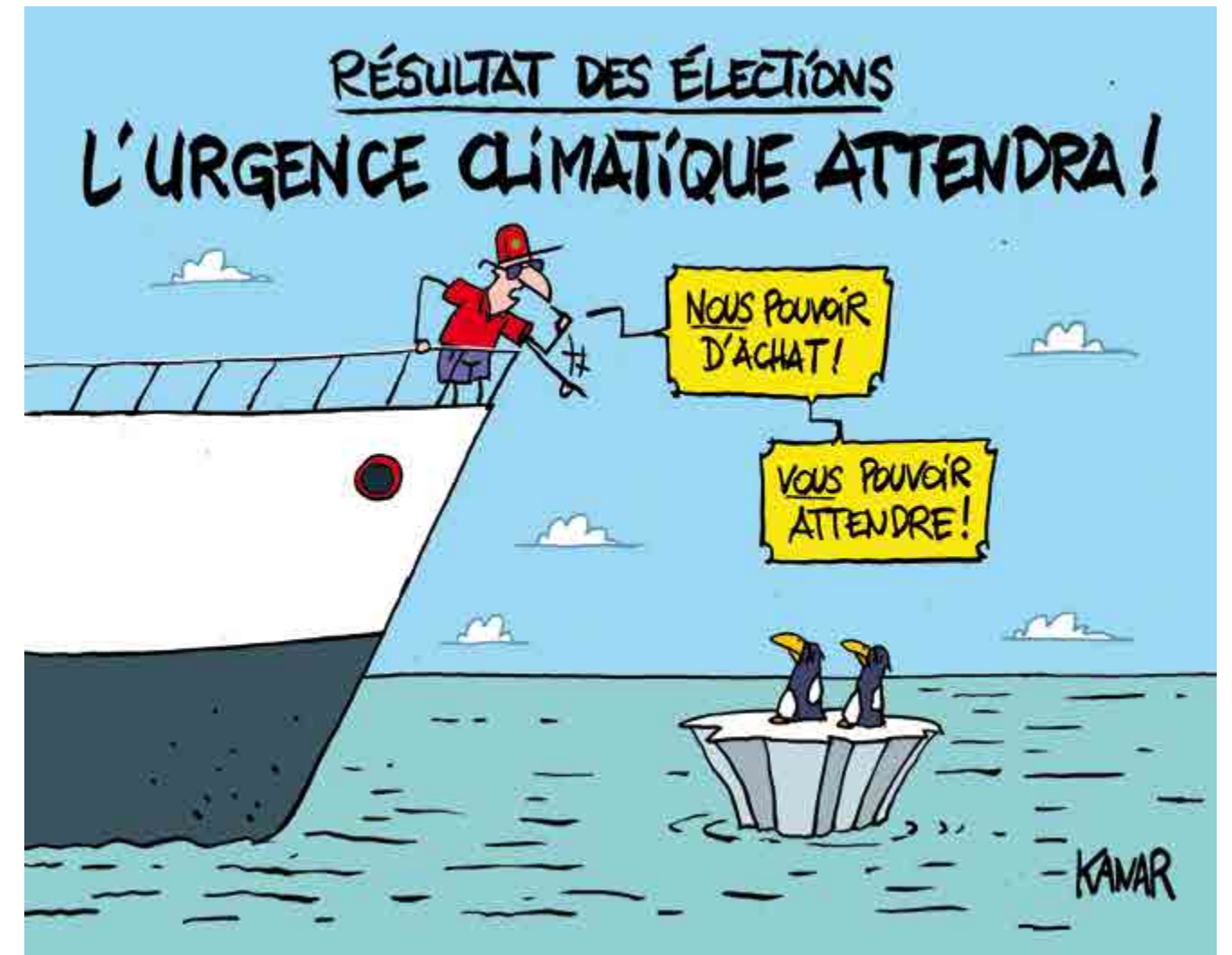
Je crois profondément qu'un récit peut bouleverser, décadrer le regard, changer notre rapport au monde. Mais je crois tout aussi fort que si on veut vraiment obtenir une transformation en profondeur de la société, il faut agir simultanément sur trois piliers : la bataille culturelle, certes, et il y a fort à faire, mais aussi la résistance – en s'opposant frontalement à l'accaparement et à la destruction à travers des occupations, des blocages, des désarmements –, et les alternatives, ou actions préfiguratives, qui montrent dès aujourd'hui qu'il est possible de vivre autrement, sans attendre une hypothétique prise de pouvoir, une révolution ou que tout le monde ait lu les bons romans.

L'espoir parfois démesuré placé dans ces nouveaux récits vient je crois du fait qu'on continue à chercher un truc qui n'existe pas et n'existera jamais : une baguette magique. Comme si les livres allaient réussir là où les bulletins de vote ont échoué, comme si tout allait surgir par le récit, comme si une fiction, seule, pouvait changer la vie. Donner chair et sensibilité à des concepts abstraits, rendre la fin de ce monde désirable – si une telle chose est possible –, créer des déclics et générer des actes... Il n'y a pas de raccourci en politique. On a besoin pour ça de tout à la fois : de soulèvements, de fermes et de de romans, d'éthique, de poésie et d'esthétique, de beau et d'utile. —

C'est la dernière chronique de Corinne dans *Imagine*. La talentueuse autrice laisse sa place à d'autres plumes. Un immense merci pour ces années de compagnonnage poético-politique et de regards acérés et salutaires ! A bientôt sur d'autres chemins. **H.Do.**



LE KANAR DÉCHAÎNÉ



Philippe & Zenia

« Zenia est arrivée chez nous il y a douze ans, après un accident. Il a fallu de longues démarches pour pouvoir la garder à la maison, mais aujourd'hui c'est une véritable amie, si pas ma deuxième fille »



ANIMAUX DE COMPAGNIE :

Chiens, chats, lapins, poissons rouges, lézards et autres petites bêtes... Plus de la moitié des ménages belges accueillent chez eux un animal familier. Ceux-ci occupent une place de plus en plus grande dans leurs existences. *Imagine* s'est penché sur ces liens riches et singuliers, ce qu'ils disent de notre rapport au monde vivant et de notre humanité.

—
Un dossier de Laure de Hesselle
et Vincent de Lannoy
Photos de Jean-Christophe
Guillaume

CE QUI NOUS LIE

« **C**ouché Billy ! » Au pied de sa maîtresse, le petit terrier reste le derrière en l'air, puis finit par l'abaisser. Elle tente alors d'avancer, sans qu'il ne bouge. Raté. Retour en arrière, nouveau « couché ! », quelques mètres, un « allez ! », et Billy vient la retrouver. Sa propriétaire le félicite chaleureusement à grands coups de caresses et de « bravos ».

Ils sont douze ce samedi matin là, au milieu d'une prairie : six chiens et six maîtres et surtout maîtresses – l'assemblée est quasi exclusivement féminine – réunis pour une séance d'« obéissance ». « Nous réalisons des exercices pour la vie de tous les jours, pour que ces chiens ne posent pas de problème au quotidien, explique Marie-Paule Daniels, formatrice au Centre d'information et d'étude du chien, qui organise des activités pour les toutous et leurs propriétaires. Ici, l'idée c'est de pouvoir faire ses courses dans un magasin par exemple en le laissant couché à l'entrée. » Au CIEC se pratique en quelque sorte une « éducation positive ». Les chiens sont félicités, caressés, ou récompensés par une corde à tirer. « C'est le sommet de ce qu'on peut leur donner ! Nous n'utilisons la nourriture comme récompense que pour quelques cours de sport, au début des apprentissages. Féliciter son animal, c'est avoir une relation avec lui – lui donner un bonbon c'est comme si on mettait simplement de l'essence dans une voiture... » 10 heures 30, d'autres couples maîtres-chiens de toutes tailles, d'un maigre et minuscule whippet à un enthousiaste berger australien, se rassemblent sur le terrain. Chacun à leur tour, ils franchissent une espèce de parcours d'obstacles, tunnel, poutre, haies... L'agility – ou le flyball, un autre sport canin – permet aux « compagnons à quatre pattes » de bouger, de trouver des stratégies, mais renforce surtout la communication avec leurs propriétaires. « Ils doivent les écouter, suivre leurs instructions, cela crée un lien plus fort. » « Ça a vraiment changé et intensifié notre relation », se réjouit une participante, son petit chien schipperke noir d'encre dans les bras.

Evolution

« Notre société est en questionnement sur sa relation à l'animal, observe Claire Diederich, vétérinaire, professeure à l'Université de Namur et présidente du Conseil wallon du bien-être animal. Elle s'interroge sur comment elle vit avec lui, comment elle s'engage auprès de lui. » L'animal de compagnie, le plus proche de nous, est le premier concerné par ces évolutions, renforcées par celles des constats scientifiques. « Toutes les sciences travaillant sur le bien-être animal, notamment les neurosciences, démontrent que les animaux sont des êtres sentients, qui éprouvent des émotions, ont des attentes, constate Marc Vandenheeden, vétérinaire comportementaliste, éthologue, chargé de cours à l'ULiège. L'OMS définit la bonne

santé humaine comme l'état de complet bien-être physique, social, mental. C'est la même chose pour les animaux, pour lesquels on constate que la santé sociale est importante – si le chien, par exemple, est le meilleur ami de l'homme, il est d'abord le meilleur ami... des chiens ! »

Dans nos maisons, leur position change, nous les sollicitons de plus en plus, ils se rapprochent de nous, deviennent des membres de la famille. Une évolution éloquente est celle de leur statut quand ils meurent. Si de très anciennes tombes ont été retrouvées, les pratiques d'inhumation ont disparu chez nous avec la christianisation, peu favorable à ce rapprochement inter-espèces. Elles reviennent avec la bourgeoisie du 19^e siècle, les chats et les chiens enterrés dans le fond du jardin de la résidence secondaire – ou dans le premier cimetière animalier de France, à Asnières (1899). Mais, depuis le début de cette année, dans les cimetières wallons (et sans doute bientôt bruxellois), c'est à présent dans les caveaux de leurs propriétaires humains que leurs cendres peuvent être enterrées. Le rapprochement ultime ?

« Notre société est en questionnement sur sa relation à l'animal. Elle s'interroge sur comment elle vit avec lui, comment elle s'engage auprès de lui »

Claire Diederich, vétérinaire, professeure à l'Université de Namur et présidente du Conseil wallon du bien-être animal.

Prisca & Iris

« C'est une relation réciproque dans laquelle on se donne de l'amour et de l'affection. La présence d'Iris m'apporte aussi une certaine sérénité dans mon quotidien »

Cependant, pour nombre de vétérinaires, éthologues ou autres spécialistes, cet attachement de plus en plus grand n'est pas sans aller quelquefois trop loin. Claire Diederich en trouve par exemple un signe dans notre vocabulaire. « Des termes clairement destinés aux humains sont à présent de plus en plus utilisés pour les animaux de compagnie : on parle de chienne enceinte, de maman-canari, de bébés-chats... Notre vocabulaire est pourtant suffisamment riche. C'est pour moi confondre les liens affectifs. » Vêtements divers, poussettes, hôtels, salons de beauté... l'anthropomorphisme est sans cesse plus poussé.

Les professionnels rencontrés parlent même aujourd'hui de « babymorphisme », nos animaux familiers devenant presque équivalents à des enfants. Les chiens, à l'avant-garde des métamorphoses sociétales de par leur ancienneté, y sont les plus sujets. « L'amour que l'humain porte au chien se compose d'un malentendu profond, estime Marc Vandenheeden, avec une attention qui singe l'attention parentale. On parle au chien comme à un bébé, on lui prête beaucoup de caractéristiques semblables à celles d'un enfant. »

Dans nos sociétés de solitude, les animaux deviendraient des substituts, plus faciles à gérer, pas contrariants. Une thèse qui ne peut sans doute pas être généralisée, mais de plus en plus de chiens « à la mode » correspondent en effet à cette demande de

« bébés humains » caricaturaux : petits membres, vocalises dans les aigus, caractéristiques juvéniles – grands yeux, petit nez, petites oreilles. « Ces attributs envoient à notre inconscient des stimuli déclenchant des comportements parentaux, explique l'éthologue. Et chez ces chiens, ils se maintiennent à l'âge adulte. » C'est ce qu'on appelle la néoténie. « Cela rencontre notre besoin d'être en relation avec d'autres espèces. Dans notre société, ces animaux domestiques sont les seuls à notre disposition pour être en contact avec un "sauvage" qui ne l'est plus. » Mais les chiens ne sont pas des humains ; aux yeux de l'éthologue, ils ne pourront jamais tenir véritablement le statut qui leur est ainsi assigné.

Cette tendance a naturellement été rencontrée par le commerce et des éleveurs ont sélectionné des animaux hypertypés, sans plus considérer leur bien-être. Ils ont ainsi reproduit volontairement de grands handicaps physiques et quelquefois mentaux. Dos trop longs »



qui occasionnent des hernies discales à répétition, plis de peau où se multiplient les infections, maladies génétiques... Si les représentants d'une race ne sont pas tous sujets à ces douleurs ou infirmités, certaines races sont plus touchées. L'évolution du bouledogue français, au nez de plus en plus aplati, en est l'archétype. « On doit réveiller les consciences ! s'exclame Marc Vandenheeden. Un petit chien sympathique qui ronfle et qui pète, on trouve ça comique. Or un chien sans nez, qui lui permet de respirer et de gérer sa température interne, ce n'est pas anecdotique. Aimons-nous un animal pour ce qu'il est, une autre espèce, avec d'autres contraintes et spécificités ? Ou l'utilisons-nous comme un outil pour notre bien-être au point d'être dans le déni par rapport à sa souffrance ? »

D'autres animaux sont également transformés dans une moindre mesure. Les réseaux sociaux bruissent de la mode des mini-ânes, mini-chèvres, mini-chevaux, permettant aux animaux de ferme d'entrer à leur tour dans les maisons. Peut-être ce goût du « mignon » est-il aussi à l'origine du succès actuel (et « malheureux », selon nombre de nos interlocuteurs) du lapin : proche de la peluche, doux, végétarien, il coche toutes les cases et passe du statut d'animal de production, puis d'expérience, à celui de compagnie installé sur le canapé. Son comportement naturel (grégaire, peureux, creuseur de galeries) est pourtant difficilement compatible avec une vie en intérieur.

Nature/culture

Ces transformations physiques sont une manifestation extrême de l'évolution de notre lien avec les animaux familiers, mais nos modes de relation modifient aussi leurs comportements. Pour Eric Baratay, maître de conférences à l'Université Jean-Moulin de Lyon, spécialiste et pionnier de l'histoire des animaux, il n'y a en réalité pas de « nature » du chat, du chien, du lapin ou de toute autre bête. « Vivre avec les humains n'a rien de naturel, tous développent une manière d'être répondant à leur environnement. Certains ont l'image d'un animal instinctif qui aurait toujours fait pareil et que nous serions en train de pervertir. Non, nous sommes en train d'en faire ce que nous en voulons et ils s'adaptent. Un chien errant du 19^e aurait été très stressé par une caresse. L'idée au fond serait que l'homme est culturel et l'animal naturel... Sortons de cette vision manichéenne ! Un animal naturel serait un animal sans histoire et ce n'est pas vrai. » L'historien repère ainsi aujourd'hui la demande croissante de ce qu'il appelle les « chats-chiens », des chats interactifs, joueurs, de plus en plus proches des chiens et s'éloignant du chat indépendant « roupillant sur le canapé ». « Certains sont à présent promenés en laisse, et, habitués depuis tout petits et descendant de générations

Juan, Boo & Gama

« Nous entretenons une petite routine avec mes geckos et surtout un lien de confiance. Je prête toujours attention à ce qu'ils soient bien et je suis persuadé qu'ils le ressentent »



— Jean-Christophe Guillaume

« Aimons-nous un animal pour ce qu'il est, une autre espèce, ou l'utilisons-nous comme un outil pour notre bien-être au point d'être dans le déni par rapport à sa souffrance ? »

Marc Vandenheeden, éthologue, vétérinaire (ULiège)

déjà très proches des humains, s'en accommodent très bien. Des vétérinaires voient même apparaître l'anxiété de séparation chez les chats. » A des degrés divers, les animaux suivraient-ils ainsi la route des enfants, avec lesquels les adultes se sont mis à vraiment parler tardivement... puis à jouer – seulement dans les années 1980 ? Ils ont aussi pareillement arrêté de travailler, mais ont vu tout aussi bien fondre leur liberté de circuler.

« Les animaux entrés dans les maisons, leurs besoins éthologiques ne peuvent plus être assurés que par la famille, remarque Fabrice Ligny, professeur de philosophie et citoyenneté et fondateur de Refuges et tableaux noirs, projet d'éducation au bien-être animal, et c'est là qu'arrivent les problèmes comportementaux si ces besoins sont méconnus ou mal assurés. » Dans la prairie du CEIC, les chiens se défoulent, courent à toute vitesse, apprennent à socialiser avec les humains comme avec leurs congénères, à canaliser leur énergie – sont éduqués. « Leurs maîtres manquent parfois de constance, ou sont trop laxistes, et quand le chien devient grand ils ne tolèrent plus des comportements qu'ils ont pourtant laissé s'installer », explique Laurence Daniels, une des éducatrices. Chat qui menace tout qui passe la porte, lapin qui ronge tout ce qu'il peut atteindre, chien qui mord : ce sont les conséquences bien souvent des méconnaissances ou des erreurs des maîtres. Mais qui peuvent alors conduire les propriétaires à s'en débarrasser.

Chez Help Animals à Anderlecht comme à la SRPA de Liège, les cages sont pleines. Là comme dans tous les autres refuges, l'après-Covid a vu les abandons se multiplier avec le retour aux activités normales des maîtres de fraîche date. Côté chiens, victimes de la mode, beaucoup d'American Staff et de Bergers malinois, bêtes imposantes qui, en manque d'activité ou mal canalisées, se retrouvent difficiles à gérer. « Nous en restons encore trop souvent à considérer "ce que l'animal m'apporte", estime Sébastien De Jonge, de Gaia, c'est une relation déséquilibrée parfois par méconnaissance. » Et tous de réclamer une éducation dès le plus jeune âge, à des formations à cette vie en commun. — Laure de Hesselle

Exotiques

Les espèces vivantes présentes dans nos maisons vont, même si elles sont minoritaires, bien au-delà des classiques chiens-chats-rongeurs. Oiseaux, poissons, mais aussi serpents, sauriens, lézards, lémurins... la liste est infinie. Leur commerce est « peu et mal réglementé », comme l'explique Marie Sigaud, chercheuse au centre d'écologie et des sciences de la conservation au Museum national d'histoire naturelle. La convention CITES interdit celui d'une série d'espèces, mais dans le but de « préserver les stocks ». Pas question ici de bien-être animal, la détention est d'ailleurs régulée, elle, par chaque Etat. Nous sommes passés dans nos Régions à des listes positives, qui autorisent la possession de certaines espèces et interdisent ainsi toutes les autres. Des listes, tout de même longues de plusieurs dizaines voire centaines de noms, très discutées, entre enjeux éthiques, économiques et craintes d'alimenter le trafic. Mais selon les espèces, ces prises pour le commerce d'animaux de compagnie sont la cause de l'effondrement de populations, ou viennent se surajouter à d'autres ; quelques-unes, abandonnées dans la nature, deviennent envahissantes. « Les pertes dans les transports sont très importantes, de l'ordre de 40 à 70 %, évalue Marie Sigaud. Et une fois arrivés chez les particuliers, certains individus meurent encore, leurs besoins étant très particuliers et parfois mal connus. » Des espèces sociales (comme les perroquets) qui se retrouvent seules, des animaux (comme les serpents qui doivent pouvoir s'étendre de tout leur long) confinés dans des espaces trop restreints, une faune nocturne (comme les chouettes) sollicitée en journée... « Les maltraitements peuvent être nombreuses, mais ces animaux fascinent. » « Avec eux tout est à commencer, commente la philosophe Vinciane Despret, ils sont vraiment très autres. Avec des serpents ou des rats on va à l'aventure... » — L.d.H.

François Schuiten

« Une relation souterraine, mystérieuse, empathique »

A la mort de son chien, terriblement endeuillé, le grand auteur de BD François Schuiten a dessiné, encore et encore. Et publié *Jim*, un petit bijou de sensibilité. Il nous en parle.

“J’ai eu la chance de naître dans une grande famille, où le monde animal était très présent. C’était la passion dévorante de mon père. Nous avions chiens, chèvres, poules, canards, faisans... J’ai grandi avec un mouton, je dormais même avec lui. C’est une espèce d’ADN qui vous ouvre des portes face à la beauté du monde animal, c’est une fascination qui restera en vous.

En ville, avoir un chat ou un chien comme animal de compagnie est plus facile – pour moi ce fut un chien. Cette relation est très souterraine, assez mystérieuse, empathique. Ce n’est pas facile de mettre des mots là-dessus. Un chien sent des choses chez vous, a comme une prémonition de vos sentiments, de vos états d’âme qu’un humain ne peut avoir. Le chien reçoit vos peurs, vos angoisses, aspire une partie de tout ça. Gainsbourg disait que son chien était mort d’une cirrhose... Un animal peut vivre 24/24 avec vous – et si un enfant prend son envol, son autonomie, ce ne sera jamais le cas d’un chien. Avoir un animal de compagnie vous relie au monde animal. On devient extrêmement sensible à sa souffrance. C’est une chance incroyable d’avoir à côté de soi un petit maillon de cette grande chaîne animale. Et cela nous remet, avec humilité, dans cette chaîne du vivant. On regarde différemment le monde, on le relativise ; quand votre chien est heureux, vous l’êtes naturellement. Il dédramatise vos problèmes d’humain, remet les choses simples, le temps présent au cœur de la vie. Il fait circuler un climat plus léger, et nous permet aussi de nous décentrer. Quand j’arrive avec mon chien, c’est lui qu’on regarde, et j’en suis ravi. Le sujet du chien, anodin – c’est quelle race, il est beau, c’est quoi son nom, des questions qu’on vous pose cent cinquante mille fois –, forme des banalités qui créent du lien. J’ai ainsi des compagnons de chien, dont je ne connais parfois même pas le nom. Nous ne savons pas

ce que nous faisons l’un l’autre, et c’est très bien comme ça : les conversations sont comme détachées d’une part de nous-même. C’est tellement reposant ! Et sortent alors des choses d’un autre ordre, des fragilités, des sensibilités... C’est une façon de voyager, de rencontrer des gens que vous ne rencontreriez jamais, venus de mondes complètement différents. Le chien vous ouvre à de nouveaux espaces.

Nous ne parlons pas assez de l’émerveillement du monde animal. Il faut le réintroduire au cœur des villes, cela apporterait un bien-être immédiat ! Je dois me battre en permanence pour que mon chien soit accepté dans certains lieux. Or vous me prenez moi avec mon chien ou je ne viens pas. J’en fais une affaire personnelle pour remettre cet animal au cœur même de la vie. » – L.d.H.

 *Jim*, Rue de Sèvres, 2023, 128 p.



Vivants à vendre

La législation progresse, mais entre internet et la Flandre, les achats irréfléchis d’êtres vivants restent plutôt faciles.

B eagle, Border collie, Teckel ? Un local Schipperke ou même un Saint-Bernard ? Ils sont des dizaines, pour la plupart assoupis, couchés dans des cages tout en longueur. Des petits panneaux indiquent leur race, quelques caractéristiques, leur prix – certains grimpent allègrement au-delà des 1 500 euros. Les chats, dans la pièce d’à côté, dépassent même les 2 000 euros. De jeunes couples et des familles circulent ce samedi-là dans les couloirs. Une fillette trouve un jeune shiba tellement mignon – ses parents redirigent son attention vers un plus modeste (en taille) spitz : « On pourra le laisser dans le jardin, l’autre il faut aller le promener souvent. » La gamine craque rapidement pour le petit brun. La vendeuse tente discrètement de prévenir, ces chiens s’attachent surtout à la personne qui s’en occupe le plus, ils ne sont peut-être pas idéaux pour les enfants, mais il est trop tard : une fois le chiot dans les bras, plus question de le laisser. Tarif : 945 euros.

Bien au-delà du sentiment, du lien, les animaux de compagnie représentent également un marché. Ce type de commerce, générateur évident d’achats impulsifs, est interdit à présent en Wallonie et n’existe pas à Bruxelles. Mais il suffit d’un bref trajet en train depuis la capitale pour se procurer ainsi en quelques minutes un animal, depuis le chiot jusqu’au caméléon.

Pour le néophyte, les tarifs peuvent être impressionnants. Et si côté wallon la législation s’est fortement renforcée, interdisant par exemple l’importation de chiots et sa potentielle cohorte de maltraitements (mortalité élevée – jusqu’à 40 % – dans les transports, chiennes surexploitées, chiots en mauvaise santé et séparés trop tôt, etc.) et améliorant les conditions d’élevage et de vente, les moyens de contrôle restent limités (dix-huit agents dont treize sur le terrain en Wallonie par exemple). Mais avec de telles sommes potentielles en jeu, les élevages illégaux sont de plus en plus souvent croisés par l’unité Bien-être animal de la Région wallonne. « Ce ne sont pas de gros trafics, raconte Bruno Cardinal, son coordinateur, plutôt des moyens d’assurer un revenu complémentaire. Il y a des

effets de mode, des animaux plus ou moins rentables – un bichon qui peut se vendre à 2 500 euros, ce n’est pas négligeable. Et les animaux sont parfois totalement réifiés, placés dans des espaces beaucoup trop réduits, les femelles surexploitées. »

Sur Internet, « la grande majorité des annonces sont illégales, explique Ashley De Backer, alors responsable Bien-être animal au ministère bruxellois en charge de cette compétence, avec des particuliers qui ne sont pas agréés, des refuges ou éleveurs ne donnant pas assez d’infos, ou des animaux interdits de commercialisation. C’est impossible pour nous de surveiller les réseaux sociaux en permanence, et nous utilisons l’intelligence artificielle pour les détecter. » Les hébergeurs ou les annonceurs sont alors priés de les retirer. « Ces derniers ne sont bien souvent pas conscients de la législation. »

La Région wallonne, sans doute bientôt suivie par la bruxelloise, a fortement amélioré ses réglementations, avec pour objectif affiché de limiter au maximum ces achats impulsifs qui risquent trop souvent de mal tourner pour les animaux ainsi achetés. Un « permis » – en réalité la preuve, fournie par la commune, que vous ne vous êtes pas déjà rendu coupable de maltraitance – a ainsi été institué. Même s’il n’est pas très difficile à contourner, il permet surtout de donner un peu de temps et de poids à cette acquisition. « Nous réfléchissons à une version améliorée, reprend Ashley De Backer, peut-être assortie d’une formation. » Pour qu’acheter un être vivant ne soit plus un achat anodin. – L.d.H.

« Des termes clairement destinés aux humains sont à présent de plus en plus utilisés pour les animaux de compagnie : on parle de chienne enceinte, de maman-canari, de bébés-chats... C’est pour moi confondre les liens affectifs »

— Claire Diederich, vétérinaire (UNamur)

Un marché florissant

Avec 3,5 millions de chiffre d'affaires, le secteur des produits pour animaux de compagnie est en pleine croissance.

Ces croquettes au « mélange irrésistible de poulet, de patate douce, de tomates et de curcuma » promettent « une expérience gustative incomparable ». Et pourquoi ne pas offrir à Miaou une « soupe (!) exquisite alliant un délicat bouillon à de fins émincés » ? Ou des boutons de rose à votre lapin ? Repas traiteurs, aliments « 100 % naturels », protéinés, énormément de friandises... Le marché de l'alimentation pour animaux est en pleine croissance et « premiumisation » comme disent les professionnels du marketing : la tendance à l'humanisation de nos petites bêtes a ouvert un champ formidable aux marques de Pet Food de diversification vers des produits présentés comme toujours plus raffinés, goûteux, axés plaisir ou branchés santé. « Nous en arrivons quelquefois à un niveau d'exigence incroyable, constate Marianne Diez, vétérinaire à l'ULiège, spécialiste de la nutrition des animaux de compagnie. Est à présent vendu du "human grade", qui pourrait donc être mangé par l'humain, voire même partagé. L'industrie du Pet Food a réglé énormément de problèmes en offrant des rations équilibrées, mais elle provoque maintenant des animaux obèses – un tiers des chiens et des chats le sont – en poussant notamment au snacking. Comme ce sont des aliments complémentaires, ils n'ont pas d'obligation de composition... » Des friandises qui seraient à réserver aux apprentissages complexes des chiens se sont ainsi étendues à tous les animaux. Et sont distribuées à tout instant. « Des gens me disent qu'ils ne peuvent pas manger eux-mêmes sans donner quelque chose à leur animal – or un chien c'est un à deux repas par jour, ça n'a pas de creux à 11 heures. Et les chats n'ouvrent pas le frigo la nuit... »

Les maîtres sont ceux qu'il faut attirer, et des marchés de niche – bio, à base d'insectes, et même vegan (déconseillé pourtant par les vétérinaires) – se développent.

La période du Covid a été particulièrement profitable au secteur – plus d'animaux entraînant naturellement plus de ventes. « Les propriétaires d'animaux ont alors dépensé beaucoup en nourriture et accessoires, se souvient un responsable vente d'une animalerie. A la sortie, ils ont eu envie de partir en vacances, les priorités ont changé, ils sont revenus à des achats plus élémentaires qu'impulsifs. Mais nous arrivons à la fin de cette période, et le marché est en hausse d'une dizaine de pourcent par an – une hausse quasi uniquement en volume cette année car il n'y a pas vraiment eu d'inflation. » Les jouets, les accessoires toujours

plus diversifiés, et même aujourd'hui connectés ; les services, du simple « pet sitting » au spa pour chien, de plus en plus prolifiques ; le secteur est florissant ! Quel que soit le domaine concerné, il s'appuie sur des liens affectifs de plus en plus « démonstratifs » – il n'est pas rare aujourd'hui d'offrir des cadeaux à son animal pour son anniversaire et bien des détenteurs d'animaux considèrent que ceux-ci méritent le meilleur.

Des soins d'humains

La sphère des soins de santé n'est pas en reste, alimentée à la fois par cet attachement toujours plus fort aux animaux de compagnie et par l'évolution des traitements. Dentisterie, ophtalmologie, dermatologie ou même gériatrie, chiens et chats vivants plus longtemps. Mais aussi chimio, rayons, scanners... ou ostéopathie, homéopathie... Le secteur suit les évolutions de la médecine humaine. « En France, le chiffre d'affaires des vétérinaires est en forte hausse, de 80 %, a constaté Alix Merle, chargée d'études chez Xerfi Intelligence Stratégique. En 2023, 45 % des propriétaires d'animaux familiers disent aller au moins une fois par an chez le vétérinaire (contre 41 % en 2020), 20 % n'y vont que lorsque leur animal va mal (contre 30 % en 2020), ils ont donc plus recours aux soins préventifs. » Et selon les calculs de la plateforme de comparaison de produits financiers HelloSafe, les frais de santé annuels pour un animal de compagnie pouvaient s'élever jusqu'à 1 820 € en 2023.

Misère sociale

Dans les refuges comme au sein de l'unité Bien-être animal de la Région wallonne, le constat est le même : les maltraitements volontaires sont très rares. Les animaux souffrent plutôt de négligence, de méconnaissance, mais aussi de pauvreté. « Dans la très grande majorité des cas, rapporte Bruno Cardinal, coordinateur de l'unité, les situations de vie des propriétaires sont très fragiles, assorties de dépressions, de dépendances, de difficultés financières et ils ne parviennent plus à subvenir ni aux besoins de leurs animaux, auxquels ils sont souvent très attachés, ni aux leurs. » La dureté de la situation économique rejaillit aussi sur les animaux de compagnie. —



— Jean-Christophe Guillaume

Mariana & Lucky

« Pendant tout un temps, Lucky dormait au pied de mon lit. J'apprécie toujours sa présence. C'est une âme en plus qui apaise l'atmosphère de la maison »

Valeur du marché mondial des soins aux animaux de compagnie

2021 : 280 milliards de dollars
Evaluation pour 2032 : 550 milliards de dollars

(source : global market insight, 2022)

Dépenses annuelles moyennes

2018 > 2022

- Alimentation chien : 503 > 540 euros
- Alimentation chat : 380 > 429 euros
- Alimentation autres animaux : 265 > 340 euros
- Jouets et accessoires : 309 > 455 euros
- Soins : 269 > 352 euros
- Parapharmacie : 231 > 348 euros

(source : Comco, 2023)

« Il y a vingt ans, il n'y avait quasiment aucune clinique ici, témoigne le vétérinaire François-Xavier Philippe, maître de conférence à l'ULB. Aujourd'hui, il y en a trois ou quatre sur Charleroi. Il existe clairement une demande pour des traitements, des examens plus approfondis.

Côté médicaments, de nouvelles molécules apparaissent, à prix plus élevés – il y a moins d'effets secondaires mais aussi plus de marge – et il n'y a pas de mutuelle, c'est à prix coûtant. A 4 euros le comprimé d'antibiotique, un traitement peut monter rapidement jusqu'à 100 euros. »

Ne sachant pas assumer les coûts des équipements trop élevés, des cabinets et des cliniques sont rachetés par de grands groupes. « Ces derniers cherchent la rentabilité, estime Sébastien de Jonge, directeur des opérations de l'association Gaia, et les tarifs explosent, une nuit peut par exemple monter à 800 euros. » Les assureurs ont d'ailleurs suivi le mouvement – peut-être vous souvenez-vous en mai dernier de la campagne d'une banque-assurance nationale vantant les mérites de la sienne. Les actes « classiques », eux, chez les vétérinaires de première ligne, n'augmentent pas dans ces proportions, mais peuvent être difficiles à assumer pour certains. Des projets d'aides aux soins vétérinaires ont ainsi été financés en Région wallonne dans des communes et CPAS.

« Les gens sont prêts à consacrer un vrai budget aux soins de leurs animaux, constate François-Xavier Philippe, et sont me semble-t-il plus conscients des frais potentiels. J'officie dans une région défavorisée, mais ce ne sont pas ceux avec moins de moyens qui les soignent le moins bien. Ils préfèrent se priver eux-mêmes plutôt que de laisser tomber des soins. » — L.d.H.

Vinciane Despret, philosophe, éthologue

« Nous inventons sans cesse des modalités pour pouvoir vivre bien ensemble »

Qu'est-ce qui fait la différence entre nos animaux de compagnie et les autres ? Que nous nous refusons à les manger ?

— Oui, l'animal domestique peut être mangé, l'animal familier ne l'est pas. Mais pour qu'un animal devienne domestique, il faut d'abord qu'il le veuille bien. Le cheval a bien voulu, le zèbre non. Certaines espèces sont accueillantes à cette idée d'autres tout à fait récalcitrantes. Et puis certains animaux sont devenus familiers par profession en quelque sorte, même s'il en existe qui acceptent l'approvisionnement indépendamment de leur espèce, avec des amitiés interspécifiques assez particulières.

La philosophe Donna Haraway dit que c'est déjà un acte politique que d'adopter un chien parce que cela vous met en contact avec des autres qu'humains. A reconnaître qu'il y a quelqu'un, là, à l'intérieur. Et ce sentiment que vous avez qu'il y a une personne devant vous, sous une fourrure, peut s'étendre à d'autres êtres.

Cela me fait penser à ce concert à Beaubourg... J'y avais invité l'artiste Robin Meier. A cette occasion, il amplifiait les vibrations de moustiques mâles qui finissaient par s'accorder avec deux musiciens humains. Et comme il expliquait après la représentation que, parfois, il y avait des accidents et des moustiques qui perdaient une aile ou quelque chose comme ça, des gens dans le public se montraient choqués... Pourtant, lorsqu'un moustique vole dans sa chambre, vraiment pas grand monde n'hésite à lancer dessus sa pantoufle ! C'est intéressant : le moustique devenu musicien, on s'inquiète de le voir blessé !

Que nous aimions les animaux familiers dénote une capacité d'attachement au-delà de notre propre espèce, une grande flexibilité relationnelle. Ce n'est pas exceptionnel : il suffit de voir le nombre de témoignages d'amitiés interspécifiques absolument invraisemblable sur les réseaux. Ce n'est pas non plus nouveau : je trouvais déjà des témoignages de ces amitiés dans la littérature du 19^e siècle. Est éventuellement particulière chez certains êtres humains la grande diversité de ces attachements :

nous pouvons passer du rat de compagnie à l'amour pour les oiseaux, dans un brouillage total entre familier et non-familier.

Mais l'animal familier ne souffre-t-il pas d'une sorte de mépris ?

— On reproche aux animaux de compagnie d'être de la nature « à bon marché ». Ils n'ont pas la noblesse du sauvage, avec toute la mythologie qui l'accompagne : le chien ne serait qu'un traître par rapport au loup en acceptant la domestication... Les discours pro-nature ont été assez défavorables aux animaux de compagnie.

Par ailleurs, alors que nos rapports d'exploitation, d'alimentation avec les animaux sont relativement sauvages, exceptionnistes, très hiérarchisés, là, d'un seul coup, la hiérarchie s'effondre. D'autant que ces animaux familiers coûtent énormément d'argent, on leur donne des soins vétérinaires qui parfois dépassent nos soins médicaux. Les chats et les chiens qui étaient dehors, chassaient les souris ou mangeaient les restes, sont d'un seul coup devenus des membres de la famille. Il y a des effets de jugement quand on secoue ainsi la hiérarchie.

Donna Haraway rapporte ainsi le questionnement d'une propriétaire d'un chien atteint d'un cancer : avait-elle le droit de prodiguer à un animal des soins aussi coûteux, alors que par exemple les écoles publiques sont dans un tel déficit ? Qu'est-ce que la politique si ce n'est hiérarchiser les intérêts ? Donner autant d'argent à des chiens ou des chats alors que des gens vivent dans la rue, etc., est-ce juste ou injuste ? Mais cette question est permanente. Nos vies se sont politisées, nos gestes ont des conséquences... ou pas, d'ailleurs, en regard de la hauteur des enjeux globaux.

Les sacrifices consentis par nos animaux de compagnie ne sont-ils pas trop grands ?

— Toute relation d'amour n'est pas forcément toujours juste. Si on compare le statut des chiens il y a cinquante ou trente ans, il était nettement meilleur à certains égards. On allait chez le vétérinaire quand on ne pouvait

Luciano & Max

« Max fait partie de mon quotidien. J'apprécie sa complicité et la gentillesse qu'il me renvoie. Je suis vraiment passionné par les oiseaux »

« Si nous faisons de plus en plus entrer les animaux à l'intérieur de nos maisons, c'est peut-être en rapport avec cette crise de la sensibilité due à notre vécu hors sol »

plus faire autrement mais les chiens étaient libres, se promenaient seuls en rue sans problème. Ils ont vécu une restriction de leurs libertés assez forte, pour des raisons d'hygiène, de sécurité, politiques... La vie des animaux familiers et surtout des chiens s'est intensément restreinte, et leur sort n'est plus aussi enviable à certains égards que ce qu'il a pu l'être à d'autres. Et puis le choix est unilatéral – l'animal n'a pas choisi ! Ma chienne dans son refuge vivait en meute, en totale liberté. Ramenée chez moi, elle fait une dépression carabinée. J'ai dû prendre conscience de cette asymétrie. Comment pouvais-je réparer ? En lui offrant la vie la plus proche de ce qu'elle pourrait souhaiter, en rencontrant le plus de chiens possible. Nous ne cessons d'inventer des modalités pour pouvoir vivre bien ensemble.

Qu'est-ce qui fait la particularité de ce lien entre eux et nous ?

— J'ai pour projet de travailler sur la façon dont les gens vivent la mort de leurs animaux familiers. Cela nous éclaire sur cette relation. Certains me disent avoir été plus tristes de la mort de leur chien ou de leur chat que de la mort d'un cousin par exemple. Certes, les attachements étaient plus forts, les conflits beaucoup moins graves – les relations avec chiens et chats sont consensuelles, ils obéissent à un minimum de règles. Mais il y a autre chose : avec les animaux la communication passe très peu par le langage verbal. Les gens me racontent qu'ils continuent à ouvrir la barrière pour laisser passer le chien, versent encore de l'eau dans une gamelle pour le chat, ont mal aux articulations parce qu'ils ne marchent plus assez, ont froid parce que le chat ne vient plus se poser sur leurs genoux... Ces relations sont si physiques que notre corps ne parvient pas à se remettre de leur mort. Les animaux familiers nous donnent un corps, une sensorialité très particulière. Et nous perdons une partie de ce corps en perdant notre animal de compagnie. C'est possiblement cela que nous aimons chez eux, cette occasion d'avoir des relations corporelles. Si nous faisons de plus en plus entrer les animaux à l'intérieur de nos maisons, c'est peut-être en rapport avec cette crise de la sensibilité dont parle le philosophe Baptiste Morizot, due à notre espèce de vécu hors sol. C'est peut-être parce que notre corps est nostalgique de ce qu'il n'a pas connu, mais qui est sans doute le plus fondamental, le toucher et le contact avec le vivant. — **Propos recueillis par L.d.H.**



Chats & chiens aux petits soins

Jusqu'ici, il n'est pas parvenu à se glisser dans le dictionnaire. Il reste même méconnu d'une large partie de la communauté scientifique. « Zooeyia ». Introduit par l'épidémiologiste canadienne Kate Hodgson en 2011, composé des mots grecs « zoon » (animal) et « Hygeia » (déesse grecque de la santé), ce néologisme englobe les bienfaits des relations avec les animaux de compagnie sur la santé humaine. Pour s'imposer, il doit maintenant être repris par les éthologues, épidémiologistes, anthropologues et autres chercheurs qui – avec leurs méthodologies propres, des objectifs différents et un certain sens de la contradiction – étoffent cette question de recherche depuis plusieurs décennies. Malgré les vives délibérations qui animent la discipline, il ressort aujourd'hui que les interactions avec les animaux de compagnie peuvent avoir des effets physiologiques et psychologiques positifs sur les humains. La diminution des risques de maladies cardio-vasculaires et la production d'ocytocine, l'hormone de l'attachement, sont les exemples le plus couramment cités. Côté psychologique, la littérature tend à démontrer qu'une présence animale bienveillante diminue le sentiment de solitude, procure une sensation de sécurité, réduit le stress lié aux difficultés de la vie, favorise la confiance en soi et encourage une vision plus optimiste de l'avenir.

Ces possibles bienfaits dépendent logiquement de la relation qui unit l'animal de compagnie à son maître. « La simple présence d'un animal ne suffit pas. Il faut au moins que la personne ait un attrait pour les animaux », insiste Bénédicte de Villers, chercheuse en anthropologie de la communication entre l'homme et l'animal à l'ULiège. « Les chiens et les chats ne seront jamais des médicaments dont on peut attendre des effets automatiques si on ne les apprécie pas. » Bien que chaque animal soit unique, ceux de la même espèce ont généralement une vision du monde similaire et donc des effets comparables sur les êtres vivants qui les entourent. Monter un cheval procure une certaine sensation, caresser un chat qui ronronne en donne une autre. Cependant, les chiens capables de monter la garde ne sont pas

Les interactions avec des animaux de compagnie ont des effets bénéfiques sur la santé humaine, tant physique que mentale. Au point que les chiens, les chats et d'autres animaux familiers obtiennent de plus en plus une place au sein des dispositifs de soin.

les seuls à pouvoir atténuer une sensation de danger. À sa manière, par sa simple présence ou son regard, un chat peut tout aussi bien réduire les sentiments de solitude et d'insécurité. Notre âge est un autre facteur qui influe sur nos relations avec les animaux de compagnie. Si tout le monde peut profiter de leur présence, la réalité d'un jeune enfant n'est pas celle d'une personne âgée. Pour les plus petits, diverses études supposent un impact bénéfique de la présence d'un animal de compagnie sur leur vie émotionnelle, ainsi que sur le développement cognitif et les processus de socialisation. « L'animal peut être un tuteur de résilience pour un enfant qui traverse un moment difficile dans sa famille ou à l'école. Il peut être un confident qui

« L'arrivée d'un animal dans une pièce va altérer notre manière de faire relation. En renflant, en se frottant, en allant de gauche à droite, il fait exister son monde et nous oblige à composer avec lui »

— Véronique Servais, anthropologue spécialisée en médiation animale (ULiège)

Patricia & Sierra

« Je suis allée chercher Sierra dans un refuge qui l'avait récupérée dans un état lamentable. Je lui offre une nouvelle vie et elle me le rend au centuple. Elle profite pleinement de sa nouvelle liberté »

permet à l'enfant de surmonter les difficultés », explique Véronique Servais, anthropologue et responsable du Certificat en médiation animale et relations à la nature de l'université de Liège. Pour les personnes âgées, la présence d'un animal à domicile permet par ailleurs le maintien d'une activité physique. Il faut au moins lui ouvrir les portes, le nourrir, le laver et le promener. Lors de balades, un chien peut aussi agir comme « catalyseur social ». En attirant les regards et la sympathie, il facilite les rencontres et peut limiter les carences affectives de personnes plus isolées. Même avec un rottweiler au bout de la laisse ? C'est toujours une question d'affinités. « Vous n'allez effectivement pas nouer des contacts avec les mêmes personnes que si vous promenez un caniche », reconnaît Véronique Servais.

Médiation animale

Au début des années 1960, alors que les animaux sont de plus en plus acceptés dans les foyers, le psychiatre new-yorkais Boris Levinson réalise que la présence de son chien Jingles facilite la relation avec certains de ses patients, parfois autistes ou extrêmement introvertis. Par sa manière imprévisible d'interagir avec l'environnement et les autres êtres vivants, son acolyte à quatre pattes anime autrement certaines séances. Des observations qui l'amènent à théoriser pour la première fois le rôle d'un animal comme co-thérapeute.

Massivement soutenues par l'industrie de l'alimentation, les défenseurs du bien-être animal et les vétérinaires pour animaux de compagnie, les recherches sur les effets bénéfiques des interactions avec les animaux se sont

multipliées depuis Levinson. Elles ont permis la professionnalisation des activités impliquant des animaux, aujourd'hui communément rassemblées sous l'appellation de « médiation animale ». Un concept assez large pour rassembler toutes les initiatives qui cherchent les interactions positives issues de la mise en relation volontaire d'un humain et d'un animal dans le domaine éducatif, social ou thérapeutique. Pour expliquer ce qui se joue lors de ces rencontres particulières entre l'humain et l'animal, Véronique Servais et Bénédicte de Villers font appel aux métaphores. Les chercheuses belges écartent l'idée de l'animal « comme simple relais de la volonté d'un professionnel ». Afin de saisir la complexité de la médiation animale, elles suggèrent plutôt de l'appréhender comme un « écotone », une zone où deux écosystèmes se chevauchent et créent un environnement unique. « Pour peu qu'on lui prête de l'attention, l'arrivée d'un animal dans une pièce va altérer »



notre manière de faire relation », explique ainsi Véronique Servais. En reniflant, en se frottant, en allant de gauche à droite, il fait exister son monde et nous oblige à composer avec lui. Il modifie notre rapport à l'espace, notre niveau d'attention et nos émotions. Ce qui peut nous amener à nous brancher autrement entre êtres humains. »

S'il est nécessaire de laisser une certaine marge de manœuvre à l'animal pour que l'inattendu puisse survenir, le professionnel ne peut pas pour autant s'en remettre au hasard. Qu'il soit animateur ou médecin, il est formé pour interpréter justement les interactions verbales et non verbales entre le bénéficiaire et l'animal médiateur. Autant d'opportunités d'étoffer la relation qu'ils tissent désormais à trois.

Dans les homes et les hôpitaux

Depuis janvier, Virginie Vigneron et son chien Harry se rendent bénévolement deux fois par mois dans une maison de repos de Jemeppe-sur-Sambre. Une fois ses pattes essuyées, le berger australien de trois ans et demi prend le temps de saluer individuellement les personnes qui viennent le rencontrer. « Harry arrive sans jugement. Il reçoit et donne l'affection gratuitement », raconte l'animatrice. Formé et soutenu par l'association Activ'dog, le binôme propose ensuite des jeux qui permettent de travailler la mémoire et les réflexes sans même que les résidents le perçoivent. « Pour une personne en chaise roulante, mais encore capable de se tenir debout, les activités avec Harry sont aussi des occasions de travailler la verticalisation », explique Sophie Remedenne, l'ergothérapeute de la maison. « Si je la soutiens, elle peut tenir le cerceau et demander au chien de sauter dedans. »

En recevant simplement une caresse ou en adressant un regard, le chien permet également à ces personnes âgées de prendre à nouveau soin d'autrui. « C'est vraiment une parenthèse de bonheur », s'enthousiasme la professionnelle de la santé. « Harry ravive également les vieux souvenirs que les résidents ont de leurs anciens chiens et chats. C'est de la réminiscence qui favorise le langage. » Lorsqu'ils quittent le home, Virginie et Harry ont permis aux habitants et aux équipes soignantes de vivre un moment suspendu. « Pendant une heure, ils ont le sourire parce que Harry a diversifié le quotidien. C'est à chaque fois une expérience spéciale, dont ils peuvent discuter durant le restant de la journée », se réjouit Virginie.

Autre expérience de médiation animale à Dave, en région namuroise, où Bénédicte de Villers a observé entre 2011 et 2014 l'introduction

Stéphanie & Mila

« C'est une petite boulette pleine d'amour. Je peux toujours trouver du réconfort à ses côtés dans les moments difficiles. On dirait même qu'elle arrive à ressentir quand ça ne va pas »



— Jean-Christophe Guillaume

Des êtres « sensibles » dans la Constitution

« Dans l'exercice de leurs compétences respectives, l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions veillent à la protection et au bien-être des animaux en tant qu'êtres sensibles », lit-on dans l'article 7 bis de la Constitution

Le 3 mai 2024, la Belgique est devenue le sixième Etat membre de l'Union européenne à garantir une protection constitutionnelle aux animaux, rejoignant ainsi l'Allemagne, la Slovaquie, le Luxembourg, l'Italie et l'Autriche. A l'issue d'un long processus parlementaire, la loi fondamentale a été modifiée pour reconnaître les animaux comme des « êtres sensibles ». Mais qu'est-ce que cela change pour les animaux de compagnie et leurs propriétaires ? « Dans l'immédiat, pas grand-chose », admet Heidi Trasschaert, juriste pour le Service Public de Wallonie. « Cette notion de sensibilité se trouvait déjà dans plusieurs textes. Depuis le 1^{er} janvier 2019, le Code wallon du bien-être animal oblige le gouvernement régional à en tenir compte dans sa politique. En 2020, les animaux ont également été retirés de la catégorie des "choses" du Code civil qui classifie les différents biens. Ils y sont désormais doués de sensibilité et de besoins biologiques. » En cas de divorce, décès, problème de voisinage et tout autre contentieux civil, le bien-être animal peut donc depuis plusieurs années être pris en compte.

« Cela ne signifie pas que l'intérêt de l'animal va être systématiquement privilégié », nuance Sébastien de Jonge, directeur des opérations chez Gaia. « C'est un poids en plus dans la balance de la justice qui continue à considérer tous les éléments. Dans le cadre d'une séparation, un animal est parfois très important pour la personne qui ne possède pas l'habitation la plus adaptée. C'est au juge d'apprécier. »

A quoi bon, dès lors, cette révision de la Constitution ? « Les législations progressistes en matière de bien-être animal sont presque systématiquement attaquées par le secteur marchand, constate Sébastien de Jonge. Actuellement, un recours devant le Conseil d'Etat conteste un arrêté du gouvernement wallon qui impose, entre autres, une amélioration des conditions de détention et de commercialisation pour les élevages canins et félins. C'est un cas précis dans lequel la modification de la Constitution pourrait faire pencher la balance en faveur des animaux. » Pour Heidi Tasschaert, toutes ces adaptations réglementaires ont également une portée symbolique : « C'est une façon d'accorder nos normes avec notre temps et de relancer la sensibilisation sur le bien-être animal jusque dans les cours et tribunaux. Il existe tout un panel d'outils juridiques qui, jusqu'à présent, reste sous-exploité. » — V.d.L.

d'animaux de compagnie dans une unité de psychiatrie ouverte pour des personnes souffrant de troubles psychiques assez lourds. Désireux de remobiliser les patients, deux membres du personnel ont intégré Jethro et Jilian, un Golden Retriever et un Berger allemand aux caractères bien différents, dans le quotidien du pavillon. Malgré eux, les nouveaux venus ont modifié les relations humaines. « Les choses ne se passent jamais comme on l'a imaginé. Tout le monde s'attendait à ce que les chiens remobilisent en premier lieu les patients. Mais dans les faits, ils ont d'abord permis de remotiver l'équipe soignante autour d'un nouveau projet », s'amuse la chercheuse de l'ULiège.

Les effets bénéfiques se sont ensuite multipliés. Des exercices de dressage avec les chiens ont aidé les patients à s'ancrer dans le moment présent et à communiquer dans

un langage simplifié, sans craindre le moindre sous-entendu de leurs interlocuteurs. Dans la vie quotidienne, les fumeurs ont cessé de jeter leurs mégots de cigarettes par terre et les chiens ont trouvé leur place, dans la maison, auprès des bénéficiaires qui les nourrissaient et les promenaient. Tant pis pour le chenil qui avait été spécifiquement aménagé pour leur venue. « Il y avait également ce patient pour qui la question du poids était toujours un enjeu très vif », se rappelle Bénédicte de Villers. « La cohabitation avec le Golden Retriever, qui adorait manger, lui a permis d'aborder cette question avec un peu plus d'humour et de légèreté. Lors des barbecues, ils devaient tous les deux se passer de saucisse. » Tant les hommes que les animaux ont fini par s'emparer du positif qui émanait de leur cohabitation. — Vincent de Lannoy

L'empreinte carbone des bêtes

Comme toute activité, prendre soin d'un chat, d'un chien ou d'un autre animal a un impact environnemental.

« **N'**est-ce pas très égoïste d'avoir un animal de compagnie à l'heure où nous devons tous faire attention à notre consommation ? » Cynthia Chiarlitti, créatrice du site de sensibilisation au bien-être animal à destination des enfants Pense-bête (www.pense-bete.be), n'est certainement pas la seule à se poser cette question.

Des chercheurs ont ainsi tenté le calcul de leur empreinte carbone. En 2009, Brenda et Robert Vale concluaient leur ouvrage *Est-il temps de manger le chien ?* sur une comparaison : la consommation de viande par un chien de taille moyenne aurait un impact sur la planète deux fois supérieur à celle d'un SUV conduit sur 10 000 km. Bien que décriée et faisant scandale auprès de nombreux propriétaires de chiens, l'image avait le mérite d'être frappante. D'autres depuis s'y sont essayés : l'empreinte carbone d'un chien moyen serait entre 4,2 et 17 tonnes de CO₂ (sur l'ensemble de sa vie et aux Pays-Bas), quand le chat se situerait entre 2,1 et 3,5 tonnes¹. Mis en perspective avec les 6 tonnes par personne (grosso modo) que nous devrions atteindre en 2030 – contre 12 à 16 tonnes émises aujourd'hui – ce n'est évidemment pas négligeable. Difficile, en réalité, d'obtenir des chiffres tout à fait certains, les variations pouvant être énormes, les calculs extrêmement compliqués. Deux certitudes, toutefois : plus la bête est grande, plus elle consommera. Et nous pouvons agir pour minimiser au maximum son impact.

L'alimentation est bien entendu le principal poste concerné, et plus celle-ci est carnée, plus son empreinte sera probablement élevée. Mais même cette évidence n'est pas si nette : les fabricants de Pet Food utilisent en effet des coproduits de boucherie, des abats non consommés par les consommateurs humains actuels, ce qui serait donc plutôt à mettre à leur profit dans le cadre d'une lutte contre le gaspillage. « C'est correct et c'est tant mieux, commente Marianne Diez, vétérinaire nutritionniste à l'ULiège, mais quand l'argument est également utilisé par secteur de la viande... Cela ne peut pas être compté deux fois en négatif dans les bilans carbone ! »

D'autres questionnent les priorités dans l'usage de ces coproduits, appréciés aussi par certains humains, ou transformables par exemple en biocarburant. Plus globalement, de nombreux ingrédients des aliments pour animaux – les céréales, les légumes, le poisson... – peuvent également potentiellement être consommés par les humains et entrent donc en concurrence, d'autant plus aujourd'hui que la tendance côté chiens et chats est au « human grade », à la nourriture d'une qualité suffisante pour être mangée par les maîtres.

Certaines marques développent à présent des formules dans lesquelles les protéines sont apportées par des larves d'insectes (est-ce mieux ou moins bien que les coproduits, la question n'est pas tranchée), quand d'autres proposent carrément une nourriture vegan, plutôt déconseillée par les vétérinaires, totalement pour les chats, sous réserve de compléments et de beaucoup de précautions pour les chiens. Quant à leur faire manger les restes, à l'ancienne, c'est prendre un très grand risque de déséquilibre.

Les questions de transport pèsent lourd dans la balance du Pet Food. « Les croquettes sont extrudées, elles comportent 10 % d'air, reprend la vétérinaire, qui doit être transporté. Mais dans l'alimentation humide – les pâtées – ce sont 75 % d'eau qui remplissent les camions. » Se pose encore la question des emballages : le « portionnement » et son cortège de mini-boîtes sont-ils véritablement indispensables ?

Marianne Diez résume : « Avoir un petit animal est moins impactant qu'un grand, il faut le nourrir en fonction de ses besoins et de son stade de vie, privilégier – sauf dans le cas d'une bête qui boit trop peu – les aliments secs, qui ont voyagé le moins possible, sont emballés au minimum et ne contiennent pas une kyrielle d'ingrédients. »

« N'est-ce pas très égoïste d'avoir un animal de compagnie à l'heure où nous devons tous faire attention à notre consommation ? »

— Cynthia Chiarlitti, créatrice du site à destination des enfants Pense-bête



Emmanuelle & Bao

« Bao est arrivé en pleine pandémie. On est extrêmement proche, il y a beaucoup de câlins. C'est un chouette petit chien qui nous emmène en promenade tous les jours »

Au-delà de la nourriture, les litières ou les « sacs à crottes » biodégradables, la seconde main ou le fabriqué maison pour les accessoires peuvent également permettre de diminuer l'empreinte environnementale de nos bestioles à quatre pattes.

Sauver les oiseaux

« Il ne faut pas crucifier nos matous ! » Natalia Grega, responsable communication de la Ligue de protection des oiseaux, tient à éviter la caricature : si c'est un effet souvent dénoncé de la présence des félins dans notre environnement, les chats sont loin d'être les seuls responsables de la catastrophique dégradation des populations d'oiseaux, destruction de leurs habitats et impacts de l'agriculture industrielle venant largement en tête des causes. « Mais ils ont tout de même un impact réel sur les oiseaux et les petits mammifères ou les grenouilles et orvets. » Selon des études, une quinzaine de pourcent des blessures et décès d'oiseaux pourraient être attribués aux chats, et dans le centre de soins de la LPA 8 à 10 % des prédateurs sont dues à des félins. « Pour réduire la pression sur la faune, respectons l'obligation de stérilisation, demande Natalia Grega. Cela calme les animaux et réduit leurs pulsions de chasse. » Et diminue d'autant le risque de multiplication des chats errants. « Jouer avec eux, les nourrir assez – même s'ils ne chassent plus vraiment pour cela – peut aussi avoir un effet positif, conseille Elsa Derenne, chargée d'expertise au sein de l'asbl Ecoconso, ainsi que les garder à l'intérieur en période de nidification et les munir d'un collier coloré "birdsafes", bien vu par les oiseaux. Ce n'est pas le chat en tant que tel qui est problématique, mais bien leur nombre sur une zone. Les critiques sont souvent très mal reçues, sont perçues comme une injonction à ne plus accueillir d'animal de compagnie. Il ne s'agit pas de cela, mais il est possible d'avoir moins d'impact en adoptant certaines pratiques. » Dont acte ? — L.d.H.

1. « The Ecological Paw Print of Companion Dogs and Cats », Martens, P., Su B. et Deblomme, S., 2019.

Budgets participatifs : un pouvoir à moitié partagé

Ces dernières années, de nombreuses initiatives citoyennes ont émergé à Bruxelles et en Wallonie. Une dynamique porteuse sur le plan social et environnemental, mais assez éloignée du modèle de budget participatif lancé dans les années 1980 à Porto Alegre, au Brésil. Un véritable instrument de gouvernance locale est encore loin.

Allez le Tour de France ! » Sur le toit d'un immeuble en chantier, un ouvrier harangue avec humour le triporteur qui passe dans la rue. Casaque jaune sur les épaules, Olivier pédale ferme dans la côte pour emmener Mucie, 91 ans et Madeleine, 93 ans, installées à l'avant de leur vélo-taxi. Les deux comparses s'esclaffent. La pluie et le vent n'ont pas douché l'enthousiasme des résidentes pour embarquer à la découverte des chapelles de la localité.

« Je me suis inspirée du mouvement Cycling without Age lancé au Danemark en 2012 pour proposer des sorties aux résidents de la maison de repos Saint-Joseph, raconte Marie-Xavier Lecuit, co-initiatrice de Temploux à vélo sans âge. Cela leur permet de sortir au grand air, de découvrir une commune dont la plupart ne sont pas originaires et de nouer des liens sociaux dans et en dehors de la résidence. Un couple s'est même formé lors d'une balade ! »

Le carnet des réservations déposé à l'entrée du home en atteste. Les pensionnaires sont fans de ces sorties organisées tous les lundis après-midi depuis trois ans sur les deux triporteurs électriques propulsés par un groupe de sept bénévoles. Pour financer un des deux vélos taxis (10 000 €), l'association de fait a pu compter sur l'appel à projets du budget participatif lancé par la Ville de Namur en 2020.

Bel exemple d'initiative locale et citoyenne, Temploux à vélo sans âge illustre l'une des nombreuses facettes sociales et environnementales des projets soutenus ces dernières années par les budgets participatifs. Miroir de cette diversité, une étude publiée au printemps par des chercheurs de l'Université de Namur dénombre soixante-cinq communes bruxelloises et wallonnes engagées dans ces processus depuis les élections d'octobre 2018. Soit six fois plus qu'au cours de la période 2010-2018. »



Sortir au grand air, découvrir son quartier et nouer des liens sociaux grâce aux triporteurs : les résidents du home Saint-Joseph, à Temploux, bénéficient du budget participatif de la ville de Namur sollicité par le collectif Temploux à vélo sans âge.



Une étude réalisée par les chercheurs de l'UNamur dénombre 65 communes bruxelloises et wallonnes engagées dans un processus qualifié de « budget participatif » depuis 2018. D'autres communes s'engagent également dans des appels projets citoyens hybrides. Comme à Dinant (notre photo), où la Fondation Be Planet coordonne une action regroupant six communes en partenariat avec la Fondation Cyrlys.

« On met sur le même pied des citoyens qu'on essaie d'aller chercher dans des milieux socialement moins favorisés et des professionnels spécialisés dans les appels à projets »

— Marie Doneux, Ville de Namur

« La question de la participation a clairement évolué et intéresse de plus en plus les pouvoirs publics locaux, relève Vincent Jacquet, chercheur en sciences politiques à l'UNamur et au FNRS. C'est important car il y a quinze ans, la Belgique était plutôt réfractaire en ce domaine. Cependant, les budgets participatifs demeurent limités dans leur portée puisqu'ils se cantonnent à une logique d'appel à projets avec des moyens assez faibles. »

Fresque didactique, rencontres intergénérationnelles, végétalisation de quartier, ateliers culinaires ou de réparation de vélos, micro-aménagements en faveur de la mobilité, soutien à la culture... Pour les trois chercheurs, qui ont passé au peigne fin l'ensemble des communes impliquées, le budget participatif à la sauce belgo-belge « invite les citoyens à définir des priorités d'investissements entre plusieurs projets à petite échelle. Cela peut limiter le caractère inclusif d'un tel format, car seules les personnes ayant le temps et les compétences nécessaires pour soumettre un projet peuvent y participer. »

Cette inclusion est cependant avancée par de nombreuses communes comme un élément moteur de leur

démarche : « Nous ciblons en particulier neuf quartiers avec un revenu médian faible, souligne Marie Doneux, cheffe de la cellule participation à la Ville de Namur. Depuis quatre ans, la ville a soutenu une cinquantaine de projets. On met sur le même pied des citoyens qu'on essaie d'aller chercher dans des milieux socialement moins favorisés et des professionnels spécialisés dans les appels à projets. »

A Ixelles, Anne Colmant, coordinatrice des appels à projets, souligne de son côté l'effet levier du budget participatif : « Cette dynamique existe depuis trois ans dans notre commune, explique-t-elle. Ce que j'observe, c'est qu'au fil des éditions, de plus en plus de collectifs de citoyens proposent des initiatives alors que lors de la première édition, il y avait davantage d'associations instituées. Il y a même un effet incubateur. Des citoyens à la base d'un projet de cantines que nous avons soutenu viennent par exemple de créer une association en vue de lancer des repas partagés solidaires. Le même phénomène existe pour un autre projet de kiosque culturel mobile. »

Dans l'ensemble, ces appels à projets citoyens sont mis en œuvre dans les municipalités où le taux de participation électorale est plus élevé, constatent les chercheurs de l'UNamur. Et ce sont aussi les municipalités les plus riches qui adoptent les budgets participatifs les plus inclusifs. Contrainte importante, les communes sont souvent confrontées à des propositions citoyennes difficiles à mettre en œuvre : « L'ancrage au sol est un enjeu majeur, constate Marie Doneux (Ville de Namur). Les normes de sécurité dans l'espace public ont un effet en cascade et les citoyens les ignorent souvent. Nous n'avons pas mesuré cela au départ. Désormais, la ville n'autorise plus les projets liés à du mobilier urbain ou à l'installation de plaines de jeux. »

Afin de mieux soutenir les communes dans ces démarches, la Région de Bruxelles-Capitale a initié au printemps un nouveau site participatif et une centrale de marché. Conception, déploiement des processus, mobilisation

« Le budget participatif n'est qu'un des outils à disposition pour créer de la confiance »

— Olivier Saint-Amand, Enghien

des publics, évaluation des projets... « Toutes ces étapes répondent à des compétences que les communes n'ont pas toujours, explique Anne Colmant. Cette centrale de marché, en permettant d'identifier des ressources externes, devrait appuyer de manière professionnelle le déploiement des budgets participatifs dans les communes peu outillées dans le domaine. »

Alors que plus de 14 000 Namurois avaient participé en ligne au premier scrutin participatif en 2020, ils n'étaient plus qu'un millier à voter lors de la dernière édition pour choisir leurs projets « préférés » soumis ensuite à un jury. Un constat partagé dans d'autres communes. Le soufflé de la participation serait-il retombé ? « Il y a une espèce d'injonction à la participation et derrière elle l'idée que cela va permettre à celles et ceux qui ne participent pas de s'y mettre, analyse Fanny Thirifays, chargée de mission dans l'association Periferia. Or, le mécanisme des budgets participatifs demeure lourd à mettre en œuvre pour le citoyen et la commune à travers cette logique d'appel à projets. D'autre part, le vote numérique vide de sa substance l'apprentissage de la délibération qui est l'essence même des budgets participatifs nés à Porto Alegre il y a trente-cinq ans [le dispositif a été lancé en 1989 dans la ville brésilienne comme outil démocratique de gestion et de contre-pouvoir]. »

Le mode de gouvernance a également été étudié. De la phase de « présélection » des projets à la « décision finale », les chercheurs de l'UNamur ont identifié quatre processus décisionnels mis en œuvre dans les communes bruxelloises et wallonnes : le jury citoyen (43 % des cas), une décision politique dite « élitiste » (29 %), un jury composé d'experts (14 %) et des décisions de commissions hybrides mêlant citoyens, politiques et experts (14%). Les bourgmestres verts opteraient systématiquement pour la procédure la plus inclusive (le quatrième type), tandis que les bourgmestres libéraux pour l'option la moins participative (le premier type), relève encore l'étude de l'Unamur.

Figure de proue de la participation citoyenne, la Ville de Gand se distingue des autres communes belges par l'originalité de son processus décisionnel qui repose sur des assemblées citoyennes en partie tirées au sort (70 %) et une chambre de dialogue (30 %) composée d'experts externes : « Ce procédé est unique en Belgique, analysent Letizia De Lauri et Annabelle Deleeuw, assistantes en droit à l'ULB, dans une étude juridique sur la question. A notre connaissance, aucune autre commune n'a combiné le vote en ligne ouvert à tous les citoyens et l'activité d'un organe externe chargé d'aider les citoyens et d'évaluer leurs projets. »

Fortement impliquée dans la dynamique des budgets participatifs à Bruxelles, dès 2011, Perifaria a choisi de se détourner de ces accompagnements : « Après quelques expériences, nous avons dû constater que le budget participatif, tel qu'il s'est répandu, se limite à donner une enveloppe budgétaire, contrairement aux modèles sud-américain, espagnol, portugais voire allemand, note Fanny Thirifays. A l'opposé de la logique de l'enveloppe, le budget participatif, en Amérique latine, c'est l'idée d'associer les citoyens par quartier dans les grands choix budgétaires d'une localité. Cette dynamique évolutive, qui existe depuis plus de trente ans au Brésil, permet d'ouvrir une boîte noire et d'éduquer la population à la chose la plus politique qui soit. Or, en Belgique, les citoyens n'ont pas de vue globale du budget de leur commune et nous constatons qu'une bonne partie des élus n'y comprennent rien non plus. » La recherche de l'Université de Namur renforce d'une manière ou d'une autre ces arguments : « Le budget médian consacré aux appels à projets oscille autour de 2 euros par habitant, remarque Vincent Jacquet. La commune d'Auderghem se distingue par exemple avec un budget de 15 euros par habitant. Mais cela demeure très faible dans l'ensemble. » Par comparaison, le montant du budget participatif est de 6,5 euros par habitant en France et dépasse 200 euros au Brésil.

Construits comme une des réponses à la perte de confiance des citoyens dans les institutions, ces budgets participatifs seront-ils amplifiés ou transformés après les élections communales ? « L'expérience est mitigée en regard des attentes, soulignait Nicolas Charlier (Les Engagés), bourgmestre de Tenneville (2 800 habitants), lors d'un Forum de l'Union des villes et communes consacré à cette question au printemps. Au rayon des écueils, je note les difficultés opérationnelles, la disponibilité des moyens humains et financiers, les effets d'aubaine et la hauteur insuffisante des enveloppes dédiées aux projets. Mais à refaire, on y retourne. »

La ville d'Enghien (15 000 habitants) est en revanche coutumière de cette pratique depuis onze ans. Soixante projets y ont été réalisés dans vingt-cinq quartiers. « Le

« Si l'on considère qu'un choc démocratique est nécessaire, il faut alors des outils à la hauteur du choc escompté. Or, pour le moment, cet effet est cosmétique »

— Vincent Jacquet, UNamur

budget participatif n'est qu'un des outils à disposition pour créer de la confiance, remarque Olivier Saint-Amand, le bourgmestre. Chez nous, le socle a été un gros travail de fond sur les quartiers, dans la durée. Moyennant des efforts constants de pédagogie (fonctionnement de la commune, processus décisionnel...), on en recueille les fruits sous la forme d'une hausse du niveau de conscience démocratique des citoyens, qui dépassent l'horizon de leur trottoir. »

A Wavre, après une expérience « franchement loupée » avec des comités de quartiers un peu « frontaux » et une deuxième édition qui a gagné « en lisibilité, légitimité et crédibilité », la bourgmestre Anne Masson (MR) se dit partante pour une troisième édition qui s'appuiera sur neuf comités de quartiers.

Fait notable pointé dans la recherche de l'UNamur : l'adoption d'un budget participatif transcende désormais le spectre idéologique alors qu'au début des années 2000, « les majorités de gauche » en étaient « les principaux moteurs ». Cette convergence augure-t-elle de nouvelles perspectives dans le domaine de la participation citoyenne ?

« Si l'on considère qu'un choc démocratique est nécessaire, il faut alors des outils à la hauteur du choc escompté, conclut Vincent Jacquet. Or, pour le moment, cet effet est cosmétique. Aucune commune ne procède à des investissements conséquents à travers ces petits budgets concentrés sur des micro-projets citoyens. L'accent a davantage été mis sur la qualité du dispositif participatif plutôt que sur les liens avec les prises de décision. Or, cette dimension est fondamentale si l'on veut permettre aux citoyens d'influencer les priorités budgétaires communales à travers un cycle de réflexions par quartiers. Nos logiques de décision restent très centralisées en Belgique. Cela témoigne du peu d'envie de partager le pouvoir et de voir apparaître des conflits et des oppositions. »

Sur le triporteur de Mucie et Madeleine : ni conflit ni désaccord politique ! L'ambiance est légère malgré le poids des ans. Où l'on se rappelle même de l'émulation engendrée par le vote en ligne des pensionnaires de la résidence Saint-Joseph. « Guy, un des résidents, avait organisé une campagne en interne pour soutenir l'adhésion autour de ce projet participatif, se souvient avec émotion Marie-Xavier Lecuit. Il est décédé le week-end dernier. Le projet existe désormais un peu grâce à lui. » — Christophe Schoune

SALON ITINÉRANT DE L'HABITAT GROUPÉ

« Quand l'habitat fait soin »



Le 28 septembre 2024

Infos complémentaires sur : www.habitat-groupe.be

Lieu : Centre culturel de Cinay - Place Roi Baudouin 1, 5590 Cinay

Prix libre



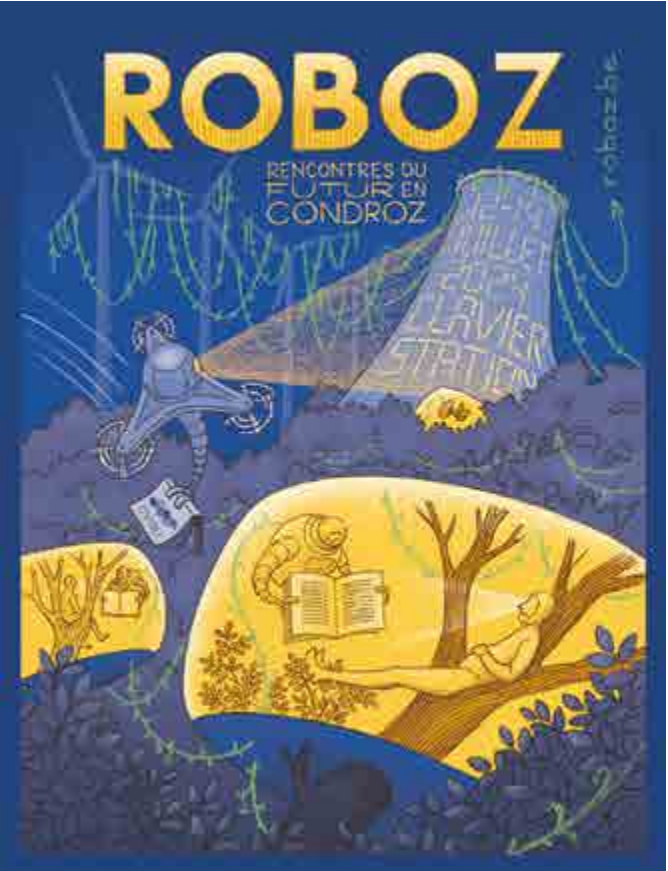
Comme chaque année, le Salon de l'Habitat Groupé (Solidaire) vous accueille pour découvrir ce qu'est l'habitat groupé. A savoir, cette année des activités s'organisent à différents endroits :

Deux vélo-tours
un à Bruxelles et un au départ d'Assesse afin de visiter des habitats groupés

Des ateliers au matin et début d'après-midi dans des habitats groupés :
L'impact de mon habitat sur ma santé, Habitat Inclusif Solidaire, et bien d'autres !

Le Salon commence à 15h, au Centre culturel de Cinay avec :

- Des stands d'experts et des habitants à la recherche de nouveaux voisins
- Un speedating géant pour rencontrer des personnes souhaitant à vivre en habitat groupé
- Et pour finir, une soirée animée avec spectacle, musique, apéro...



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'AMNESTY

DROIT DE PROTESTER EN DANGER



14 SEPTEMBRE
LOUVAIN-LA-NEUVE



INSCRIVEZ-VOUS SUR
AMNESTY.BE/UNIVERSITEDETE



Depuis quelques mois, la commune de Forest emploie un médiateur Good Food chargé de rendre l'agriculture urbaine et le monde végétal accessible au plus grand

nombre. Un rôle unique en région bruxelloise et crucial pour rendre la ville plus résiliente et agréable à vivre. Rencontre avec Cyril Benoît Godin, enthousiaste invétéré du vivant.

Cyril Benoît Godin, médiateur végétal

A la fois jardinier, formateur, facilitateur et médiateur, Cyril injecte du vivant partout où c'est possible sur le territoire de la commune.



« **A**h génial, ils ont mis des nichoirs ! » La petite camionnette de l'administration communale forestoise se cabre net sur l'angle de la rue de Hal, en face de l'imposante façade grise de l'usine Audi. Au volant, Cyril Benoît Godin, paysagiste de formation et aujourd'hui médiateur végétal de la commune, est intarissable. « Il faut faire rêver les gens », réitère-t-il en boucle. Que ce soit avec de jolis nichoirs en bois pour accueillir des oiseaux, du champost dans un potager urbain pour voir grandir des pleurotes, des plantes aromatiques sur le parterre de logements sociaux pour parfumer l'air de l'odeur du romarin ou agrémenter la sauce tomate d'origan frais... « Pour dynamiser les possibilités de végétaliser la ville, il faut faire rêver les gens, leur dire qu'ils plantent aujourd'hui les arbres dont les gamins du quartier mangeront les fruits dans quelques années ! » Un peu plus loin, une éclaircie caresse des jardins ouvriers où s'affairent Marc, Manu et Sebastiano, « de vrais aficionados ». Le brassage multiculturel du quartier se démarque jusque dans les parcelles : « Ici, les Portugais font pousser des choux, les Marocains de la menthe et chez les Belges, il y a un peu de tout ! » L'oreille attentive aux dernières nouvelles des jardins, Cyril Benoît Godin slalome d'un pas déterminé entre les étroites allées. Au fond, une « parcelle pirate » gorgée de myosotis et de boutons d'or se dresse entre plusieurs maisons. « Avant, c'était un vrai chancre, une déchetterie », glisse-t-il. Un propriétaire absent, des déchets affectant les sols et par extension, les autres parcelles... Cyril lui a alors proposé un « deal » : le propriétaire ne s'en occupe pas mais la laisse en accès libre aux jardiniers qui l'entretiennent. « C'est devenu un vrai havre pour la biodiversité ! »

A l'autre bout des jardins, une tête apparaît timidement dans l'embrasure d'une cabane bricolée et susurre un discret « bonjour ». « Le monsieur qui y vit s'est longtemps caché. Il fait désormais partie du paysage. C'est la première fois que je le vois ! » De l'autre côté du sentier, des sièges sont posés dans la parcelle d'une quarantaine de migrants, dite la « zone aux clopeurs ». « Ils logent de l'autre côté de la chaussée dans un bâtiment avec un bail précaire. Pourquoi n'auraient-ils pas, eux aussi, accès à un peu de verdure ? »

« Pour dynamiser les possibilités de végétaliser la ville, il faut faire rêver les gens, leur dire qu'ils plantent aujourd'hui les arbres dont les gamins du quartier mangeront les fruits dans quelques années ! »

Cyril Benoît Godin, médiateur végétal

L'agriculture urbaine pour créer du lien social

Engagé à mi-temps depuis plusieurs mois par l'administration forestoise, Cyril Benoît Godin remplit une fonction que la commune estime désormais cruciale : rendre accessible le végétal au plus grand nombre. « Mais l'agriculture urbaine, ce n'est pas que de la culture. C'est aussi créer de la convivialité et du lien social », défend-il, en balayant du regard le potager des huileries, dédié aux

habitants du quartier. Et de lister quelques projets en cours, comme le développement d'ateliers de plantes ludiques – avec lesquelles on peut faire de la peinture – pour les enfants ou la création d'un jardin d'été par des migrants vivant dans un squat proche. « Il y a un monsieur qui n'avait jamais jardiné avant et aujourd'hui, c'est devenu un passionné, énumère-t-il encore. Et puis là, il y a cette famille “chips-coca” qui a désormais accès à de bons légumes. Souvent, cela ressort rapidement quand des cultures démarrent dans les quartiers pauvres. Les gens ont enfin accès à de la nourriture de qualité et s'en vantent en disant “nous aussi on peut manger comme les bobos” ! L'agriculture urbaine a un petit côté ascenseur social, en fait. » Tout à la fois jardinier, formateur, facilitateur et médiateur, Cyril tisse ainsi la toile du vivant en ville : d'abord dans l'administration communale elle-même, où Cyril s'attèle à implanter le végétal partout où c'est possible, malgré les réticences que cela peut parfois susciter. Mais aussi à travers l'organisation d'ateliers sur le vivant dans les maisons de jeunes, l'aide au développement ou à la création de »



Au pied des logements sociaux du Bempt encerclant le square de la Madelon, Elzbieta prend soin du petit parterre de l'immeuble.

potagers dans les cours de récré, le lancement de dynamiques vertes avec les contrats de quartiers des zones précaires, les tiers-lieux, la bibliothèque communale ou encore la maison de repos du CPAS. « Le rôle d'un agent communal, c'est d'être au service de tout le monde. Il s'agit donc d'être l'agent de quartier du végétal : c'est aussi important de conseiller la petite dame dont le buddleia prend trop de place que de donner accès au vivant à tout le monde. Par exemple, il y a quelque temps, un projet de petit jardin avait été lancé à la prison pour femmes de Berkendael [les détenues ont depuis été transférées à Haren] mais ça manquait de suivi, continue-t-il. J'y suis allé tous les jeudis, nous avons organisé une tisanderie et des ateliers plantes pour comprendre et soulager les maux propres au quotidien en milieu carcéral : stress, insomnies, mauvaise digestion... Certaines détenues utilisaient des cosmos pour se fabriquer des baumes ! »

Pendant de nombreuses années, l'approche communale vis-à-vis de l'agriculture urbaine a fonctionné comme partout ailleurs : grâce à des projets ponctuels éparpillés, sans vision ni coordination globale. « On demandait des subsides pour ceci ou cela et on sous-traitait les projets à des Asbl qui les portaient pendant quelques années. Résultat : beaucoup de projets se sont essoufflés ou sont tombés à l'eau, soit parce que nous n'étions pas suffisamment sur le terrain pour les accompagner, soit parce que les responsabilités étaient trop lourdes pour les citoyens

« Aujourd'hui, l'agriculture urbaine fait partie de l'espace public : l'administration doit donc la gérer, tout comme elle gère les espaces verts »

— Judith Charlier, du service développement durable de la commune de Forest

qui les portaient, soit parce que leur suivi était trop complexe, explique Judith Charlier, du service de développement durable de la commune de Forest. Par exemple, avant, que se passait-il si on mettait des bacs potagers dans une école et que ça ne marchait pas ? Il fallait vérifier les budgets animation et s'il restait des fonds, envoyer éventuellement une association sur place. Aujourd'hui, on envoie Cyril ! Il nous permet de répondre à tout une série de demandes mais aussi de consolider la stratégie communale qui découle notamment du plan climat. »

Au cours de la législature 2018-2024, la commune a donc décidé que le fonctionnement par appels à projets était obsolète : pour permettre l'auto-gestion dans les quartiers et pérenniser les projets existants, il fallait instaurer une dynamique différente. Le financement d'un emploi de médiateur – subventionné par Bruxelles-Environnement, via la stratégie Good Food – plutôt qu'une kyrielle de projets disparates s'est ainsi peu à peu imposé. « Aujourd'hui, l'agriculture urbaine fait partie de l'espace public : l'administration doit donc la gérer, tout comme elle gère les espaces verts, avance encore Judith Charlier. En termes de résultats, cela signifie davantage de mètres carrés végétalisés, plus d'arbres fruitiers, une biodiversité qui fleurit en ville grâce aux plantes vivaces et mellifères... Et surtout, un lien existe désormais entre toutes les stratégies et les initiatives de la commune. Pour moi, s'il y a un élément à défendre pour la prochaine législature, c'est un poste comme celui-là ! »

Quand les plantes remplacent le gravier

Fenêtre ouverte, une main dehors pour attraper le vent, Cyril poursuit son petit tour et passe par le Jardin des Trois Fontaines, où des plantes aromatiques et vivaces grandissent dans la pépinière communale gérée par son collègue Ali. « D'ici quelques mois, j'irai récupérer des graines dans les jardins ouvriers pour la pépinière communale. Ainsi, la boucle est bouclée ! D'ailleurs, on ne passe plus par des marchés publics pour les plantes qui servent à végétaliser l'espace public : si on en a dans la pépinière, le service espaces verts est obligé de se servir chez nous ! » Pour le médiateur Good Food, les « chantiers joyeux » ne manquent visiblement pas. Intégration de l'agriculture urbaine dans la gestion des espaces verts, mise en contact de « vieux jardiniers » avec de jeunes stagiaires, revalorisation de la fonction de jardinier communal... « Pendant longtemps, ça a été perçu et décrit comme "le service des punis" ou "la filière pour les nuls", où on mettait les gens éjectés d'autres services, leur rôle se limitant alors presque à ramasser des crottes des chiens, rappelle-t-il. Vu les objectifs environnementaux et les défis qui nous attendent, notre espace public va changer, de plus en plus d'espaces végétalisés vont voir le jour. C'est donc une filière à repenser et à développer pour la ville de demain, notamment pour les demandeurs d'emploi ! Cela va de la reconnaissance de la plante à l'apprentissage de la fonction écologique d'un milieu en passant par la déconstruction de certains réflexes bien ancrés, comme le fait de tout faucher ou tout tondre... » Quelques minutes plus tard, il s'arrête au pied des logements sociaux du Bempt encerclant le square de la Madelon. A peine le frein à main serré, une voix l'interpelle. « Qui voilà, la reine du jardin ! », salue-t-il gaiement. Ni une ni deux, Elzbieta l'entraîne devant le parterre de son immeuble. « Ta sarriette là, c'est excellent pour l'immunité, mets-en dans ta sauce tomate ! », « Tes capucines et tes hortensias ont besoin d'eau. Tu sais où demander un arrosoir ? », « Non, les cloportes sont tes amis,

« La place du végétal est parfois contestée. Il s'agit toutefois de répondre à la stratégie politique Good Food et préparer la ville de demain. Pour réaliser cela, il faut créer du lien. Entre les gens et le végétal, entre les communautés, entre les projets... Parce que sans lien, impossible de trouver du sens »

— Cyril Benoît Godin, médiateur végétal de la commune de Forest

ils fabriquent du compost et gardent le sol vivant et aéré, ne les pulvérise pas de produits ! Prends une chaise, installe-toi avec une bonne limonade et une copine et observe comment la nature travaille ! », « La mélisse, tu la récoltes le matin quand l'énergie de la plante est montée et puis tu la fais sécher chez toi, ça embaumera ta cuisine. Et n'oublie pas de la tailler de temps en temps, les plantes aromatiques en ont besoin ! ». Nourrie de ces conseils, Elzbieta rentre chez elle. « Ces personnes-là sont des gardiens, s'épanche Cyril, le sourire en coin en la regardant s'éloigner. Là où le gravier était roi, elle a constitué un petit jardin avec un mélange de vivaces et d'aromatiques. Elle dit que ça lui donne une autre raison de vivre. Et puis, ça fait des petits dans le quartier, des potagers urbains ont vu le jour en quelques mois avec des groseilliers ici, des cassis là-bas... Avant, il n'y avait rien ! » L'émergence de dynamiques vertueuses en ville se heurtant parfois à une certaine méfiance, le médiateur semble s'atteler à « collaborer plutôt qu'imposer », convaincre « que je ne regarde pas les gens d'en haut », être « engagé sans être militant ». Un équilibre délicat à trouver pour enrichir le vivier de l'agriculture urbaine. « La place du végétal est parfois contestée, confirme-t-il. Il s'agit toutefois de répondre à la stratégie politique Good Food et préparer la ville de demain. Pour réaliser cela, il faut créer du lien. Entre les gens et le végétal, entre les communautés, entre les projets... Parce que sans lien, impossible de trouver du sens. » — Sarah Freres

Zoom avant sur ces initiatives qui œuvrent concrètement en faveur de la transition écologique et sociale.

Plouf, l'oasis de convivialité



— Eve-Anne HK5

Faciliter l'accès à l'hygiène aux personnes en situation de précarité en rendant aux laveries leur rôle de créatrices de liens entre les habitantes et habitants d'un quartier : c'est la mission que s'est donnée l'Asbl Plouf dans les communes d'Evere et Molenbeek.

Au Clos des Lauriers roses, à Evere, deux appartements adjacents au cœur d'une cité de logements sociaux en sursis ont été mis à disposition par l'Asbl Communa. Sous la dynamique Housing First, cette cité offre des logements provisoires à des femmes précarisées. Ces femmes, souvent isolées, trouvent chez Plouf un service de lessive à prix démocratique (2,5 € la machine, 1 € le séchoir) et un havre de solidarité.

« C'est un lieu où les citoyennes et citoyens peuvent se retrouver, tisser des liens et lutter contre l'isolement, explique Audrey, la coordinatrice du projet. Notre action vise à renforcer le lien social, faciliter l'accès à l'hygiène mais aussi encourager une consommation éco-responsable. »

Espace de soutien, de divertissement et d'apprentissage répondant aux besoins de ses usagères et ses usagers, la mission de Plouf dépasse le simple service de lessive.

« C'est un exemple inspirant de ce que peuvent accomplir la solidarité et l'innovation sociale, souligne Audrey. Ces moments de partage représentent pour moi les trésors du quotidien... »

L'an dernier, près de quarante utilisateurs et utilisatrices ont fait tourner les machines 850 fois. Forte de cette dynamique, Plouf essaime son concept de wasserette-café : après Molenbeek et Evere, un nouveau lavoir devrait bientôt voir le jour au village Sainte-Anne, à Anderlecht. —

Jules Wilderiane (stag.)

facebook.com/PLOUFwascaf

La carte universelle du Café Monde

deux pas du centre de Louvain-la-Neuve, la cuisine ouverte et une grande terrasse invitent les passants à se restaurer dans un lieu qui affiche sa différence dès l'entrée : « Ceci n'est pas un café ! » Soufflant sa première bougie, le Café Monde s'est imposé comme un lieu de rencontres multiculturel unique.

« L'objectif est de créer des liens entre les migrants et la population belge et donc de favoriser une politique d'intégration par la participation, explique Anne-Catherine de Neve, initiatrice du projet en partenariat avec la plateforme citoyenne BelRefugees. L'équipe, majoritairement non belge, met au menu une cuisine du monde, ce qui offre une richesse culinaire et culturelle unique. »

La convivialité et les interactions sont encouragées à travers de petites tables et des tabourets et l'on mange parfois dans le même plat ! Sur les canapés, bénévoles, passants et migrants se mélangent. « Les repas sont gratuits, mais pour celles et ceux qui veulent payer une boîte à dons est disponible », souligne Anne-Catherine.

« Le concept initial visait à développer un centre d'insertion socio-professionnel dans l'Horeca, remarque pour sa part Musa, un des étudiants à l'origine du projet. Mais nous avons dû réduire l'ambition en raison des contraintes économiques. Ce lieu unique permet de briser les stéréotypes et de fournir un espace où les personnes migrantes sont accueillies comme des êtres humains à part entière. »

Accompagnement administratif, cours de français, consultations psycho-sociales, juridiques, récolte d'in-vendus alimentaires, ciné-club... Outre la restauration, différentes activités communautaires et services sont offerts par les bénévoles et des étudiants issus du master en Sciences de la population et du développement dans cet « espace anticapitaliste, anticolonialiste et axé sur la justice sociale » gratuit. A cet égard, le financement reste un défi constant puisque le fonctionnement du Café Monde repose principalement sur des dons récoltés via Facebook. — J.W. (stag)

facebook.com/LeCafeMonde



— BelRefugees
Au Café Monde, le jeu est utilisé pour briser les stéréotypes vis-à-vis des migrants.

Sur la route du Social-Truck

Sillonant les communes de Ciney, Somme-Leuze, Havelange et Hamois, le Social-Truck offre une aide gratuite et confidentielle aux jeunes de 0 à 22 ans et à leurs familles. Mis en place fin 2022 par le service d'action en milieu ouvert Le Cercle, cet outil itinérant permet aux jeunes d'aborder des sujets variés comme la scolarité, le logement et les relations familiales.

« Dans cette région, il y a un bus le matin et un bus le soir et parfois aucun bus pendant les vacances d'été, racontent Sara Dos Santos et Alison Delcourt, éducatrices spécialisées au Cercle, basé à Ciney. Depuis le Covid, de nombreuses permanences ont été diminuées au sein des banques, des CPAS, des mutuelles... C'est pourquoi nous devons aller chez les gens puisqu'eux ne peuvent arriver chez nous. »

Adaptée aux défis de la mobilité en zone rurale, le Social-Truck se rend directement dans les cités sociales, apportant des services (démarches administratives, médiation...) et un soutien à celles et ceux qui en ont besoin. Les assistantes sociales et éducatrices spécialisées

fournissent également des colis alimentaires. L'an dernier 1,3 tonne de nourriture a été redistribuée. « Nous avons nonante-cinq dossiers ouverts et de nombreux cas sont gérés sans formalités administratives, soulignent nos interlocutrices. Cet outil peut s'adapter avec flexibilité aux besoins des communautés qu'il dessert. »

L'accueil réservé au Social-Truck est très chaleureux affirme l'équipe de l'AMO. Les résidents apprécient non seulement l'aide offerte mais aussi la présence rassurante de l'équipe. « Si personne n'a besoin d'aide, la permanence se transforme en moment de détente avec les enfants », raconte Alison avec le sourire.

Moyen de lutte contre l'isolement et de soutien aux jeunes en milieu rural, l'initiative démontre la créativité de l'AMO Le Cercle malgré ses contraintes logistiques et financières. « On fonctionne beaucoup à la débrouille, on court partout et tout le temps, confie Sara Dos Santos. Le choix des lieux visités est déterminé par la demande des habitants, garantissant un service pertinent et accessible. » — J.W. (stag)

Sous les volcans, les gorilles

Au nord-ouest du Rwanda, dans le Parc des Volcans, les gorilles de montagne menacés d'extinction sont à nouveau en croissance. L'Etat mise

sur le tourisme haut de gamme, l'anti-braconnage et la préservation de leurs habitats. Reportage au cœur de la forêt tropicale, au plus près de ces grands primates.

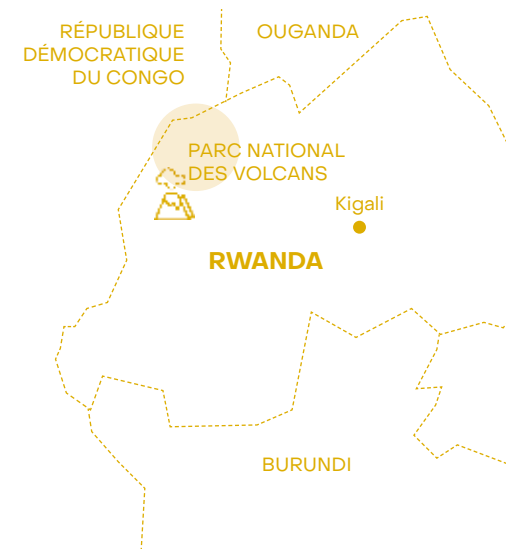


— Patricia Allen

« Ça, c'est un excrément de buffle forestier, nous indique Theoneste, guide-nature au Parc National des Volcans. Là, celui d'un éléphant de montagne qui a dû passer ici il y a trois semaines environ ». A 2 800 mètres d'altitude, la forêt tropicale rwandaise devient progressivement plus épaisse et humide. Il est 7 h 30 du matin et nous laissons derrière nous les plaines cultivées, les eucalyptus géants et les singes dorés agrippés à leurs branches. La végétation est dense, enveloppante. A l'avant, des rangers en habit militaire élaguent à la machette le sentier étroit qui traverse l'imposante forêt de bambous.

« Les gorilles partagent 98 % de notre ADN. Ils nous ramènent à notre humanité première »

— Theoneste, éco-guide



Le groupe vit sa vie dans la forêt tropicale et semble ignorer la présence humaine.

Après une heure de trek à pas lents, Callixte, le responsable des guides, réunit le groupe composé d'une dizaine de touristes – principalement des Américains, ce matin-là – qui ont déboursé 1 500 dollars (1 400 €) chacun pour obtenir leur fameux sésame : un permis touristique délivré par l'Office pour la promotion du développement au Rwanda et aller observer, une heure durant, l'un des primates les plus grands et les plus menacés de la planète, le gorille des montagnes (*Gorilla beringei beringei*).

« Nous allons mettre un masque pour éviter de leur transmettre des maladies, explique-t-il. Et, à partir de maintenant, nous vous demandons de bien respecter les consignes, les écosystèmes et la vie des individus que nous allons observer. »

Parti en éclaireur, un garde pousse quelques cris gutturaux qui résonnent soudain dans l'immense bambouseraie. « Nous devons les prévenir, pactiser avec eux, leur dire que venons les voir en amis », chuchote Theoneste. En file indienne, le groupe s'engouffre à petits pas, aux aguets. Entre excitation et appréhension. Lorsque soudain, à quelques mètres à peine, le frémissement des feuillages nous indique une présence invisible.

« Là ! », indique à demi-mots le jeune guide. Une première femelle apparaît, nonchalante. Puis une deuxième, sortie des broussailles. Elle est suivie de deux petits qui se frottent et s'enroulent.

Nous sommes tous et toutes ébahies et, à mesure que le temps s'écoule, profondément émues. Sous nos yeux, nos plus

proches parents avec qui nous partageons 98 % de notre ADN, vont et viennent, sans se préoccuper le moins du monde de ces étranges humains venus les observer et les photographier.

Pendant une heure, le groupe de seize individus va vivre sa vie à quelques mètres de nous : le mâle dominant et polygame, son dos argenté et ses 180 kilos, les quatre femelles et leurs petits gorilles au pelage long et soyeux.

En l'air ou au sol, le spectacle est permanent, sidérant. Elles et ils dévorent des immenses plants de bambous, se dispersent, se bousculent, puis se regroupent, s'épouillent avec leurs cinq doigts si agiles, s'accrochent avec délicatesse dans un arbre, se reposent le ventre à l'air... Ignorants notre présence silencieuse. Fixant leur regard noir dans les profondeurs de l'écosystème tropical. Magnifiques mammifères plantigrades qui, comme le rappellera l'un de nos guides, « nous ramènent à notre humanité première »...

« Venez, je pense qu'ils vont faire un bébé ! », lance Callixte caché dans les feuillages. Une scène de copulation à la fois animée et sonore qui pousse les touristes américains à se déplacer comme un seul homme. Avant d'immortaliser cette scène d'amour sauvage en mode selfies...

« Cette famille est arrivée hier dans la zone, vers 13h. Nous les suivons grâce aux signaux qu'ils laissent en chemin (empreintes, excréments, restes de repas) et nous consignons ensuite un maximum d'informations sur leur »

« Le programme de protection porte lentement ses fruits, mais il faut rester vigilants »

Roseline Beudels-Jamar (WWF)

évolution, leurs comportements et les interactions, nous expliquera le guide sur la piste du retour. Il y a une douzaine de groupes recensés dans tout le parc. Chacun d'eux s'installe là où il trouve de la nourriture. Ils peuvent parcourir jusqu'à un kilomètre en une journée. Parfois, il y a de la concurrence et des conflits de territoire. »

Le gorille est herbivore et mange entre 25 et 38 kilos de végétation au quotidien : des feuilles, des tubercules, des fleurs, des fruits, des plantes, mais surtout du bambou. « Il aime aussi grignoter des eucalyptus en bordure de forêt. Ce qui ne plait pas toujours aux cultivateurs, car il peut également détruire leurs plantations », rappelle Theoneste, passionné et érudit, qui a suivi six mois de formation spécialisée (protection de la biodiversité, éthologie, accueil des touristes) au sein du Rwanda Development Board composé aujourd'hui de 70 guides et 120 gardes. Leur mission ? Surveiller et protéger le Parc National des Volcans créé en 1929, sous la colonisation belge, par le roi Albert 1^{er}, qui s'étend sur 162 km² et abrite une faune et une flore abondantes et diversifiées (245 espèces de plantes, 200 espèces d'oiseaux, des singes, des buffles, des éléphants...), Des écosystèmes en partie menacés ou en voie de disparition à cause de l'activité humaine et du dérèglement climatique.

Les grands primates, eux, se portent de mieux en mieux : selon le dernier recensement réalisé en 2018 par l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN), on dénombre plus de 1 000 gorilles de montagne dans les Virunga – la chaîne volcanique qui s'étend sur trois pays (le Rwanda, la RDC et l'Ouganda) et comprend huit volcans majeurs, dont le Mont Karisimbi culminant à 4 507 mètres –, dont environ 600 individus sur le seul territoire rwandais.

« Dans les années 1970, la population était tombée sous la barre des 300 gorilles, rappelle Roseline Beudels-Jamar, biologiste, présidente du WWF et spécialiste de la zone. Désormais, on est passé du statut d'espèce "en danger critique d'extinction", à celui d'espèce "en danger". Rien n'est gagné, mais dans le contexte de déclin planétaire de la biodiversité que l'on connaît, c'est une petite victoire dont il faut se féliciter. C'est notamment le résultat du Programme International pour la conservation des Gorilles, soutenu par l'AWF (African Wildlife Foundation), le WWF, le Fauna and Flora International et une série d'autres acteurs. »

Braconnage et maladies

Malgré sa croissance, plusieurs menaces continuent à planer sur l'espèce, à commencer par la destruction de son habitat (construction de route, déforestation pour l'agriculture, abattage de bois pour le chauffage...) et la prolifération de virus, comme Ebola, et d'autres maladies bactériennes ou parasitaires. « Nous sommes 8 milliards d'humains, les gorilles quelques centaines, et ils sont très vulnérables. Avec les ruptures climatiques, l'émergence de zoonoses constitue une menace supplémentaire », rappelle l'experte du WWF.

Par ailleurs, il y a le braconnage et la chasse. « Les gorilles ont été longtemps poursuivis et tués pour leur viande. Une partie de leurs corps étaient également utilisés à des fins horribles, comme trophées, sortilèges ou pour de prétendues vertus médicales. Ils étaient aussicapturés pour être revendus dans des filières illégales, vers des collectionneurs ou des zoos, ajoute la spécialiste. Par ailleurs, des braconniers placent des pièges et des trappes pour attraper d'autres espèces dans lesquels les gorilles peuvent se blesser ou mourir. »

Depuis la Déclaration de Kinshasa, le 1^{er} juin 2008, appelée le « Kyoto des grands singes », les dix pays africains concernés, dont les trois voisins des Virunga, ont pris des mesures draconiennes (formation d'unités spécialisées, surveillance aérienne et à l'aide de drones, renforcement armé des rangers, lutte contre la corruption...). Avec plus ou moins de succès selon les régions.

Sur fond de guerre violente à l'est du Congo, la zone continue à attirer des trafiquants très organisés et déterminés (miliciens, orpailleurs, forestiers corrompus...) prêts à tout pour prélever illégalement menacés ses ressources naturelles, dont les gorilles. Un business hautement lucratif estimé à 170 millions de dollars en 2017 et qui a coûté la vie à environ deux cents rangers depuis la création des parcs. Des mesures qui suivent le combat lancé, il y a quarante ans déjà, par l'éthologue et primatologue Diane Fossey, assassinée dans le Parc des Volcans, le 27 décembre 1985, par des braconniers et dans des conditions qui restent mystérieuses, après avoir consacré la majeure partie de sa vie à l'observation et la défense des primates menacés. Pionnière de la conservation de la nature, celle que l'on surnommait « Nyiramachabelli » (« la femme qui vit seule dans la montagne », en kinyarwanda) popularisée grâce à son livre-mémoire adapté au cinéma (*Gorilles dans la*



Le mâle au dos argenté, un impressionnant primate de près de 180 kilos.

brume) et qui qualifiait ses grands amis d'êtres « dignes, très sociables, doux, dotés de personnalités individuelles, avec des relations familiales fortes ». Aujourd'hui, le Fond Diane Fossey emploie, au Rwanda, plus de 180 collaborateurs et collaboratrices (pisteurs et pisteuses, anti-braconniers, scientifiques...) et effectue un travail en profondeur. « Nous travaillons sur la protection, la recherche, l'éducation et la formation autour des gorilles, mais aussi de la préservation de la biodiversité à l'échelle de tout le parc », explique Erika Archibald, porte-parole du Fonds Fossey. De son côté, le gouvernement rwandais a engagé beaucoup de moyens dans l'anti-braconnage, mais aussi dans l'éco-tourisme, faisant du gorille un véritable « emblème du pays », comme le rappelle Fabrice Martinez, de l'association française Gorilla. « Le Rwanda a investi massivement dans ce tourisme sélectif, haut de gamme, en limitant les visites (quelques dizaines de touristes par jour maximum) et en augmentant les tarifs [de 1 500 dollars le permis à... 15 000 dollars le trek privé] dans une logique à la fois économique et écologique. Ce qui, au bout du compte, a payé : l'espèce est sauvegardée, elle se reproduit et le gouvernement envisage désormais d'élargir le parc pour étendre leur habitat. »

Un « tourisme des gorilles » qui, depuis 2005, est sensé profiter aux communautés avoisinantes : désormais, 10 % des recettes touristiques sont réinvesties localement. Selon le gouvernement, plus de 6,5 millions de dollars auraient ainsi permis de financer sept cents projets locaux (routes, écoles, dispensaires de santé...) et de compenser les dégâts occasionnés par les primates dans les cultures et les forêts.

D'ici 2028, le Rwanda envisage d'augmenter de 23 % la superficie du parc : 3 700 hectares pour étendre la zone touristique et 6 000 hectares comme « zone tampon ». Pour ce faire, l'Etat envisage de déplacer environ quatre mille familles qui vivent de l'agriculture aux abords du parc. Un projet qui à raison, qui suscite la controverse. « Conservation de la biodiversité et développement des populations locales doivent aller de pair », rappelle Roseline Beudels-Jamar (WWF). Un défi pour le « pays des mille collines » où le *Gorilla beringei beringei* retrouve lentement sa place au pied des monts Virunga. Majestueux primate si proche et si lointain de ce principal prédateur que l'on appelle l'humain. — Hugues Dorzée

Ce reportage a été réalisé en janvier 2024

L'Union européenne a adopté au cours de la législature 2019-2024 plusieurs législations pour rendre sa politique commerciale plus cohérente avec le développement

durable et les droits humains, mais ces avancées salutaires comportent des lacunes et ne prennent pas suffisamment en compte les intérêts des pays en développement.

Commerce et développement durable : quel bilan pour l'UE ?

Les normes sociales et environnementales

Le 22 juin 2022, la Commission européenne a publié une communication qui détaille sa nouvelle approche en matière de commerce et de développement durable. Cette dernière prévoit, pour la première fois, le recours à des sanctions commerciales dans des cas spécifiques. Certes, la communication de la Commission précise que ces sanctions ne sont envisagées qu'en dernier recours et qu'elles devront être temporaires. Toutefois, il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

Moins d'une semaine après la publication de cette communication, la Commission européenne annonçait le 30 juin la conclusion d'un accord de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande qui intègre pour la première fois sa nouvelle approche.

Après cette double annonce, on aurait pu espérer voir la nouvelle approche s'appliquer systématiquement à tous les accords présents et futurs. Malheureusement, il n'en est rien. La Commission privilégie au contraire une approche « sur mesure » adaptée à chaque accord en fonction du partenaire. Or depuis lors, aucun autre accord que celui signé avec la Nouvelle-Zélande n'intègre la nouvelle approche – qui n'est donc à ce stade qu'un simple effet d'annonce suivi de peu d'effets.

Le devoir de vigilance des multinationales

Le devoir de vigilance en matière de droits humains et d'environnement va devenir une réalité pour les grandes entreprises européennes, à la suite de l'adoption de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD). Toutes les étapes clés de la diligence raisonnable sont requises et les grandes entreprises auront l'obligation de remédier aux impacts négatifs avérés et d'adapter leur business plan, leur stratégie entrepreneuriale et leurs pratiques d'achat.

La directive a été affaiblie à la suite des amendements imposés en dernière minute par la France, l'Italie et l'Allemagne. Elle ne s'applique qu'aux entreprises de plus de 1 000 salariés et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 450 millions EUR. Tous les secteurs sont couverts,

à l'exception toutefois du secteur financier. Toute la chaîne de valeur en amont et les activités de distribution, de transport et de stockage des produits en aval sont couvertes, mais pas le recyclage, le démantèlement et la mise en décharge des produits qui sont exclus de la directive.

Celle-ci prévoit un régime de responsabilité civile (les entreprises pourront être tenues responsables de leurs abus devant un tribunal européen), mais le limite aux cas d'intention ou de négligence grave de la part de l'entreprise et aux cas de dommages à une personne physique ou morale. Elle comporte un droit de recours pour les victimes, qui auront la possibilité d'engager des poursuites devant les tribunaux de l'UE et d'obtenir des réparations. Enfin, la directive ne sera pleinement opérationnelle qu'en 2029.

Bien qu'imparfait, ce texte est néanmoins un pas important dans la lutte contre les violations des droits humains et les dommages environnementaux au sein des chaînes de valeur mondiales des entreprises multinationales.

L'interdiction du travail forcé

Le règlement sur l'interdiction du travail forcé, tel qu'approuvé le 23 avril 2024 par le Parlement européen, s'applique à tous les produits entrant sur le marché européen depuis l'étranger ainsi que les produits fabriqués dans l'Union européenne et exportés à l'étranger.

Concrètement, la législation prévoit la constitution d'une base de données compilant les risques de travail forcé. En cas d'« indication raisonnable » de cas de travail forcé, une enquête sera menée pour déterminer si ce cas est avéré. Lorsque les soupçons de travail forcé concerneront des produits fabriqués hors de l'Union européenne, c'est la Commission européenne qui sera chargée de l'enquête. Dans les cas de soupçons portant sur l'existence de travail forcé dans l'Union européenne,



GÉO-STRATÉGO
Par Arnaud Zacharie,
secrétaire général
du CNCD-11.11.11



risque est donc ralenti, afin de répondre à la demande des pays en développement de disposer de plus de temps et d'aide pour mettre en place les systèmes de contrôle requis par la réglementation anti-déforestation.

L'ajustement carbone aux frontières de l'UE

Le mécanisme d'ajustement des émissions de carbone aux frontières de l'Union européenne a été adopté en mai 2023 dans le but d'empêcher les « fuites de carbone ». Le mécanisme vise à étendre le marché carbone européen aux importations, afin que les producteurs des pays tiers soient contraints d'appliquer les mêmes normes relatives aux émissions de carbone que les producteurs européens via l'achat de certificats d'émissions. Il ne concernera dans un premier temps que les importations de quelques secteurs dont les émissions induites sont particulièrement importantes et les risques de « fuites de carbone » élevés : l'acier et le fer, l'aluminium, le ciment, les engrais azotés de synthèse et l'hydrogène, ainsi que la production d'électricité.

Plusieurs pays en développement seront affectés par les effets du mécanisme. Or il ne prévoit aucune disposition spécifique pour ces pays. L'Union européenne a décidé d'utiliser l'intégralité des recettes du mécanisme d'ajustement carbone pour financer son plan « Next Generation EU ». Rétrocéder les recettes du mécanisme aux pays en développement pour financer leurs politiques climatiques, comme l'a recommandé le Parlement européen, permettrait pourtant de faire du mécanisme davantage qu'une simple taxe d'ajustement.

Conclusion

Si ces initiatives représentent des avancées en matière de cohérence des politiques commerciales avec le développement durable et les droits humains, elles comportent des faiblesses et des échappatoires qui risquent d'en réduire la portée. Elles ont en outre tendance à ne pas suffisamment prendre en compte les intérêts des pays en développement.

Par conséquent, la cohérence et l'efficacité de ces initiatives devraient être renforcées au cours de la législature 2024-2029. Cela passe notamment par l'inclusion systématique d'un mécanisme de plainte et de sanction pour rendre les normes sociales et environnementales opposables, par un traitement spécial et différencié pour les pays à faible revenu et par l'élimination des échappatoires lors de la révision de ces réglementations. —

ce sont les autorités compétentes de l'Etat membre concerné qui seront chargées d'enquêter. Si les enquêtes permettent de démontrer l'existence de travail forcé, les produits en question devront être détruits, recyclés ou, dans le cas de produits alimentaires, donnés à des organisations sociales.

Une disposition introduite à la suite d'une demande de dernière minute du Conseil des Etats membres lors du trilogue final vient cependant affaiblir le règlement. Cette disposition stipule qu'en cas de rupture d'approvisionnement d'un produit interdit pour cause de travail forcé, les autorités compétentes pourront saisir temporairement le produit aux frais de l'opérateur, au lieu de le détruire directement. Il s'agit d'une faille importante dans le règlement, car cela permet à des produits issus du travail forcé de continuer à être *de facto* autorisés en raison de leur importance stratégique.

Malgré ces limites, le règlement sur l'interdiction du travail forcé est une avancée majeure qui devrait permettre d'atténuer des violations graves des droits humains.

La lutte contre la déforestation

La Commission européenne a proposé en novembre 2021 une législation visant à mettre fin à la déforestation associée aux importations de matières premières agricoles. La législation, adoptée en juin 2023, repose sur un système de devoir de vigilance couplé à une analyse de risque des pays producteurs. Elle s'applique exclusivement aux pays à risque et exempte donc les entreprises de réaliser un processus de diligence raisonnable si les produits proviennent de pays identifiés comme à faible risque.

Après que plusieurs gouvernements d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se sont plaints que ces règles seraient lourdes et injustes, l'UE a annoncé en mars 2024 qu'elle retardait la mise en place d'un contrôle strict des importations en provenance de zones sujettes à la déforestation. Le processus de classification des zones à

Les nouvelles du futur

Dans chaque numéro, *Imagine* vous propose une nouvelle littéraire inédite qui nous emmène dans un futur plus ou moins proche.

TUER LE TEMPS

Lucie Rico

La fin du monde aurait lieu ce soir. Les médias et gouvernements étaient restés vagues sur ce que cette fin impliquait. J'imaginai plutôt une mort lente, un empoisonnement de l'air au polonium, à l'arsenic, au plomb, à la dioxine, une pandémie, une érosion inéluctable, une sécheresse qui ne laisserait pas un cactus vivant, ou, plus probable encore, une explosion.

Ce qui semblait sûr, c'est que le monde s'achèverait d'un coup, ce 15 août. Pas seulement l'humanité, mais la planète. « *Après nous, le déluge* » avaient titré fièrement huit journaux avant de préciser que nous n'aurions rien pu faire pour empêcher cette issue fatale. C'était écrit. Ce qui soulageait tout le monde au fond : nous n'étions pas responsables de notre fin. Le monde avait une date de péremption, inscrite depuis toujours. Et maintenant, grâce aux puissantes machines

que nous avons construites, nous savions la lire. Nous pouvions être fiers. Nous pouvions donc continuer à vivre comme avant pour les quelques jours qui nous restaient. Les gouvernements avaient assuré qu'ils étaient sincèrement désolés et avaient passé de nouvelles lois en urgence pour rendre la fin plus douce, comme l'interdiction des horoscopes et l'assouplissement des réglementations environnementales. Ils auraient pu cacher l'information, la classer, mais non, ça a donné un excellent storytelling et relancé l'économie. Il fallait profiter. Le livre le mieux vendu la semaine de la fin du monde était : *Comment bien vivre sa fin - 50 idées pour une fin du monde réussie*. Le livre conseillait d'intégrer la fin au quotidien pour mieux la vivre. J'ai noté sur mon agenda à côté de la mention Assomption, *fin du monde*. Je n'avais pas vu qu'elle tombait un jour férié.

Et puis, dans le malheur, une embellie est apparue. Un lieu, un seul, serait épargné par cette fin universelle, les calculs étaient une nouvelle fois formels. Et ce lieu, c'était notre montagne. La première fois que le chef de la NASA a prononcé son nom, j'ai eu un choc. Son nom n'était jamais prononcé, par quiconque. Elle n'était pas la plus grande, ni la plus proéminente ou la plus isolée. Elle avait jusque-là été parfaitement banale, mis à part sa drôle de forme carrée. Je n'arrivais pas à y croire, et j'avais du mal à imaginer comment une montagne pouvait survivre au monde. Peut-être se détacherait-elle comme une fusée ou flotterait-elle entre les débris du monde. J'ai éprouvé une fierté immense. C'était idiot. Je n'avais rien à voir là-dedans mais je me suis dit que mes choix étaient les

Tuer le temps



bons. Que j'avais su la voir. J'étais au centre du monde, une élue. J'étais venue dans cette montagne, des dizaines d'années plus tôt, par angoisse, dans un mouvement de repli. L'air de la ville n'était plus respirable. Je faisais chaque nuit le même cauchemar, où j'emballais les gens dans du plastique, ce qui n'est pas très sain. Quand l'information a été confirmée j'ai dansé avec les poules, je leur ai dit : nous serons la prochaine Arche de Noé, nous recommencerons le monde à notre manière. J'avais plein d'idées pour ce mini-monde. Nathanaël a souri : il était d'accord pour repeupler le monde avec moi.

Je n'avais pas vu venir la suite. Mais ça aussi c'était écrit. Une bataille géopolitique a fait rage pour savoir quelle nationalité aurait le droit d'occuper la montagne. Un accord a été trouvé : quelques familles puissantes issues de chaque pays auraient le droit d'émigrer ici et de survivre. Bien sûr, certains pays mineurs étaient exclus de la répartition, question de place. Les critères mis en avant dans les médias étaient clairs : chaque famille choisie devait pouvoir apporter au monde nouveau une part unique de connaissance, d'humanisme et de progrès. En vérité, les familles choisies recoupaient parfaitement le classement Forbes des hommes les plus riches de la planète.

Nous, nous avons été invités à désertier les lieux. Si j'y pense, c'était prévisible. On nous fait miroiter l'occasion de louer notre maison plus cher qu'une chambre au Ritz. Même si nous n'avons pas été vraiment candidats volontaires à l'émigration, nous n'avons jamais été fascinés par l'argent, on nous a bien fait comprendre qu'il valait mieux obéir.

J'ai abandonné mes idées pour la suite du monde. La réunion dans notre petite mairie a été gérée de main de maître. Des êtres impassibles, menaçants et parfaitement armés nous cernaient.

Le maire n'a même pas essayé d'entamer une discussion : il avait négocié une place dans les combles de sa mairie. Il avait été décidé que l'on tracerait des frontières sur la montagne correspondant aux zones que les représentants de chaque pays auraient le droit d'occuper. Nous avons eu deux mois avant la date fatidique pour plier bagage, tout en acceptant que les nouveaux propriétaires prennent possession des lieux, pour préparer la suite. Le maire nous a rassurés : oui, on nous expropriait, mais c'était pour le meilleur. Nous ne serions pas perdants puisque nous serions riches jusqu'à la fin des temps.

Selon le tracé des nouvelles frontières, notre hameau, au sud de la montagne, revenait aux américains. Notre maison a été attribuée aux Smiths. Sur Internet, chaque article qui les mentionnait spécifiait « *pionniers technologiques* », tant et si bien que l'on aurait dit un prolongement de leur nom. Ils ont insisté pour nous parler en personne : ils voulaient s'investir dans cette nouvelle vie, entamer un dialogue avec des gens normaux, cette espèce qu'ils fréquentaient si peu, avant que ce ne soit plus possible. Ils nous ont tout de suite parlé de leur intention d'acheter. La location les effrayait un peu. Ils se comportaient comme dans un achat classique, comme si nous avions le choix. Mrs Smith a insisté pour payer comptant – c'était défiscalisé. Même si la location avec des futurs morts ne comptait pas, ils voulaient commencer leur nouvelle civilisation sans dette, sur de bonnes bases. C'est ce qu'elle a dit.

Lorsque nous avons proposé de leur faire visiter les lieux, ils ont refusé. Pas la peine, ils avaient déjà numérisé le réel, dans son ensemble, jusqu'à l'intérieur de notre maison. C'était même ce qui les avait rendus riches, ce qui leur permettait d'être là, avaient-ils ajouté d'un ton fier. On pouvait dire qu'ils possédaient déjà un double du monde, qu'ils vendaient via leurs entreprises à tout Internet. Et, pour créer une connivence ils ont ajouté : on a failli vendre nos entreprises il y a deux mois pour vivre une retraite anticipée, vous vous rendez compte ? Nous avons eu du flair, sans cela nous ne serions pas là aujourd'hui. Ils s'adressaient à moi comme si je n'étais pas concernée par ce qui allait suivre, par la fin. Nous n'étions pas dans la même catégorie. J'ai pensé aux mollusques, aux paresseux, toutes les espèces dont personne ne s'était soucié.

Nous avons remis les clés aux Smiths qui ont regardé avec pitié nos pauvres serrures rouillées. Je m'efforçais de ne pas penser à la suite.

Nous avons évacué les poules et quelques souvenirs. J'ai caché au grenier quelques traces de mon monde. Les jours suivants, alors que nous faisons le déménagement, les ouvriers des Smiths ont commencé à creuser un deuxième sous-sol. Ce creuset était supervisé par un architecte star. Tous les voisins avaient eu la même idée, si bien que la montagne ressemblait à un bac à sable géant. Selon eux, la montagne était trop petite, créer un espace souterrain était un investissement

pour le futur. Ils voulaient déjà conquérir un nouveau territoire, et le temps pressait. Ils avaient prévu une salle de gym pour garder la forme, un grand spa à la place de notre vieille baignoire à pattes, des faux palmiers dans notre séjour, un cinéma, des appareils à hologrammes projetant des paysages variés, un appareil de filtrage de l'air, un appareil pour la production d'oxygène, un aquarium, un vivarium, un potager éclairé par LED et sans besoin de terre, un poulailler, histoire d'avoir quelque chose de vivant à se mettre sous la dent. Et puis, de quoi travailler : des ordinateurs par dizaines. Ce sera encore possible ? ai-je demandé. Mrs Smiths m'a regardé en fronçant les sourcils. Elle n'avait pas compris ma question.

Nous avons vu passer une niche somptueuse pour leur chien, des rouleaux de papier toilette en quantité inimaginable et imprimés de mots fléchés, sudoku, rébus. Des tours de boîtes de conserve, des plats lyophilisés dont Mrs Smiths était particulièrement fière quand elle m'a affirmé qu'en cas de manque d'eau on pouvait toujours utiliser sans crainte son urine. Il y avait également quantité de cartons de pickles, de viande séchée, de corned-beef, de sardines pour les protéines et aussi du Whiskas dont on leur a vanté les intérêts nutritionnels, du sang de tortue séché pour la vitalité. Le meilleur de la civilisation, m'a-t-elle dit en hésitant à me tendre un paquet.

Avaient-ils pensé au chocolat ? Nathanaël m'avait grondée : tu ne vas tout de même pas t'inquiéter pour eux.

Les Smiths passaient souvent en jet dans la montagne, pour s'habituer à l'air. Quand ils étaient là, ils s'entraînaient à la suite.

Armés de l'arme adaptée à leur âge, ils visaient la cible de forme humaine adossée au mur en pierre sèche sur lequel j'aimais tant me réchauffer le dos en hiver.

Leur fils de huit ans tirait avec une carabine et un pistolet à air comprimé tout en se filmant. Son père lui avait construit un réseau social pour lui tout seul, appelé « *Après la fin du monde* » dans lequel il pourrait partager – mais à qui ? – sa vie quotidienne.

La fille de dix ans utilisait une carabine de petit calibre, l'adolescent de quatorze ans un pistolet de petit calibre, la grand-mère maniait un fusil d'assaut et Mr et Mrs Smiths une mitrailleuse à tir automatique.

L'avant-dernier jour, Mrs Smiths m'a demandé gentiment de lui prêter quelques bouquins, dans la précipitation ils avaient oublié la bibliothèque. Ils ne l'avaient pas évoquée au stage de formation technique à l'autonomie. Je lui ai tendu *Le mur invisible*. Elle a souri : elle profiterait de ce nouveau départ pour apprendre le français, elle en avait toujours rêvé.

La veille de la fin, nous nous sommes réfugiés chez mes parents à Villeneuve, et, à partir du lac qui borde le village, nous avons pris des photos de notre montagne. Il ne nous restait plus qu'à la contempler de loin. Plate, cubique, étrange au milieu des lignes tranchantes des Pyrénées. Nathanaël m'a dit étouffer sans l'air de la montagne. Mais nous nous sommes répété qu'il fallait être « résilient » et nous avons laissé notre fragilité émotive de côté. Tout cela ne durerait pas longtemps.

Aujourd'hui 14 août nous avons ensemble regardé le soleil s'effacer, le ciel noircir.

Au dîner, nous avons encore parlé de la fin du monde. C'était devenu notre futur préféré.

Comment serait-elle ?

L'eau qui grossit, qui monte, qui envahit ?

Un feu céleste qui flamboie, brûle, irradie ?

Une matière noire qui nous absorbe tous ?

Et les insectes sous la terre nous survivraient-ils ?

La télévision diffusait des mouvements de panique partout dans le monde. Comparé au calme des derniers jours, c'était surprenant. C'était comme si tout à coup, à quelques minutes de la fin, tout le monde avait réalisé. Les banques et les supermarchés étaient dévalisés, les journalistes filmaient la paix au sommet de notre montagne et par contraste l'agitation de la foule. Sur certains plans, je reconnaissais des visages familiers qui courraient, accrochés à des caddies, d'autres recroquevillés sur une boîte de cassoulet tandis qu'en haut de notre montagne les Smiths déambulaient tranquillement profitant d'une dernière balade dans le monde entier. Leurs ouvriers creusaient encore la terre : ils seraient congédiés dix minutes avant la fin. Nous avons préféré en rire. Nous avons dégusté notre dernier repas. Et, alors que Nathanaël me demandait si la fin du monde arriverait à minuit pile, soudain, une explosion a brisé les vitres de la maison.

Nous nous sommes regardés, nous nous sommes tâ-tés, nous étions vivants.

A la télévision les images continuaient à s'agiter. Quelques secondes plus tard, l'information est arrivée. Il n'y avait plus de signal de notre montagne. Notre montagne n'existait plus.

Abasourdis, nous n'osions pas bouger. Je regardais Nathanaël qui fixait l'écran vide. Il était minuit une. Nous n'étions pas morts. Nous avons enjambé la baie vitrée brisée main dans la main.

Je n'ai pas immédiatement pensé aux Smiths, ni à ce qui serait advenu si nous étions restés. J'ai pensé à mes photos cachées au grenier pour qu'elles survivent au monde, aux lettres qui commençaient par « Pensées », à mon livre prêté à présent déchiqueté. La montagne en feu me fascinait et je me demandais quel genre de hasard pouvait avoir provoqué cette inversion : la destruction de notre seule montagne. La réponse n'est venue que bien plus tard. Les calculs de la NASA avaient été foireux depuis le début. Le gouvernement a fait volteface et insisté sur la difficulté de faire confiance aux machines, ou, en tout cas, de ne pas leur confier les clés de notre futur. Les plus aventureux ont pensé que les calculs avaient été falsifiés pour relancer l'économie et éviter une guerre qui nous pendait au nez.

Mais les calculs n'avaient rien à voir avec l'explosion de notre montagne. Elle avait été aplatie par une immense déflagration souterraine quand une foreuse géante avait percé un oléoduc de gaz bien caché en son sein, qui avait explosé et provoqué sa destruction. Les milliers de tunnels creusés en même temps dans notre petite montagne s'étaient alors effondrés et avaient créé une onde de choc dans tout le massif. La foreuse était-elle celle d'un ouvrier des Smiths ? Était-elle en train de construire un spa ? Les médias ne le dirent pas.

Ne restait plus qu'à balayer quelques éclats de verre, entretenir notre potager, nourrir nos poules, trier nos ordures, utiliser notre vélo, parce que quand même, c'était pas forcément gagné.



Lucie Rico

Lucie Rico est née en 1988 à Perpignan. Elle est romancière, scénariste et réalisatrice. Elle a notamment écrit *Le chant du poulet sous vide* (P.O.L., 2020) qui a reçu le Prix du roman d'écologie et le Prix du Cheval Blanc 2021, et *GPS* (P.O.L., 2022), son deuxième roman, finaliste du Prix du Livre Inter et du Prix Fémina des lycéens. Dans son œuvre, Lucie Rico traite de sujets écologiques et sociaux (la cause animale, le chômage, la disparition du vivant...). Elle a également réalisé plusieurs documentaires et deux courts métrages de fiction (*Plein Noir* et *The Big Shake*).



Pour nos abonnés à *Imagine digital*, retrouvez la vidéo de l'autrice qui évoque *Tuer le temps*, cette nouvelle inédite du futur.



Un Master de spécialisation en économie sociale

L'entreprise au service de la transition écologique et sociale

Un master unique

Le Master est organisé conjointement par l'UCLouvain (FOPES) et l'ULiège (HEC) d'une durée d'un an (60 crédits) et conçu pour des personnes souhaitant comprendre l'économie sociale comme secteur central de la transition écologique et sociale.

Des apprentissages variés et complémentaires

Le master se déroule à Louvain-la-Neuve et Liège, avec des cours programmés le mardi et le jeudi. Le programme se compose de trois volets principaux : Costion, Socio-économie, et Transition sociale et écologique, vous dotant ainsi d'outils et de grilles d'analyse pluridisciplinaires essentiels pour votre avenir professionnel.

Une fenêtre sur l'international et le milieu professionnel

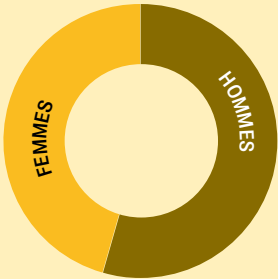
En plus, le master offre une dimension internationale avec la possibilité de réaliser un séjour d'études en France ou au Danemark et de participer à des stages en Belgique ou à l'étranger. Ce programme est ouvert aux détenteurs d'un master ainsi qu'aux professionnels expérimentés dans le secteur de l'économie sociale.

Plus d'informations

uclouvain.be/facultés/esp/fofes
anne-francoise.brays@uclouvain.be
011.47.39.16

Baromètre genre & diversité

(N° 160 / avril, mai, juin 2024)



Intervenants

- Nombre d'intervenants hommes : **65**
- Nombre d'intervenantes femmes : **54**

Parmi celles et ceux-ci, 37 personnes sont perçues comme issues de la diversité d'origine.



Photographies

- Nombre de photos d'hommes : **10**
- Nombre de photos de femmes : **7**
- Nombre de photos mixtes : **6**

Les thématiques davantage abordées par les femmes sont : démocratie, *low tech*, sécurité sociale alimentaire, arpentage, déserts obstétricaux. Les hommes parlent plutôt de la santé des sols, de l'emploi lié à la transition écologique, de mobilité, de la réconciliation au Rwanda et de justice environnementale.

Le grand chantier de la rénovation du bâti doit monter en puissance. Mais les plus précaires s'inquiètent : quels seront les effets sur leur logement ?

Logement : pour une rénovation sans éviction

« **L**a Belgique possède l'un des parcs de logements les plus mauvais d'Europe. » Le constat d'Eva Joskin, chargée de mission Climat-Energie chez Canopéa, est sans appel. Bâtiments en piteux état, chauffage alimenté en majorité par des combustibles fossiles, larges surfaces habitables par habitant... « Nous partons de très très loin... » 19 % des émissions de gaz à effet de serre wallonnes et 57 % des bruxelloises proviennent de l'énergie utilisée dans les bâtiments. L'enjeu est indiscutable, nous devons absolument agir, et vite, pour les réduire drastiquement. Objectif européen déclaré : décarbonation complète pour 2050. « Or 85 % du bâti de 2050 sont déjà construits, remarque l'experte. Les Régions ont donc acté lors de la dernière législature que la rénovation était prioritaire. Mais il n'y a pas vraiment eu d'augmentation. » Les chiffres sont désespérément stables en Wallonie : 1 % du parc est rénové chaque année – et, en 2019, seul 0,2 % de ces rénovations se font en profondeur. A Bruxelles, le taux de rénovation est passé de 1 à 2 en cinq ans. Cela progresserait donc, même si ce taux est particulièrement difficile à évaluer, souligne-t-on au ministère de l'Energie. Dans tous les cas, au moins 3 % de rénovation profonde par année seraient nécessaires pour espérer atteindre les objectifs.

Entre hivers moins froids, crise énergétique et meilleure isolation, les émissions de gaz à effet de serre du bâti belge ont déjà baissé de 37 % (entre 1990 et 2022), nous allons donc dans la bonne direction. Pour poursuivre et accélérer, les gouvernements tentent de passer à la vitesse supérieure, en imposant à présent un échéancier, avec des niveaux de performance énergétique du bâtiment (PEB) minimum à atteindre jusqu'en 2050.

Ainsi les biens loués ou changeant de propriétaires en Wallonie se verront obligés de produire un certificat PEB progressivement plus élevé – par exemple, en cas de changement de locataire, de niveau minimum E en 2030 ou C en 2036. A Bruxelles, cette imposition concernera tous les logements et sera assortie dans un deuxième temps d'amendes importantes en cas de non-respect. « Nous interdirons les passoires énergétiques en 2033, détaille Alain Maron, ministre bruxellois sortant de l'Energie. Nous pouvons trouver avec ces logements le meilleur rapport coût-bénéfice, en plus de remplir un objectif social car ils sont majoritairement occupés par des locataires à revenus faibles ou moyens. Nous ferons de même en 2045 avec les bâtiments classés par un certificat PEB D ou E. » Ce sont globalement et potentiellement 80 % des logements qui devront être rénovés...

La crainte de la « rénovation »

Si tout le monde s'accorde sur l'objectif final, les moyens pour y parvenir doivent encore être largement précisés. Et du côté des associations de lutte pour le droit au logement et

contre la pauvreté, les inquiétudes sont vives. Quelles vont être les conséquences de ces rénovations obligées pour les locataires ou propriétaires précaires ? « Lorsque nous parlons de questions environnementales, nos militantes et militants se sentent concernés, constate Amandine Poncin, animatrice au sein du Rassemblement wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), mais quand nous abordons le sujet "rénovation", elles et ils sont inquiets : la tension est telle sur le marché du logement qu'elles et ils ne parviennent pas, aujourd'hui déjà, à trouver un logement décent à un prix abordable ! » Tous et toutes craignent de voir les montants des loyers des logements rénovés augmenter. « Ce sont déjà des constats faits sur le terrain. Et elles et ils ont peur de se retrouver à la rue. » Le phénomène a même reçu un nom : la

La joyeuse équipe des AmbaPas, sur le toit de la tour Brunfaut, tour de logements sociaux récemment rénovés. Ces « ambassadeurs du passif », habitantes et habitants d'autres bâtiments, partagent leur expérience des équipements de ventilation, de chauffage, pas toujours faciles à appréhender par les nouvelles occupantes et occupants.

« rénovation », soit l'éviction des locataires pour cause de travaux de rénovation, suivie d'une hausse du loyer. « Les propriétaires-bailleurs cherchent à s'assurer l'accumulation d'un capital constant », estime Stéphanie D'Haenens, chargée de mission chez Inter-Environnement Bruxelles. Qui pointe une autre inquiétude, celle de la gentrification et de la concentration des immeubles et maisons dans les mains de sociétés de logements, capables d'investir dans la rénovation contrairement à des propriétaires modestes contraints de vendre. « Et alors que nous n'arrivons déjà pas à lutter contre les marchands de sommeil d'aujourd'hui, combien de logements vont sortir des radars et être loués illégalement ? », s'interroge Julie Neuwels, chargée de cours à la faculté d'architecture de l'ULiège. « Les enjeux sont énormes, confirme Arnaud Bilande du Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat. Les lobbies sont à l'affut. Plus tu grattes, plus tu te demandes dans quoi on nous embarque. La critique est difficile : on nous renvoie alors que nous serions "contre l'environnement"... Mais les politiques publiques subventionnent ces travaux sans mettre de contrainte pour éviter la spéculation, elles n'ont pas la maîtrise de la suite. » Les associations réclament un conventionnement des primes et un encadrement des loyers. PS et PTB prônaient ce dernier dans leurs programmes, pas le MR ni Les Engagés. Les deux ministres sortants de l'Energie Ecolo s'accordaient quant à eux sur l'idée d'un cadrage, « l'objectivation d'un prix raisonnable de loyer en fonction »

« Tant que le logement restera un investissement capitaliste, il y aura toujours des effets néfastes. Il nous faut sortir du "logement rentable" »

— Stéphanie D'Haenens, IEB



de la qualité du bien » comme le dit Philippe Henry. « Mais les loyers abusifs sont déjà là, développe Alain Maron, et abusifs en regard de la mauvaise qualité du bien. J'entends ces remarques, mais je vois ici aussi l'opportunité de résoudre des problèmes de qualité du logement. »

Du côté des loyers, une grille indicative des loyers existe, une commission paritaire devant laquelle les locataires (ou les CPAS et associations) pourront se plaindre est en train de se monter. Le système pose cependant question : « Cette commission aura du mal à trancher, craint Stéphanie D'Haenens, vu les représentants aux intérêts différents qui vont la composer. Et les “petites gens” vont-elles oser s'en saisir ? » Quant à la grille, sa composition, en réalité reflet du marché, est également questionnée. « La moitié des loyers sont en dessous du montant indicatif, constate Manon Chapurlat, architecte, conseillère en rénovation. Il faut absolument éviter que ceux-là remontent ! » « Clairement, nous n'avons pas de formule magique, reconnaît Amandine Poncin du RWLP, mais nous sommes désireux d'une réflexion commune pour trouver une solution. »

Le gel de l'indexation pour les appartements les moins bien isolés au plus fort de la crise énergétique a eu des effets diversement appréciés : il a bien poussé des propriétaires à se bouger. « Cela a provoqué des réactions sans précédent, ont constaté Anne Delvaux et Luce Doriaux, accompagnatrices énergie à la Fédération des services sociaux (FdSS). Des propriétaires se sont mis en ordre avec le certificat PEB, se sont intéressés à leur logement, les locataires étaient davantage prêts à contester une indexation. » Le service d'accompagnement bruxellois Homegrade, qui reçoit habituellement 9 % de bailleurs a ainsi vu ce chiffre monter à 16 %. Mais cette mesure a aussi entraîné des « rénovictions ». « Un encadrement est absolument nécessaire, estime Stéphanie D'Haenens d'IEB : si une prime pour rénovation est accordée, l'indexation doit être interdite pour dix, pour vingt ans et ne doit pas pouvoir être rattrapée ensuite. Ceci dit, tant que le logement restera un investissement capitaliste, il y aura toujours des effets néfastes. Il nous faut sortir du “logement rentable”. »

Côté propriétaires à revenus précaires, c'est aussi une question d'argent. Malgré les services divers d'accompagnement (comme les Plateformes locales de rénovation en Wallonie ou les membres du Réseau Habitat à Bruxelles), l'accès aux primes reste pour certaines et certains compliqué, il faut pouvoir les préfinancer, et si des accès à des prêts sont prévus, ils ne sont pas accessibles à tous – aux plus de 70 ans par exemple, représentant pourtant



Ce chantier d'un immeuble de logements à vocation sociale de la SLRB (Société de logements de la Région de Bruxelles-Capitale), qui seront gérés par la SISP BinHôme, a fait le choix de la circularité. Le bureau d'architecture Karbon' récupère un maximum de matériaux, mais use aussi de technologies légères, comme des châssis avec aérateurs et une extraction dans les pièces humides ou de l'apport solaire. Pour une occupation future simplifiée.

une bonne part des propriétaires. Les ministres de l'Energie sortants défendent des primes accordées selon les niveaux de revenus. « Le système est en place, estime Philippe Henry, même s'il est toujours à parfaire. » A Bruxelles, où atteindre le niveau C sur son certificat PEB sera obligatoire pour tous, des dérogations sont prévues pour les propriétaires-occupants s'ils démontrent l'impossibilité d'avoir accès à un financement ou que leur consommation correspond au niveau C depuis au moins trois ans (s'y ajouteront des raisons techniques). « Pourquoi ne pas carrément financer à 100 % les rénovations des plus pauvres ?, se demande Amandine Poncin. L'accès à un logement digne est la base pour sortir de la précarité, c'est un levier prioritaire. Et selon une étude d'Eurofound, 3 euros investis dans le logement, c'est 2 euros économisés par an en frais de santé ! » — **Laure de Hesselle**

Un indicateur critique

Indicateur devenu prescripteur, le calcul de la Performance Énergétique du Bâtiment induit-il de mauvais choix ?

P.E.B. Ces trois lettres reviennent encore et encore, dès qu'il est question de bâtiment et d'isolation. Le fameux certificat du même nom, indicateur de la performance énergétique du bâtiment, est né il y a plus de vingt ans à l'initiative des instances européennes. Il consiste en un calcul théorique de l'énergie primaire consommée à l'usage d'un bâtiment par m² par an pour maintenir une température constante de 18°. « L'idée à l'époque était que si les acteurs et actrices de l'immobilier n'agissaient pas pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du bâti c'était parce qu'il leur manquait cette information, explique l'urbaniste Guillaume Joly, et que si elle était disponible le marché allait bouger. » Chaque pays (et même chaque Région chez nous !) a alors mis en place sa méthode de calcul et de certification. Mais l'effet attendu n'arrivera pas : locataires et futurs propriétaires cherchent d'abord leur logement en fonction de sa localisation et de son prix, et le coût éventuel des factures d'énergie n'est que très peu pris en compte.

Nos gouvernements ont donc changé de tactique et cherchent à imposer des niveaux de PEB à atteindre. Et l'outil d'analyse est devenu outil de prescription et de définition des travaux... Un basculement que certaines professionnelles et professionnels critiquent : les choix induits ainsi sont ceux avancés pour lutter contre les émissions... et ne sont pas nécessairement les seuls ni les bons.

Au-delà de la question importante de sa fiabilité – Test Achat ou l'émission de la RTBF #Investigation ont ainsi obtenu des certificats différents pour un même bien selon le certificateur, allant jusqu'à une lettre d'écart – ce sont les fondements sur lesquels reposent cet indicateur et son usage qui sont questionnés.

« L'Union européenne a choisi de penser en termes de surfaces, d'enveloppe – les murs, les toits – sans considérer

le confort, explique Julie Neuwels, architecte, chargée de cours à l'ULiège. Et d'avoir confiance dans la machine plutôt que dans les habitantes et habitants, ce qui entraîne une sorte d'“automatisation” des bâtiments. » « Pour atteindre les niveaux demandés, il faut mettre en œuvre pas mal de techniques, constate Didier Vanderheyden, conseiller énergie, architecte et certificateur PEB, des technologies qui servent surtout à avoir une bonne PEB... Une ventilation mécanique plutôt qu'une aération par les fenêtres, par exemple, la ventilation naturelle n'étant pas reconnue : impossible d'en calculer les débits et elle n'a pas de lobby ! » De plus, ne sont pas prises en compte dans le calcul d'éventuelles malfaçons ni la salubrité du logement. Or ces technologies ne sont pas neutres. Elles coûtent en énergie grise, puis en fin de vie. Des systèmes de prise en compte commencent à exister (l'outil Totem par exemple), et le secteur de la construction devant lui aussi se décarboner, il est progressivement poussé à faire mieux. « Nous pourrions avoir une réflexion plus large, la question de l'énergie grise touche la planète entière, note Céline Sabath, responsable du service investissement de la société immobilière de service public (SISP) BinHôme. Et pour l'après, en Allemagne, par exemple, ils se rendent compte que les bâtiments passifs sont très polluants à la déconstruction. » Fondamentalement, utiliser des matériaux issus de la pétrochimie pour atteindre un objectif « zéro carbone » n'a-t-il pas quelque chose d'incohérent ?, s'interrogent nos interlocuteurs et interlocutrices.

Mesures théoriques et réalité

Second « hic » : à l'usage, ce n'est bien entendu pas le bâtiment qui consomme mais celles et ceux qui l'occupent. Or celles et ceux-ci s'adaptent, montent les températures demandées – consomment autre chose avec les économies réalisées, le célèbre “effet rebond” –, comprennent parfois mal ces technologies, qui sont quelquefois mal entretenues »

(lire p.73)... et les consommations réelles peuvent être loin de celles attendues. « Le modèle est plus proche de la réalité dans des bâtiments de niveaux B ou C - ceux des concepteurs et conceptrices peut-être ? », remarque Geoffrey Van Moeseke, ingénieur architecte, professeur à l'UCLouvain. Et ce sont surtout une grande partie des habitantes et habitants de logements mal notés qui consomment beaucoup moins, adaptant leurs comportements. Une étude de l'UGent (sur 122 680 logements, publiée en 2022) montrait une consommation réelle 2,5 fois moins élevée que la théorique. Et si la différence est de 9 % pour les maisons classées A, elle est... de 217 % pour les F. Ce n'est évidemment pas une raison pour ne pas agir, pour ne pas améliorer la qualité des logements - beaucoup de ces économies d'énergie actuelles sont faites au prix de l'inconfort ou d'une mauvaise santé. Ce constat pousse toutefois certaines et certains à se demander si cette « politique PEB » amènera bien les gains d'émissions escomptés. Et si des réponses ne se trouvent pas ailleurs. « Ces orientations laissent entendre qu'il est possible d'atteindre des bâtiments zéro énergie sans aucun effort comportemental, commente Julie Neuwels. Or elles doivent s'accompagner de la part sociale. Il faut améliorer la situation de celles et ceux qui vivent dans des conditions

Le Rassemblement wallon de lutte contre la pauvreté manifestait il y a quelques mois pour plaider en faveur d'une vraie attention aux plus précaires dans les politiques de réduction des gaz à effet de serre dans le résidentiel.



- RWLP

« L'Union européenne a choisi de penser en termes de surfaces, d'enveloppe - les murs, les toits - sans considérer le confort, et d'avoir confiance dans la machine plutôt que dans les habitants, ce qui entraîne une sorte d'«automatisation» des bâtiments. »

— Julie Neuwels, architecte, chargée de cours à l'ULiège.

indécentes, mais aussi changer nos manières de percevoir le confort. Un travail de déconstruction est à réaliser. » Geoffrey Van Moeseke, qui est aussi président de l'Asbl Plateforme Slowheat, abonde dans son sens. S'il ne conteste pas la nécessité de rénover, il propose d'agir « plus finement ». Maintenir une température basse de fond pour le bâti, et avoir des moyens de réchauffer le corps au plus près ponctuellement ; bien isoler la pièce de vie et beaucoup moins le reste... Des idées très loin de la vision « 18° partout » de la PEB. « Nous devons collectivement remettre en question ce qui est normal : 15 ou 20° ? Pourquoi est-ce anormal d'avoir bonnet et mitaines au travail ? » Faudrait-il une PEB « révisée », à laquelle s'ajouteraient des considérations énergie grise et fin de vie ou circularité ? Ainsi qu'une mesure de la consommation réelle ? Mais pour cette dernière, comment faire sans être terriblement intrusif ? « Et quid du locataire qui ne chauffe pas mais pas par choix ?, se demande Eva Joskin, de Canopea. Inclure le comportement me semble risqué. Attention aussi à la faisabilité, au coût. » Le chemin de la sobriété, là comme dans tant d'autres domaines, reste encore à trouver. Mais face à un tel défi (nous n'avons pas abordé ici les questions supplémentaires de pénuries de main-d'œuvre et bientôt de matériaux), la prendre comme boussole est peut-être une piste. — L.d.H.

Des habitants peu entendus

« Lorsque je suis arrivée dans mon logement - passif - j'ai juste trouvé un mode d'emploi et "débrouillez-vous". » Marie-Louise a dû apprendre à changer les filtres et à nettoyer les bouches de sa VMC (ventilation mécanique contrôlée), à ne pas obstruer les dessous de porte, etc. « Moi qui suis allergique, pouvoir laisser les fenêtres fermées en été c'est très bien et en hiver ma consommation de chauffage est très faible. » Elle est donc tout à fait satisfaite du système. Mais ce n'est pas le cas de toutes les occupantes et occupants de ce type de bâtiments. A Molenbeek, l'Asbl Bonnevie, membre du Réseau Habitat, ne compte plus les témoignages d'incompréhension, de mésusage, de factures devenues absurdement élevées, et a mis sur pied avec des habitantes et habitants le projet des AmbaPas, les Ambassadeurs du passif. Avec d'autres, Marie-Louise transmet son savoir et son expérience à de nouveaux locataires de ces logements sociaux aux technologies récentes. « La technique est tout de suite perçue comme trop compliquée, je comprends bien ce genre de peur, reprend-elle. De plus beaucoup de choses sont réglées par le gestionnaire : ventilation, eau chaude, chauffage.

Les ménages, pourtant très différents, n'ont pas de maîtrise individuelle sur les réglages. »

Or dans un bâti très isolé, ces derniers sont délicats. « Un ennui remet en cause tout le système, raconte l'architecte et conseillère en rénovation Manon Chapurlat : un châssis triple vitrage, lourd, se tord, l'espace n'est plus étanche et la ventilation dérèglée. L'isolation fait qu'il est impossible d'utiliser son gsm à l'intérieur, les locataires doivent téléphoner fenêtre ouverte, y compris en hiver... Quand il n'y a plus de sous à la fin d'un chantier, ce sont souvent les stores qui sont sacrifiés, et les appartements deviennent des fournaies. »

En panne

« Nous étions les premiers habitants, se souvient Karima¹ sur le pas de la porte de son immeuble avec vue sur le canal de Bruxelles. Après dix ans d'attente, nous avons enfin accès à un logement social. Au début c'était tout propre, tout beau. Un bâtiment passif, sans radiateur, le chauffage passe par la ventilation. C'est joli... Jusqu'à ce que ça tombe en panne. » Pendant deux ans, plus

de chauffage, plus de ventilation, l'humidité partout, le froid en hiver, la fournaise en été. « L'eau coulait sur les vitres à l'intérieur à cause de la condensation, c'était noir derrière les armoires. Et la seule réponse qu'on nous donnait était qu'ils ne trouvaient pas la pièce pour réparer le système. Ils nous ont juste offert des radiateurs électriques, mais j'avais tellement peur des factures que j'ai laissé tomber au bout d'une semaine. »

Des histoires comme celle-ci, Donatienne Hermesse, accompagnatrice de changement à l'Asbl Bonnevie, en entend très régulièrement. « Lorsque je passe aujourd'hui dans des bâtiments que nous avons accompagnés, j'ai parfois envie de pleurer. » Ces équipements installés à présent nécessitent un personnel qui les connaît, vérifie leur bon fonctionnement, les entretient plus régulièrement. « Et lorsqu'il y a un problème, les locataires ne sont pas entendus, pas pris en considération, on leur renvoie que ce sont elles et eux qui utilisent mal le système. Souvent elles et ils laissent tomber, par crainte de représailles. Le pouvoir d'agir est très différent selon la classe sociale... » Et si la situation est parfois compliquée dans des logements publics, où des services de maintenance existent malgré tout, elle pourra évidemment l'être aussi dans le parc privé...

Des associations et des spécialistes alertent donc quant à la généralisation de ces technologies. Samuel Jager, gestionnaire de projet au sein de la société immobilière de service public (SISP) BinHôte préfère ainsi parler de bâtiments à haut potentiel énergétique plutôt que de haute performance, tant l'accompagnement des usagers lui semble nécessaire. « J'ai longtemps été adepte du paradigme technosolutionniste... Je pense pourtant à présent que le low tech est beaucoup plus appropriable par tout un chacun. » — L.d.H.

1. Son nom a été modifié.

L'exercice du pouvoir et l'accélération des bouleversements du monde mettent une grande pression sur l'écologie politique. Parvenue aux commandes dans quelques pays européens, elle doit maintenant gérer les catastrophes, en plus d'engager un grand tournant civilisationnel et régler les tensions internes. *Imagine* vous propose une série en mode politique et prospective.

Entre décroissance et écomodernisme

En janvier 2023, la décision du parti vert allemand Die Grünen d'autoriser l'extension de la mine de charbon à ciel ouvert de Lützerath a fait l'effet d'une bombe dans le monde écologiste. Un choix jugé contre nature par les militantes et militants qui se sont sentis trahis et qui ont répliqué en vandalisant les locaux du parti dans plusieurs villes comme Leipzig, Aix-la-Chapelle, Flensburg ou Düsseldorf. En Autriche, les Verts au pouvoir ont essuyé les mêmes critiques de la part d'activistes exaspérés par les tergiversations de la *realpolitik*¹. Cette colère n'est que la partie émergée de l'iceberg. En réalité, ces tensions historiques remontent aux origines mêmes du mouvement écologiste. Dès les années 1970-1980, celui-ci voyait déjà s'opposer deux visions stratégiques distinctes² : d'un côté, l'aile radicale des *fundis* prônait la rupture immédiate et la transformation de la société en mobilisant les mouvements citoyens, n'admettant aucun compromis tant que les rapports de force politique ne leur seraient pas entièrement acquis. De l'autre, la frange dite des *realos*, plus modérée, voulait aussi un changement en profondeur de la société pour la faire coïncider avec les grands équilibres de la biosphère mais était prête à des inflexions et des réformes graduelles afin d'inscrire l'écologie au cœur du jeu politique institutionnel et ainsi faire évoluer les choses depuis l'intérieur du système existant. Si cette tension fut vive dans les premières années, elle s'estompée au fil des décennies. La stratégie des *realos* l'emporta largement, permettant aux Verts d'asseoir leur crédibilité électorale et de participer à des coalitions gouvernementales. Mais la récente arrivée au pouvoir des écologistes réactiva cette vieille fracture, sous l'effet conjugué de deux facteurs.

L'épreuve du pouvoir

Le premier facteur est lié aux contraintes qui pèsent sur les partis écologistes une fois au pouvoir et membres de coalitions gouvernementales. Comme le montre l'étude récente de l'université de Darmstadt sur le parti vert allemand, les Grünen ont dû faire des compromis avec leurs partenaires en renonçant à certaines réformes radicales pour obtenir d'autres avancées jugées prioritaires³. Par exemple, la politique énergétique allemande de la transition (*Energiewende*), initialement conçue comme une mutation profonde des modes de production et de consommation, s'est progressivement « édulcorée » en un simple verdissement du capitalisme par des avancées technologiques. Un virage à 180° évidemment dénoncé par les *fundis*. Les *realos* se rapprochent ainsi d'un courant de pensée appelé écomodernisme, né aux États-Unis dans les années 2000 sous l'impulsion des auteurs Ted Nordhaus et Michael Shellenberger du Breakthrough Institute. Ses partisans voient dans les progrès technologiques (énergies propres, agroécologie intensive, géo-ingénierie...) un moyen de découpler prospérité économique et exploitation des ressources. Refusant la décroissance économique, jugée trop radicale, et le *statu quo* destructeur, jugé invivable, les écomodernistes proposent de choisir une « troisième voie » censée concilier croissance du PIB et écologie, la seule selon eux permettant d'atteindre un « *good anthropocene* »⁴. L'aile *fundi*, dont font partie les objecteurs de croissance, dénonce cette vision écomoderniste comme un leurre repoussant aux calendes grecques les transformations profondes jugées indispensables. Le Green Deal, par exemple, cette feuille de route de l'Union Européenne pour la transition, ne serait en réalité pas très différent



Pour les tenants de l'écomodernisme, l'intelligence artificielle est l'une des solutions pour sauver la biosphère.

— Unsplash / Cash Macanaya

Par **Raphaël Stevens**, chercheur et expert indépendant en résilience des systèmes socioécologiques et **Pablo Servigne**, ingénieur agronome et docteur en biologie. Tous deux sont essayistes et spécialistes des questions d'effondrement, de transition et d'agroécologie.



Le feu des catastrophes

La pression augmente. Les dernières nouvelles du climat laissent les scientifiques pantois : sans réduction drastique et immédiate des émissions de gaz à effet de serre, le seuil de +2°C de réchauffement pourrait être franchi dans une quinzaine d'années. Une perspective qui rendrait caducs bien des débats⁸... Face à ce constat, la jeunesse et de nombreux scientifiques se radicalisent, appelant logiquement à la rébellion. L'impression tenace d'un danger imminent, liée à la multiplication des catastrophes, vient exacerber cette fracture historique de l'écologie politique. Entre « nous ne devons rien attendre des mesurées techniques écomodernistes et encore moins des grandes mesures industrielles et capitalistes » et « nous n'avons plus le temps d'attendre une révolution hypothétique », la béance s'agrandit. D'ailleurs, les écomodernistes sont-ils toujours écologistes ? Avec la prise de conscience de l'impasse écomoderniste⁹, certains *realos* reviendront aux fondamentaux, les plus timorés seront même tentés d'ouvrir une quatrième voie, entre écomodernisme et décroissance... Mais combien de voies la mégamachine pourra-t-elle absorber avant que les catastrophes ne les ferment toutes ? Pour le philosophe Slavoj Žižek, seule une véritable catastrophe globale pourrait réellement briser les dénis idéologiques et nous arracher au perpétuel *statu quo* économique et productiviste¹⁰. La question est donc radicale : faut-il nécessairement des ruptures (catastrophes ou révolutions) pour dépasser ce clivage et s'accorder enfin à la biosphère ? —

Cette chronique a été rédigée avant les élections de juin dernier.

1. M. Meaker, « Green Parties Are Gaining Power—and Problems », *Wired UK*, May/June 2023.
2. B. Doherty, « The fundireal controversy: An analysis of four European green parties », *Environmental Politics*, vol. 1, n° 1, 1992, pp. 95-120.
3. J. Marquardt, « How Greens turn gray: Green Party politics and the depoliticization of energy and climate change », *Frontiers in Political Science*, vol. 5, 2024.
4. M. Shellenberger et al., « An Ecomodernist Manifesto », The Breakthrough Institute, Oakland, California, 2015.
5. Voir par exemple K. Hällmark, « Politicization after the 'end of nature': The prospect of ecomodernism », *European Journal of Social Theory*, vol. 26, n° 1, 2022, pp. 48-66.
6. J. Green, « Greening Keynes? Productivist lineages of the Green New Deal », *The Anthropocene Review*, vol. 9, n° 3, 2022, pp. 324-343.
7. B. Latour, *Où atterrir ?*, La Découverte, 2017.
8. Xu et al., « Future of the human climate niche », *PNAS*, vol. 117, n° 21, 2020, pp. 11350-11355.
9. A ce sujet, lire ces deux formidables livres : J.-B. Fressoz, *Sans transition : Une nouvelle histoire de l'énergie*, Seuil, 2024 ; C. Izoard, *La ruée minière au XXI^e siècle : Enquête sur les métaux à l'ère de la transition*, Seuil, 2024.
10. Slavoj Žižek, « Only a catastrophe can save us », Elevate Festival, Graz, Autriche, 15 mai 2023.

Un avenir radieux
1/3

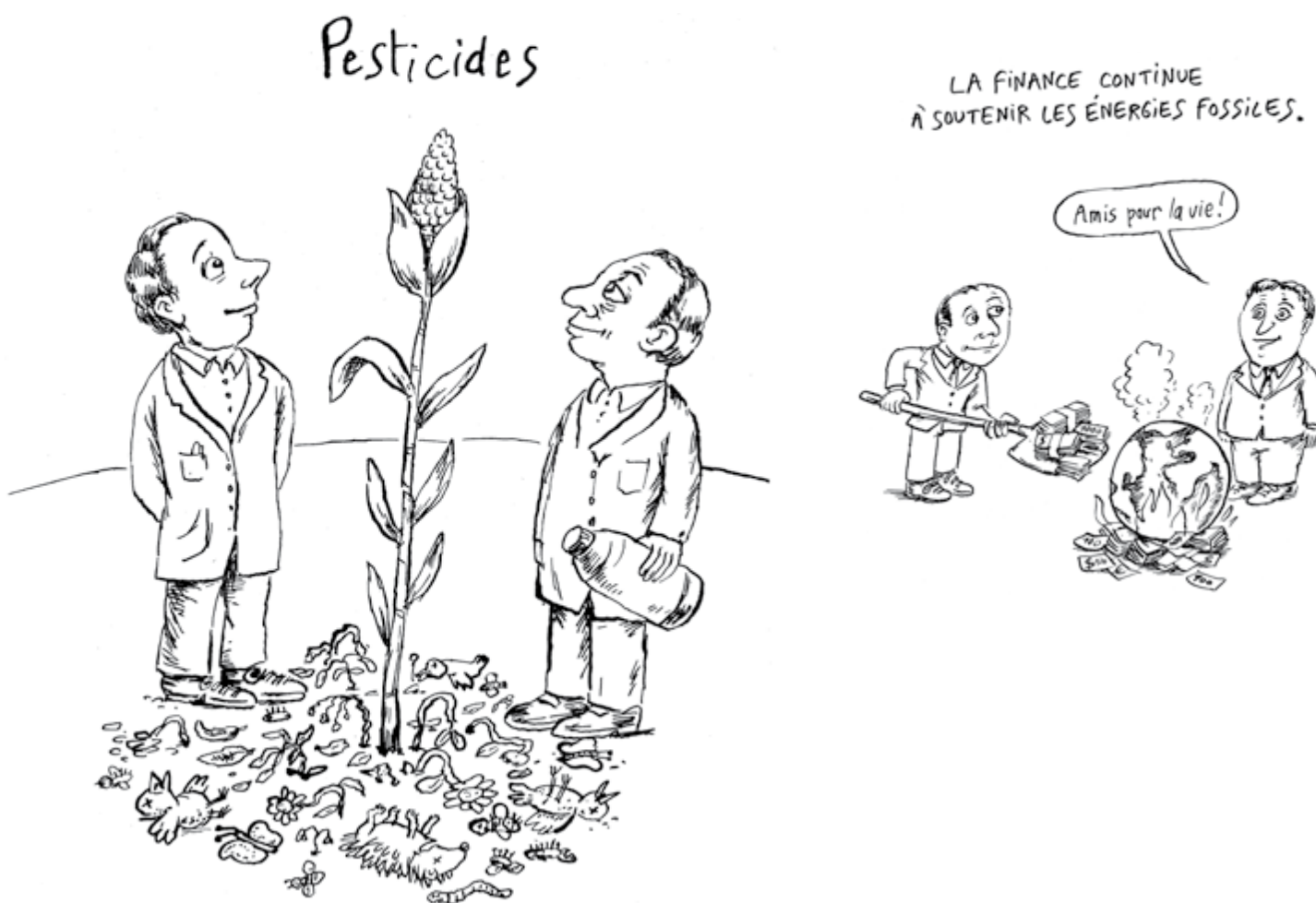
Muzo

« Pourquoi devrais-je me préoccuper des générations futures ? Qu'ont-elles fait pour moi ? » En choisissant comme prologue cet aphorisme du comédien américain Groucho Marx (1890-1977), Muzo plante le décor : son dernier ouvrage illustré, *Un avenir radieux*, sera railleur et malicieux. Dans une mini-série en trois épisodes, *Imagine* vous propose de découvrir ce délicieux livre-tract où rien n'échappe à la plume ironique et politique de l'artiste français : l'urgence climatique, la pollution de l'air et des océans, la surconsommation, l'extinction des espèces... Bienvenue à Muzoland, avec le rire face aux catastrophes !



“L’avenir radieux, c’est un regard ironique, évidemment, sur ce qui nous attend. Parfois, j’ai l’impression d’être embarqué dans un suicide collectif, entouré de fous enfermés dans un car qui fonce droit sur un ravin ! A d’autres moments, je me sens triste, atterré, envahi par une profonde éco-anxiété. Alors j’utilise l’humour décalé, à la manière d’un moraliste. Suis-je pessimiste, cynique, désabusé ? Parfois oui. Car j’ai l’impression que trop peu de gens prennent la mesure exacte de qui nous arrive. Sans parler de celles et ceux qui n’en n’ont carrément rien à foutre et qui ne sont pas prêts à changer quoi que

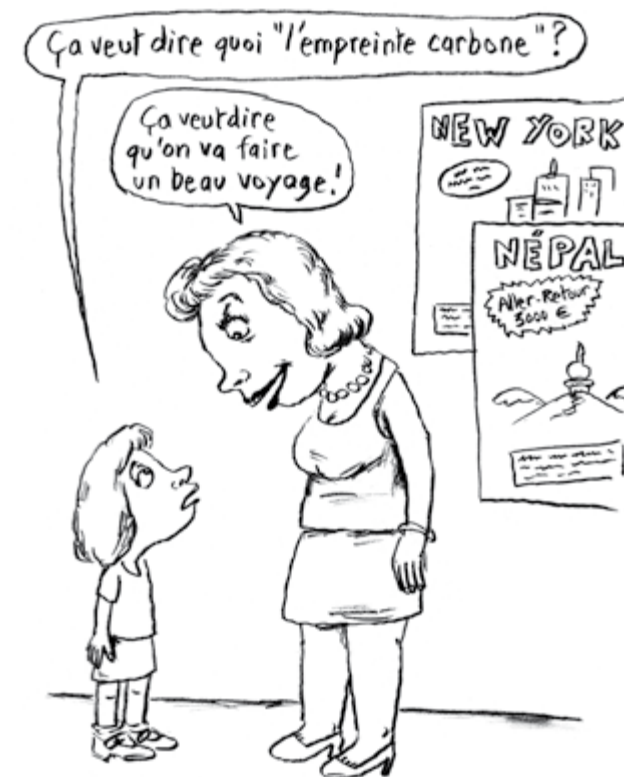
soit, accrochés à leur petit confort. Pendant le Covid, on parlait sans cesse du “monde d’après”. On l’attend toujours ! On n’a jamais autant consommé, voyagé en avion, pollué la Terre. Nous sommes tous et toutes responsables de ce qui nous arrive, et je m’intègre dedans. Mais il y a des responsabilités plus grandes que d’autres. Dans ce livre, j’ai voulu mettre le doigt sur la faute originelle de l’homme (l’appât du gain, la cupidité, l’égoïsme...), qui a notamment engendré le capitalisme, mais aussi la surconsommation, le pillage des ressources naturelles... J’ai pris le parti d’en rire, en espérant que cela puisse, modestement, aider les gens à réfléchir. » — H.D.O.



Jean-Philippe Masson, dit Muzo, 63 ans, est peintre, graveur et dessinateur. Il a collaboré à de nombreux médias : *Hara-Kiri*, *Charlie Mensuel*, *Métal hurlant*, *Libération*, *Le Monde*... Il est également l’auteur d’une trentaine de livres tant pour adultes que pour la jeunesse.

Un avenir radieux, Muzo, Actes Sud, 2024, 109 p.

[instagram.com/muzoscopia](https://www.instagram.com/muzoscopia)



OLIVIA

GAZALÉ

Dans *Le paradoxe du rire*, un livre captivant et roboratif, la philosophe française questionne l'humour, de l'Antiquité à nos jours. Le rire pluriel, tour à tour solaire et obscur, libérateur et excluant, subversif et offensant, politique et consumériste. Dialogue avec une éthicienne qui partage un gai savoir si précieux en ces temps sombres.

« Le rire est une puissante arme thérapeutique »

Après avoir exploré plusieurs champs philosophiques autour de l'amour, du sexe, de la masculinité, des corps..., pourquoi cette envie de questionner le rire, cette

« grâce qui illumine notre existence » ?

— J'ai eu envie de questionner le rire car c'est un objet d'étude aussi fascinant que mystérieux. Le rire est un paradoxe, d'où le titre de mon livre. Il a bien sûr un versant solaire : il est excellent pour la santé physique et psychique, il permet de chasser les angoisses et le chagrin, d'exorciser les pulsions refoulées, de créer de la connivence entre les individus, il fait éclore la joie, etc... Mais il a aussi une face obscure, quand il prend la forme de la moquerie malveillante, du rire de dévalorisation et de dénigrement, voire de persécution, du ricanement collectif, comme dans les phénomènes de harcèlement scolaire. Le rire peut être alors blessant, outrageant, embarrassant, porteur de violence, de mépris ou de haine.

Il fait des victimes.

Le « paradoxe du rire » est le suivant : pour que ce soit drôle, pour que le rire se déclenche, il faut que quelque chose nous surprenne, nous heurte, nous bouscule, nous dérange. Il faut de l'outrance, de l'excès, de l'inconvenance.

Mais c'est précisément cette extravagance qui peut scandaliser, humilier ou blesser. Comment naviguer sur cette ligne de crête très étroite ? Comment heurter sans offenser ? Le rire peut-il être à la fois excessif et raisonnable, inconvenant et bien-pensant ? C'est la difficulté philosophique à laquelle j'ai voulu m'atteler. Et elle est épineuse. Car, comme

« Notre rire humain est en partie l'héritage du rire animal »

l'écrit Stendhal : « rien n'est plus délicat que le rire ».

Quel est votre rapport personnel à l'humour ? Le maniez-vous souvent, aisément ?

— Oui, je ris très facilement et très souvent. A la moindre occasion, je suis d'un naturel rieur et je pratique beaucoup l'humour absurde et l'humour noir. Mais il arrive que mes blagues tombent à plat, ou que je ne rie pas d'une blague dont je suis le témoin ou la cible. J'ai souvent fait cette expérience : quelqu'un me lance une petite blague, une pique qui me vexe. Je me sens humiliée et réponds : « Ce n'est pas très drôle. » Et la personne me rétorque : « Oh ! mais tu n'as aucun humour ! » Et je suis alors humiliée une seconde fois ! Se voir accusée de ne pas avoir le sens de l'humour, c'est très dévalorisant. C'est se montrer incapable de fantaisie, de distance, d'autodérision... Dans certains cas, il faudrait pouvoir répondre : je regrette, ta blague, ce n'était pas de l'humour, mais du sarcasme. Et démontrer pourquoi...

Les études en éthologie démontrent que d'autres mammifères rient et font rire aussi. Qu'est-ce qui nous distingue dans cette mécanique de la gaité, souvent très complexe, convoquant à la fois nos émotions et notre intelligence ?

— Contrairement à ce qu'avait affirmé Rabelais, et avant lui, Aristote, le rire n'est pas le « propre de l'homme ». »

En effet, certains animaux rient, notamment les grands singes. Ce qu'observent aujourd'hui les primatologues, c'est que ce rire animal a une fonction de socialisation et d'apprentissage. Les jeunes chimpanzés poussent les petits cris que nous assimilons au rire lorsqu'ils sont dans une forme d'interaction jugée non dangereuse avec l'homme ou avec leurs congénères, notamment lorsqu'ils jouent entre eux. C'est un rire d'excitation qui jaillit lorsqu'ils se livrent entre eux à des taquineries ludiques (mordillements, culbutes, chatouilles, farces...). Le rire sert ici à signaler que c'est « pour de faux », que l'agression est simulée, que c'est une parodie d'attaque. Grâce à ce rire de jeu, les singes apprennent ainsi à se battre et à se défendre sans se sentir menacés. On retrouve ce rire ludique d'apprentissage chez les jeunes enfants. Notre rire humain est en effet en partie l'héritage du rire animal. Mais à ce rire *naturel*, hérité de l'animalité, l'humanité a ajouté un rire proprement *culturel*, dont la mécanique est purement intellectuelle.

Dans son versant solaire, rappelez-vous, le rire est jouissif, libérateur, cathartique. « Gaité vaut mieux que médecine », disait Voltaire. C'est un antidote puissant contre l'anxiété, le chagrin, notre condition mortelle... Or, il semble si peu pris en considération. Pourquoi d'après vous ?

— En effet, Voltaire avait vu parfaitement juste. La science contemporaine a prouvé que le rire était une puissante arme thérapeutique. Entre autres bienfaits, le rire stimule la circulation sanguine, le système cardio-vasculaire et les échanges respiratoires, favorise l'oxygénation du cœur, du cerveau et des muscles, diminue la pression artérielle, bénéficie au système digestif (massage des entrailles, meilleure élimination du cholestérol, amélioration du transit intestinal), renforce l'immunité et améliore le sommeil. Il contribue aussi à notre bonne santé psychique en favorisant l'action des neurotransmetteurs responsables du sentiment de bien-être (dopamine, sérotonine, noradrénaline, endorphine...). Rire chasse le stress et procure une sensation de détente et d'euphorie, ce qui en fait un partenaire de choix du traitement de l'anxiété, de la dépression et de la démence sénile. C'est pourquoi, même si elle n'est pas encore assez développée, la médecine du rire, la gélothérapie, fait de plus en plus d'émules. On voit aussi se développer des ateliers de « rigologie », des pratiques de yoga du rire... Le rire a également fait son entrée à l'hôpital. Pour redonner le sourire à un enfant alité, rien ne vaut la visite d'une paire de clowns. Les résultats thérapeutiques sont si probants que la clown-thérapie, plébiscitée par enfants, parents et personnel soignant, se développe aujourd'hui dans de nombreux services pédiatriques à travers le monde.

« Le rire a longtemps été un privilège masculin. Le rire féminin était assimilé au rire de la sorcière, de la prostituée, de la prédatrice »

Dans les conflits, au travail, en famille, le rire est un outil de pacification, de renforcement du collectif, de créativité. Or, dès l'enfance, à l'école, dans les entreprises, c'est souvent le sérieux qui prédomine...

— Oui, le sérieux s'impose la plupart du temps, car le rire possède une dimension intrinsèquement subversive, voire transgressive. Il est donc potentiellement dangereux pour le pouvoir et l'autorité. C'est pourquoi la monarchie et l'Eglise s'en sont toujours méfiées et ont longtemps cherché à l'encadrer et à le contrôler. Quant à la tradition philosophique, elle nous enseigne à distinguer le bon rire, le rire de joie, et le mauvais rire, le rire de moquerie. Mais ce clivage me semble réducteur. La moquerie n'est pas nécessairement mauvaise : la satire du pouvoir et des religions, la caricature des puissants, de Voltaire aux chroniqueurs d'aujourd'hui, est salutaire et indispensable. La distinction à opérer, d'après moi, n'est pas entre *bon* et *mauvais* rire, ni même entre *drôle* et *pas drôle* – ce qui est très subjectif –, mais entre l'humour et les autres formes de comique, notamment la satire et le sarcasme. Tandis que l'humour est ludique, rassembleur et pacificateur, la satire est polémique et clivante ; quant au sarcasme, il est porteur de mépris, de violence, voire de haine.

Rabelais a inventé le terme « agélaste » pour qualifier les ennemis du rire. Qui sont aujourd'hui les nouveaux agélastes ?

— Dans l'histoire du rire occidental, l'ennemi numéro un du rire, c'était l'Eglise, qui le considérait comme diabolique. Les censeurs actuels ne condamnent pas le rire en lui-même, mais uniquement le rire qui n'est pas conforme à leurs opinions politiques ou leur intérêt commercial. Il existe aujourd'hui deux types d'entraves à la liberté de rire : la première vient d'en haut, la seconde d'en bas. Commençons par la première. En France, même si la censure juridique est rare en matière d'humour, il existe une censure économico-médiatique. Le danger, c'est la constitution de grands groupes médiatiques, qui possèdent à la fois des chaînes de télévision, de radio, des agences de publicité et des maisons d'édition. Cette hyperconcentration représente une vraie menace pour le pluralisme. Sur certaines antennes, on rit beaucoup (tout en se plaignant de ne plus pouvoir rien dire) mais on n'apprécie pas du tout les blagues sur son propre camp. A cette censure venue d'en haut s'ajoute une menace venue d'en bas. Ici, il ne s'agit pas de censure à proprement parler, mais d'intolérance sociale exacerbée. Sur les réseaux sociaux, un désapprobateur d'une blague peut en fédérer des dizaines de milliers d'autres en quelques minutes pour se livrer à du harcèlement en meute, avec une violence qui s'apparente parfois à de la lapidation

numérique, avec menaces de viol et de mort sur les humoristes. La dérive justicière d'une twittosphère violemment moralisatrice est une dérive alarmante, et le principe de précaution pousse certains humoristes à s'auto-censurer.

Vous analysez la tendance décliniste de notre époque et cette idée selon laquelle, soi-disant, « on ne peut plus rire de rien ». Tout en soulignant un immense paradoxe : via les réseaux sociaux, YouTube, la télévision, on n'a jamais eu autant accès à une telle débauche d'humour. Que vous inspire cette contradiction ?

— Il faut se méfier des lieux communs, ils sont toujours vagues, mal informés, à la fois vrais et faux. Les partisans de la thèse « on ne peut plus rire de rien » évoquent souvent un prétendu âge d'or du rire, situé dans les années 1970, avec Coluche, Desproges, Guy Bedos... Mais c'est une illusion rétrospective. A l'époque, les médias étaient contrôlés par l'ORTF, sous tutelle du Ministère de l'information, qui censurait beaucoup, surtout en matière de politique et de mœurs. Certes, certains sujets sont plus sensibles aujourd'hui, les blagues racistes et sexistes passent moins bien, car la société a évolué. Pour autant, le rire ne meurt jamais, il se déplace et se réinvente, avec de nouvelles audaces, de nouvelles libertés et de nouvelles voix. Les comiques femmes et les humoristes issus des minorités ethnoraciales, tous ces talents autrefois invisibilisés, ont gagné le droit de s'exprimer. Ces nouvelles voix apportent à l'humour de nouvelles thématiques et s'expriment sur de nouveaux supports, notamment la vidéo Instagram ou TikTok, les séries et les podcasts.

De l'Antiquité à nos jours, la place du rire n'a cessé d'osciller selon les époques, les mœurs et la morale en vigueur, les régimes politiques... Avec une « crise du rire » cyclique. En démocratie, comme en dictature, le rire reste une arme au cœur des rapports de pouvoir, à la fois redoutée et redoutable ?


— Le rire a toujours eu, en effet, une fonction politique majeure, comme arme de subversion, mais aussi comme arme de domination. Sa fonction contestataire (satire politique, caricature, parodie du pouvoir) est bien connue, mais le rire a toujours eu également une importante fonction de conservation de l'ordre social. Depuis l'Antiquité, c'est un outil au service du pouvoir. Lors des grandes fêtes antiques, comme les Bacchanales, puis lors des très nombreuses fêtes médiévales, comme le carnaval, on riait à renverser les hiérarchies, à se travestir et à briser les tabous, mais ce monde à l'envers et ce désordre n'étaient là que pour consolider l'ordre et le retour à la normale une fois les festivités terminées. C'est pourquoi la fête était obligatoire pour tout le monde !

« Le rire a toujours eu une fonction politique majeure, comme arme de subversion, mais aussi de domination »



Bio express

Olivia Gazalé est philosophe, essayiste et maître de conférences française. Titulaire d'un DEA de Philosophie de l'Université Paris X et diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle est la cofondatrice et l'ex-présidente des Mardis de la Philo. Elle a publié plusieurs essais autour de l'amour, du « corps parfait », de la virilité... et participé à différents documentaires.

 *Le paradoxe du rire. Et si ce n'était pas toujours drôle ?*, Seghers, février 2024, 416 p.

L'humour est devenu aujourd'hui une marchandise lucrative, une industrie qui tourne à plein régime, du meilleur au pire, notamment à des fins publicitaires. Peut-on réellement

parler de « nouvel opium du peuple », pour paraphraser Karl Marx ?

— Le rire est une marchandise qui s'exporte bien, mais ce n'est pas un produit comme les autres : non seulement il se vend, mais il fait vendre, il est même devenu l'allié indispensable du consumérisme de masse. L'humour s'est en effet étendu au secteur de la publicité et de la mode, qui multiplie les impressions rigolotes sur les vêtements (« J'ai pas un gros bide, c'est le tee-shirt qui est mal foutu », « Tu veux frôler la perfection ? passe à côté de moi », « J'peux pas, j'ai raclette ») et à celui du design, qui invente sans cesse de nouveaux objets ludiques, du tabouret hamburger à la bougie d'anniversaire « *Fuck, you're old* », en passant par la « brosse WC Macron » ou le « presse-agrumes Angela Merkel ». Il n'y a pas ici la moindre ambition de dissidence, de transgression ou de protestation, mais au contraire une adhésion pleine et entière à l'esprit de jeu, d'ironie, de parodie et de surprise qui constitue le fond de notre *culture humoristique*, et qui fait vendre. Le drôle et la fantaisie ont supplanté le beau et l'utile. Ce que nous désirons, aujourd'hui, c'est du *fun*. Faut-il voir là un progrès social ou une régression, une émancipation ou une aliénation ? Il est bien sûr possible de porter un regard très critique sur l'omniprésence du rire. Le consumérisme et la culture humoristiques peuvent être considérés avec suspicion : le rire est une arme au service de la propagande commerciale agressive qui façonne et aliène nos désirs. On peut même l'accuser d'être devenu, après la religion, le nouvel *opium du peuple*, une drogue puissante qui endort les consciences et nous maintient dans une sorte de léthargie désinvolte pour nous aider à accepter l'inacceptable. Mais cette lucidité ne nous empêche pas de rappeler que le rire est la seule drogue gratuite et excellente pour la santé.

Dans sa face obscure, le rire est aussi une dangereuse arme d'exclusion et de domination. A notre époque 2.0, où les frontières virtuelles sont devenues très perméables, sur fond de sarcasmes et de violences verbales, les marchands de haine s'en donnent à cœur joie sous le couvert de la liberté d'expression. Comment endiguer cette vague de fond ?

— Dans toutes les sociétés qui condamnent et pénalisent l'expression de la haine raciale, le comique raciste, islamophobe ou antisémite est devenu le principal vecteur de propagation des stéréotypes raciaux. Le rire est devenu l'unique espace où peut se déployer impunément la pensée raciste.

Le comique autorise en effet à dire des choses qu'on n'a plus le droit de dire sérieusement, du moins publiquement. Il offre ainsi un exutoire à l'hostilité raciale. Le rire raciste remplit donc une fonction idéologique et stratégique majeure : consolider les préjugés racistes tout en protégeant l'image sociale de ses auteurs et de ses amateurs, parce qu'il ne passe plus par la discrimination directe, mais par la dévalorisation et l'humiliation subreptices, dans le cadre prétendument ludique de la blague et du second degré. On peut faire la même remarque au sujet des blagues portant sur d'autres catégories moquées et stigmatisées : les femmes, les homosexuels, les « gros », les handicapés...

Sous couvert d'humour, les blagues viennent consolider des stéréotypes dégradants et participent ainsi aux logiques d'exclusion dont ces catégories sont les victimes au quotidien.

À l'inverse, vous mettez en avant la renaissance d'un humour antiraciste, féministe, écologiste, qui se veut libérateur, émancipateur. Les femmes humoristes, notamment, s'emparent de tous les sujets, même les plus tabous, et revendiquent ce droit au rire. Une révolution est-elle en marche ?

— Le rire a longtemps été considéré comme un privilège masculin. Pendant très longtemps, les femmes n'avaient même pas le droit d'assister aux comédies. Et quand on leur en a enfin ouvert l'accès, elles devaient se placer dans des loges haut perchées et se cacher derrière leurs éventails pour pouffer en toute discrétion. Le rire féminin était assimilé au rire de la sorcière, de la prostituée, de la prédatrice. Pourquoi ? Parce qu'il constitue une triple offense : il offense d'abord la beauté, car il déforme les traits du visage, il offense ensuite la bienséance car « une bouche qui rit promet un corps qui s'ouvre », comme l'écrit l'historienne Sabine Melchior-Bonnet dans *Le rire des femmes*. L'Eglise avait opéré un rapprochement entre le péché de rire et le péché de chair : comme la sexualité, le rire induit une perte de contrôle, un abandon, il ouvre sur le continent défendu de la jouissance. Enfin, il offense la bienveillance, car il est volontiers moqueur. La femme qui rit n'est donc ni belle, ni bien éduquée, ni charitable, surtout si elle rit bouche ouverte, en montrant ses dents.

Heureusement, l'interdit portant sur le rire féminin est aujourd'hui dépassé, du moins dans notre société. La nouveauté, depuis le dernier quart du 20^e siècle, c'est que les femmes se sont emparées de la scène comique, ce qui constitue une véritable révolution culturelle. Elles s'emparent de sujets autrefois réservés aux hommes, à commencer par la sexualité, et cela de manière extrêmement crue et intime, comme Florence Foresti ou Blanche Gardin. Elles se moquent des hommes, mais aussi beaucoup d'elles-mêmes, il y a beaucoup d'autodérision chez les femmes humoristes.

Pour dépasser cette éternelle question « peut-on rire de tout ? » à la fois vieille comme le monde et insoluble, vous plaidez pour un « pacte humoristique ». De quoi s'agit-il ?

— Pour que l'on puisse rire de tout, y compris de la mort, de la tragédie, de l'obscénité et de l'horreur, pour qu'on puisse s'autoriser transgressions, outrances et obscénités, il faut qu'un « pacte humoristique » tacite soit scellé entre les protagonistes, un pacte d'innocuité, de non-agression et d'autodérision. Car, dans cette histoire de rire, la difficulté vient du fait que l'humour n'est pas une affaire d'énoncé, mais d'énonciation : dans quel contexte ? En présence de qui ? Dans quel état d'esprit ? Qui s'exprime ? Qui est la cible ? A la différence du sarcasme, l'humour dessine une éthique minimale, l'éthique humoristique, qui se résume à deux maximes simples. *Primo* : ne pas causer de préjudice à des cibles vulnérables. J'insiste sur l'adjectif « vulnérable », car offenser les puissants ne leur cause pas de préjudice réel, tandis qu'humilier les faibles les affaiblit encore davantage. *Secundo* : savoir rire de soi-même. L'art de rire de soi joue un rôle essentiel dans la résolution du paradoxe du rire. Si l'on veut rire de tout, alors nous, qui sommes partie intégrante de ce tout, nous devons nous inscrire nous-mêmes dans la sphère du risible. Si tout est ridicule, nous le sommes aussi. L'autodérision est la condition de départ de l'humour : il faut être prêt à regarder au fond de soi si l'on veut s'octroyer le droit de regarder au fond des autres. En ce sens, l'humour n'est pas seulement une tournure d'esprit, ou une humeur, mais une sagesse, une philosophie.

En guise de conclusion, vous soulignez les liens de parenté entre l'humour et la philosophie qui poursuivent la même « tentative désespérée de réenchanter le monde ».

Pourquoi « désespérée » ?

— Il existe une parenté profonde entre l'humour et la philosophie. Les deux ont en commun de questionner le monde en prenant de la distance, de s'étonner que les choses soient ce qu'elles sont, de s'aventurer hors des sentiers battus, de douter des croyances et des certitudes, d'interroger les normes, de proposer une lecture alternative de la réalité. Mais si la tentative de réenchanter le monde est « désespérée », c'est que, hélas, ni le rire ni la philosophie ne suffisent à faire reculer la guerre, la barbarie, le fanatisme et la bêtise. Comme l'écrit Romain Gary, « le rire est l'arme blanche des hommes désarmés », et nous le sommes plus que jamais... —

Propos recueillis par Hugues Dorzée

TIDIK

ESPERANZAH!

ABBAYE DE FLOREFFE
26 - 27 - 28 JUILLET 2024

MC ★ SOLAAR • XAVIER RUDD • YAMÊ • ZAHO DE SAGAZAN
LUCKY LOVE • AMADOU & MARIAM • FLAVIA COELHO • PEET
QUEEN OMEGA • KT GORIQUE • ELOI • ...

★ 7 SCÈNES ★
Découvrez 7 univers au cœur de l'Abbaye de Floreffe.
Au programme : concerts, arts de rue, poésie, débat, dj set, drag show, karaoké live...

WWW.ESPERANZAH.BE

#ESPE2024

Logos of sponsors and partners: La 1ère, jam., l'avenir, mousique, imagine coop, Boukè, SILLI, Solidaris, loterie nationale, ÉCONOMIE SOCIALE, W, C'terria, NO, Floreffe, and others.

Porté par les Ateliers de la Colline et différents partenaires, le projet théâtral, documentaire et politique *Les Enfants de la Vallée* se construit pas à pas. Trois ans après les inondations de 2021, la parole des enfants sert de fil rouge à une création en devenir sur fond de catastrophe climatique et sociale.

« Nous sommes la rivière qui dit “prenez soin de nous” »

On entend la pluie tomber à verse. Et les jeunes comédiennes et comédiens de 9-10 ans traversent le cours d'eau en crue, accrochés à une corde tendue d'une rive à l'autre, nous ramenant à ce douloureux 12 juillet 2021, lorsque la Vesdre voisine sortait violemment de son lit.

Il faut les voir, solidaires et déterminés, rejoindre ensuite leur « repaire ». Cette cabane aménagée dans le bois voisin. Leur « temple », comme ils l'appellent. Un endroit « pour se cacher ». Là où ils se sentent bien. En paix. Libres. Enfin.

Et les souvenirs de remonter à la surface. Précis et sans pathos. Manoé se souvient qu'il y avait « au moins deux mètres d'eau » et qu'elle a dormi dans le hall omnisports. Noé a dû aller vivre chez son papy avec son frère « pendant je ne sais plus combien de semaines ». Elenor raconte la voiture de sa maman dans le garage, « retrouvée sous le pont ».

La pièce s'achève sous un tonnerre d'applaudissements. Les visages sont rouges de fierté. Alice Laruelle, la comédienne animatrice, enlace affectueusement sa petite troupe. Leur institutrice essuie une larme discrète. C'est l'aboutissement de plusieurs mois de travail (ateliers, improvisations, écriture) dans le cadre du projet au long cours *Les enfants de la vallée* initié, en 2023, par les Ateliers de la Colline à Seraing, avec le soutien

« Nous sommes la rivière
Qui trébuche sur les cailloux
Qui en a marre d'être polluée
“Arrêtez” ! »

Zia, Mei-Lynh, Nysson, Romane et leurs copains et copines reprennent leur souffle avant de poursuivre, concentrés et à l'unisson, leur émouvante récitation chorale :

« Nous sommes la rivière
Qui, de la vallée, regarde les étoiles la nuit
Qui admire la forêt dans son reflet
Qui aime écouter le chant des oiseaux (...)
Nous sommes la rivière qui nous dit prenez soin de vous,
prenez soin de nous. »

Ce matin-là de mai, les élèves de quatrième année de l'école communale de Jusleville (Theux) font vibrer la scène du centre culturel La Marlagne, transformée en torrent.



Sur la scène de La Marlagne, les enfants de l'école d'Angleur reproduisent *Le radeau de la méduse* de Géricault.

de différents partenaires (centres culturels, Théâtre National...). Un projet à la fois documentaire, artistique et politique, avec des animations scolaires, des entretiens enregistrés d'adolescents, la préparation d'un film signé Jonas Luyckx qui débouchera en 2025 sur une création théâtrale du même nom, destiné aux adolescents et aux adultes, présentée aux Rencontres Théâtre Jeune public de Huy.

« Une conscience écologique »

« C'était trop bien », « J'ai pas tout compris », « C'est une histoire vraie ou inventée ? »... Après le spectacle, le bord de scène animé par la comédienne Marie-Camille Blanchy permet aux autres élèves participants à cette session de trois jours à La Marlagne – l'école communale de Chênée-centre, d'Angleur-centre et d'Hodimont – de donner leur avis, poser des questions. Trois jours durant lesquels ils vont monter sur scène, échanger, peindre une fresque collective, coucher leurs émotions sur papier...

« Ce moment de mise en commun est l'aboutissement d'une dizaine de séances de travail au cours desquelles nous avons abordé différents thèmes : les inondations, la crise

climatique, leurs souvenirs personnels... », explique Alice Laruelle, assistante à la mise en scène. « Au fil du temps, la parole individuelle est devenue collective. Ces enfants, si peu écoutés, ont pourtant des choses à nous dire. Leur conscience écologique est là, bien vivante. Ils sont sensibles au monde qui change, à la pollution, aux inégalités. Au fi-

nal, on a choisi de raconter une histoire de résilience, de résistance. »

A l'école d'Angleur-centre, entièrement inondée en juillet 2021, cette collaboration faisait particulièrement sens, mais il a fallu la construire dans le temps. « Nos élèves étaient en première année au moment de la catastrophe, explique leur institutrice. Ça touche un sujet forcément sensible, mais l'équipe a abordé les ateliers de manière profondément respectueuse, non dramatique. Nous avons organisé une réunion d'information, envoyé un courrier aux parents pour leur de-

mander l'autorisation de participer à cette classe verte à La Marlagne. Nous avons eu cinq refus sur quatorze. Finalement, on a pu venir. Et le résultat est formidable : je suis tellement fière d'eux ! Ce travail théâtral les a transformés. Il a renforcé la cohésion dans le groupe, élargi leur »

« A 9 ou 10 ans, les enfants peuvent aussi sortir de l'émotionnel, s'emparer de concepts, se poser des questions avec un esprit critique »

Ferdinand Despy, comédien animateur

vision, notamment autour de cette nécessité de prendre soin de la nature. »

Dans cette petite école ancrée dans un quartier populaire et multiculturel, située entre le canal de l'Ourthe et La Meuse, l'équipe éducative conserve un souvenir à la fois douloureux et mobilisateur de cette rentrée 2021 : l'école dévastée par les flots, l'évacuation des déchets, le nettoyage, le tri, la reconstruction des lieux... « Personne ne pourra oublier ce moment, poursuit l'enseignante. Il a fallu construire un après. Des parents ont quitté le quartier. De nouveaux élèves sont arrivés. Ce travail de mémoire est important. Il faut continuer à en parler, y compris avec les enfants, car certains ont vécu un vrai traumatisme. J'en connais qui, longtemps après le drame, ne parvenaient toujours pas à dormir quand ils entendaient la pluie. » Simon Darat est assistant en psychologie. Il travaille dans le secteur de l'Aide à jeunesse en région verriétoise et il a accompagné l'équipe des Ateliers de la Colline lors des interviews filmées d'enfants, d'adolescentes et d'adolescents, sinistrés ou non, qui vont servir de matière pour le spectacle. « Face à un tel événement, chacun et chacune réagit à sa manière, selon son vécu, sa liberté de parole, sa personnalité. Lors de ces échanges, on a vu de la timidité, de la gêne, de l'exaltation, des digressions... Des enfants incapables d'en parler et d'autres qui parlent sans filtre, sans gravité. Nous avons souvent un regard d'adulte, un idéal protectionnel d'éviter de "raviver un traumatisme enfoui", mais le souvenir, le traumatisme, ne sont pas toujours là où l'on croit. Pour certains d'entre elles et eux, ce qui a été le plus marquant, ce ne sont pas les torrents de boue ou les voitures détruites, mais leur poupée qui a disparu, le chien du voisin qui est mort, leur matériel scolaire de rentrée détruit... », résume Simon Darat.

« Ce travail de collecte de témoignages montre, une fois de plus, que la parole des enfants est précieuse, indispensable, légitime. Y compris sur des sujets de société complexes. » Ferdinand Despy, comédien animateur, qui a mené les ateliers à l'école de Chênée, confirme cette approche : « Lors de nos improvisations, on a parlé des pillages et des cambriolages pendant les inondations. De là, on est arrivé sur la notion d'auteurs, de responsabilité, de peine, de justice... On a imaginé un tribunal en s'interrogeant sur l'origine de cette catastrophe : faut-il incriminer la nature, le climat, les hommes, la pauvreté ?... C'était extrêmement riche. A 9 ou 10 ans, ils peuvent aussi sortir de l'émotionnel, s'emparer de concepts, se poser des questions avec un esprit critique. »

Cette philosophie est au cœur du projet des Enfants de la vallée, comme le rappelle Mathias Simons, metteur en scène : « A travers les différents ateliers, nous avons

« Leur conscience écologique est là, bien vivante. Ils sont sensibles au monde qui change, à la pollution, aux inégalités »

Alice Laruelle,
assistante à la mise en scène

travaillé sur plusieurs éléments formels : la choralité, la personnification de la rivière, le parlement des enfants... L'idée est d'intégrer certains élèves dans la pièce finale et de s'appuyer sur toute cette belle matière accumulée. Sur le fond, il s'agit d'aborder le sujet de manière vraiment systémique et politique. Il s'agira d'une fiction documentée, qui abordera différents éléments de réflexion autour de la violence sociale, du péril écologique, de notre manière de cohabiter désormais avec la rivière... » Avec, au bout du processus créatif, une pièce chorale, fruit d'une formidable aventure collective. Des « enfants de la vallée », petits et grands lanceurs d'alerte de l'urgence climatique et sociale. — H. Do.



Des ateliers de théâtre pour traiter, avec fantaisie parfois, les crises environnementales.

Imagine et les Ateliers de la Colline

Depuis le lancement, en 2023, de leur projet théâtral Les enfants de la vallée, Imagine s'est associé aux Ateliers de la Colline à Seraing pour suivre celui-ci dans la durée. Un partenariat en droite ligne du journalisme constructif, mémoriel et transversal qui constitue notre marque de fabrique. Depuis les inondations de juillet 2021, Imagine s'inscrit dans le temps long, avec un suivi des enjeux essentiels (climat, inégalités, santé, aménagement du territoire...) et la publication, notamment, d'un hors-série inédit (80 pages) *Renaître après le déluge. 2021-2022, chronique d'un sinistre social et climatique*, qui a également servi de base de travail à la compagnie de théâtre sérésienne¹.



1. Ce hors-série est toujours disponible en format papier et/ou PDF (10 euros/n°). Commande via la plateforme kiosque.imagine-magazine.com (onglet « numéros et archives ») ou via info@imagine-magazine.com.

Après la pluie

« C'est l'histoire d'une crue », racontent Quentin Noirfalisse et Jérémie Parotte, co-auteurs du remarquable documentaire *Après la pluie*, sorti début juin. Pendant trois ans, les deux réalisateurs originaires de la région, sont retournés à Verviers, Pepinster, Nessonvaux, dans les vallées de la Vesdre et de l'Ourthe, pour écouter, documenter, enquêter, raconter la « première plus grande catastrophe climatique belge du 21^e siècle » qui a fait 41 morts, des dizaines de milliers de sinistrés, et causé pour 2 milliards de dégâts. Un film-trace, à la rencontre de Nicole, Martine, Muriel et Maria, toutes sinistrées, pour (re)vivre au fil des mois « l'après déluge » qui n'en finit pas. Traumatismes enfouis, précarité sociale, interminable bataille juridico-administrative, conflits avec les assureurs... *Après la pluie* raconte leur désarroi, la solidarité partagée, leur attachement aux lieux, les entrepreneurs-escrocs, la dévaluation et la spéculation immobilière, la responsabilité des décideurs publics. Des témoignages d'une grande dignité, remplis de bon sens et d'esprit critique, recueillis dans la durée, sans pathos ni misérabilisme. Ceux-ci font œuvre de mémoire. Et nous ramène, la gorge nouée, l'esprit en éveil, à hauteur d'une catastrophe sociale et environnementale d'une gravité extrême et trop vite oubliée à l'échelle du pays.

Mais la force de ce documentaire, c'est aussi sa portée prospective et systémique. En associant l'hydrologue Audrey Douinot, l'artiste plasticien Christophe Henry, alias Le Gros Henry (LGH) ou encore l'urbaniste Paola Viganò, chargée par la Région wallonne avec des scientifiques de l'Université de Liège de concevoir un schéma stratégique « Laboratoire Vesdre », il va un pas plus loin. En analysant tous les aspects de cette « crue du siècle » : l'urbanisation, l'artificialisation des sols, les forêts construites en monoculture... Et en se projetant vers le futur, jusqu'en 2050, avec les risques climatiques à venir, la nécessaire cohabitation avec les fleuves et la nature, notre rapport à l'habitat, etc. Un film au final d'une grande clarté, humain et pédagogique, qui parvient à dépasser le drame pour en faire un outil de résilience et d'imagination. — H. Do.



Après la pluie (85') est projeté en Belgique et sera diffusé à la RTBF. Infos : leparcdistribution.be

La vie des choses

Et si on s'arrêtait un instant pour s'interroger sur notre rapport aux objets qui nous entourent ?

Plus que toute autre, notre époque est productrice d'objets. Les continents de plastique et le Black Friday en sont les signes. Mais que savons-nous des choses qui nous entourent ? Quel soin leur portons-nous ? Quelle richesse relationnelle entretenons-nous avec elles ? Les révolutions industrielles n'ont pas simplement accru notre quantité d'objets. Elles ont profondément transformé nos rapports à eux. Opulence d'objets d'un côté, pauvreté des relations avec eux de l'autre.

Objet de dédain ?

Etre traité comme une chose ou un objet, c'est être perçu comme un moyen pour une fin définie par l'usager. « Etre la chose de quelqu'un », c'est être utilisé par lui sans considération de ce que nous sommes véritablement. Les expressions « machin » ou « machin chose » signalent aussi ce dédain. « Objet » est par ailleurs tiré du latin « ob-jectus », être « jeté devant » comme un obstacle, qui a donné « objection » et qui traduit le grec « problema » (provenant de *pro-ballein*, jeter devant), comme si l'objet était pour nous un problème. Est-ce le cas ? La plupart du temps, nous ouvrons le robinet pour boire ou nous laver les dents, sans le considérer en lui-même. Il est alors purement utilitaire. Nous ne le considérons que quand il ne marche pas, qu'il est un obstacle dans la réalisation de notre objectif.

On pourrait sous-estimer le « problème » que cette attitude représente, mais nous nous contenterions alors de modes relationnels utilitaires aux objets et nous nous aveuglerions sur le pouvoir que les choses ont sur nous, pensant au contraire les utiliser à notre profit.

Comment vont les choses ?

On prête souvent aux choses des propriétés fixes. Notre appréhension première des choses est liée à leur stabilité. Elles résistent au temps. Cela risque de nous faire oublier un aspect : les choses sont fragiles, s'usent et se cassent. Elles ont une vie. Steve J. Johnson, l'un des auteurs à l'origine d'un domaine récent d'études,

les *Maintenance and repair Studies*, nous invite à faire l'hypothèse d'un monde toujours cassé (*broken world thinking*)¹.

Que se passe-t-il quand nous prenons comme point de départ l'érosion, la fêlure, la fragilité, l'usure, la dissolution, le déclin plutôt que la stabilité et la résistance, ou encore l'innovation et le progrès ? Se dessine alors la possibilité d'un regard plus soigneux sur les choses qui nous entourent.

Reprenons notre robinet : on vérifiera le degré de résistance à l'ouverture ou à la fermeture, la puissance et la direction du jet d'eau pour diagnostiquer la quantité de calcaire qui obstrue le mousseur, la qualité du joint à la base du robinet et la fermeté de sa fixation au lavabo².

Je vous suggère alors un petit exercice de maintenance dans le lieu où vous vous trouvez : inspectez ce qui vous entoure, de la peinture des murs aux pieds de la table ; auscultez-les pour voir dans quel état ils sont et si cet état justifie un entretien. L'examen n'est pas que visuel et statique. Il faut tourner autour, faire résonner pour écouter les messages délivrés par les sons, toucher, humer, ouvrir et démonter peut-être aussi.

L'expérience personnelle est importante parce qu'on ne voit pas beaucoup les activités de maintenance ; on n'en parle pas. Il n'existe aucun blockbuster sur la maintenance. Imaginez le film *Infrastructure* (prononcez à l'américaine). Une musique de fond accompagne le générique. Elle est dense et rapide, puissante et stressante. Quelque chose va manifestement se passer... On est au fond des égouts. Deux gars inspectent des murs suintants. Il y a une fuite d'eau ! Petite certes. Mais qui sait ce qu'elle peut devenir dans dix ans ?³ Qui verrait là une histoire ? Il faut des événements et des héros. Or, dans la maintenance, il n'y a ni l'un ni l'autre. Nous ne racontons donc jamais des histoires de maintenance. Mais cela signifie aussi que l'on ne parle jamais de ces métiers-là. On ne se dit pas avec envie quand on est petit : plus tard, je serai superviseur de panneaux de signalisation ! Pompier ou sauveteur en mer, oui. Car l'imaginaire de la maintenance n'est pas



— Geoffrey De Schutter

PHILOCITÉ
Par Gaëlle Jeanmart,
philosophe, maître
de conférence à
l'ULiège, auteure de
*Comment devenir
un philosophe grec*
(PUF, 2023)
www.philocite.eu



Nous pensons utiliser les choses à nos fins, assez peu que nous sommes gouvernés par elles. Elles sont régulièrement conçues pour nous faire adopter certains comportements ou nous empêcher d'en adopter d'autres.

le même que celui de l'accident, de la catastrophe, ni même de la panne ; celle-ci a ses héros, même modestes. Comment considérez-vous en effet le mec qui parvient à rallumer votre chaudière en hiver ?

Le pouvoir des choses

Nous pensons que c'est nous qui utilisons les choses à nos fins, assez peu que nous sommes gouvernés par elles. Elles sont pourtant régulièrement conçues pour nous faire adopter certains comportements ou nous empêcher d'en adopter d'autres. Le dos d'âne par exemple est conçu pour nous contraindre à freiner, les accoudoirs sur les bancs publics, pour nous empêcher d'y dormir. On voit par là se dessiner un champ de perceptions et d'interrogations des objets en tant qu'ils sont les réceptacles d'obligations et d'interdictions. Questionnement d'autant plus important que c'est une direction globale des politiques publiques, gouvernées par un principe d'efficacité : on évite d'avoir à en passer par des interdictions explicites, des lois, pour rendre mécaniques nos comportements⁴. Depuis 1975, le port de la ceinture de sécurité est obligatoire, et on en sanctionne l'oubli ; aujourd'hui une sonnerie de plus en plus forte se déclenche lorsqu'elle n'est pas bouclée.

Derrière cette puissance des choses, on trouve des concepteurs humains. Mais les choses ont aussi du pouvoir sur nous indépendamment d'une intention humaine. Perec, dans *Les choses*, raconte l'histoire banale de Sylvie et Jérôme, qui abandonnent leurs études parce qu'ils ont envie d'avoir un appartement un peu

plus grand, une machine à laver, des repas plus diversifiés. Ils ont envie « d'autres choses ». Gagnant leur vie, ils sont grisés du monde de choses nouvelles et raffinées qui s'ouvre à eux. Ils découvrent le tweed, les lainages de qualité, les cravates en soie, la hiérarchie des marques de chaussures, passant des Weston aux Bunting, puis des Bunting aux Lobb. Et d'objet en objet, c'est une vie qui se tisse comme si ceux-ci en étaient le moteur. Sommes-nous si éloignés de Jérôme et de Sylvie ? Quand on parle du « pouvoir d'achat », ce pouvoir est-il finalement bien le nôtre, d'acheteur ? Ne serait-il pas davantage celui des choses, à nous posséder ? Comment les choses agissent-elles sur nous ? Et il ne s'agit pas là seulement de se demander comment notre désir d'en avoir gouverne nos choix quotidiens. Mais aussi ce qu'elles nous font faire, parfois sans que nous n'en ayons même conscience ou envie. Machinalement. —

1. RethinkingRepairPROOFS(reduced)Aug2013.pdf (cornell.edu)
2. En philosophie, on trouve cette distinction de traitement des objets chez Heidegger, dans deux expressions : être-à-portée-de-main (quand le marteau n'est là que pour frapper) et être-sous-la-main (quand le manche est désolidarisé par exemple et que je vois le marteau pour lui-même, dans son état réel).
3. Cf. l'émission de John Oliver, *Last Week Tonight Infrastructure: Last Week Tonight with John Oliver (HBO)* (youtube.com) où il évoque une scène de la vie quotidienne : un père offre à son fils une boîte de Lego *Maintenance d'un pont* : c'est vendeur, non ? Le slogan : « Tu le maintiens. Si tu le fais correctement, il ne se passe rien. Et à la fin tu meurs. »
4. cf. notamment l'article sur les Nudges, *Imagine* n° 145

D'une musique des « laissés-es pour compte » à l'industrie mainstream, le rap a-t-il perdu son âme engagée pour verser dans les travers capitalistes ? Rap et écologie sont-ils compatibles ? Comment le milieu traite-t-il de ces sujets ? Analyse d'un courant musical à l'influence mondiale et tentative de déconstruction systémique des clichés qui l'accompagnent.

« C'est quoi notre quartier ? C'est le potager ! / Qu'est-ce qui fait kiffer ? Etre à walpé ! / Chacun sa carotte et chacun son poireau / Personne qui poi-

reaute, personne qui reste sur le carreau. » Après avoir œuvré comme « ouvriers de la bêtise » au sein de (feu) le groupe PANG, Monkey et Flo se souviennent des lyrics. Né sur un champ de carottes à Grez-Doiceau, PANG reste aujourd'hui encore l'unique référence de « rap bio belge » pour celles et ceux qui ont connu l'époque du Toilette Sèche Powa. Dix ans plus tard, les MCs acceptent de faire le bilan, calmement. Rendez-vous au café le Pantin, où la séparation a été actée : « J'aurais eu envie de continuer, confie Monkey. Il y a encore tellement d'espace pour pouvoir dire des trucs. Personne n'a vraiment repris cette place. » Lors d'un baroud d'honneur à la Tricoterie en 2023, PANG appelle à la reprise du flambeau. Mais le feu de joie allumé par cette expérimentation musicale zéro budget millième degré peine à prendre en dehors du milieu qui l'a vu naître : « On était bookés à la Fête de l'Environnement et dans des habitats groupés. Les gens qui venaient nous voir étaient surtout des blancs CSP+ comme nous. Mais on leur apportait un message fun, ni trop dark, ni moralisateur, les deux extrêmes qu'on peut trouver dans le rap et l'écologie. » Malgré leurs flows maîtrisés, les rappers de PANG restent étiquetés écolos, comme si les deux mondes n'étaient pas faits pour se rencontrer. »



À droite, Akhenaton, leader du groupe IAM, l'un des rares chanteurs de rap "à l'ancienne" a se sentir "concerné" par les causes environnementales. Ici, en concert sur la grande scène de la fête de l'Humanité en 2014.

Planète rap

conçue pour durer ?



Orelsan — *Baise le monde*

Je pensais jamais rentrer dans des soirées select
Open bar, j'me sers un toast avec une grosse crevette
Pêchée par un chalutier à l'est de Madagascar
Qui détruit la barrière de corail sur son passage
Qui fait que les pêcheurs ont plus de travail
Ils ramènent rien aux villageois qu'ont plus rien à grailer
Vu qu'eux crevettes sont devant moi
Euh, pourquoi je pense à ça ? C'est pas l'instant

Monte le son, monte le son pendant que je fais péter le champ'
C'est ma chanson préférée, ça parle de tuer des gens
D'un type qui trafique la mort pour s'acheter des jantes
Pour un SUV qui consomme énormément
Pendant que la pollution fait quatre millions de morts par an
Mais pourquoi j'y pense à ça ? C'est pas l'instant

Nouveau survêt, je suis sur mon trente-et-un, c'est pas l'31
Juste un samedi soir, t'inquiète pas, c'est rien
Mentalité « zéro lendemain »
Tout ira bien tant qu'mon verre est plein
Dites au voisin qu'on va jamais baisser l'son
Majeur en l'air vers le ciel, baise le monde, baise le monde
Baise le monde, baise le monde, baise le monde
Nah, nah, nah, nah, nah



AU LARGE

Les relents racistes ont beau lester l'atmosphère, Aya Nakamura - artiste francophone la plus écoutée au monde - ouvrira la cérémonie des Jeux Olympiques. Y'a pas moyen (Djadja) de passer à côté de celle qui cumule 9 millions d'auditeurs et auditrices par mois. En Belgique, les rappeurs Damso et Hamza sont en tête des streams. En France, le rap représente un morceau joué sur deux sur les plateformes en ligne. D'après les données des sociologues Karim Hammou et Stéphanie Molinero : en 2018, 71 % des 15 - 24 ans écoutaient du rap. Potentiellement, il est un vecteur puissant pour s'adresser aux plus jeunes. L'une de ses chambres d'écho : les festivals.

Depuis son virage 100 % hip-hop en 2018, le festival Les Ardentes à Liège n'a cessé de grandir. Il atteint désormais 25 hectares et 210 000 spectateurs, ce qui en fait le plus grand festival de rap en Europe. Sur le site internet, à côté des plus grosses têtes d'affiche du rap d'aujourd'hui, on peut lire l'inscription : « We can't wait to have you all on board with us. Thank you for choosing Les Ardentes Airlines » (« Nous sommes ravis de vous accueillir à bord. Merci d'avoir choisi Les Ardentes Airlines ») flanquée d'un tampon façon fausse carte d'embarquement. Une communication hors-sol qui semble relever de la maladresse plus que du désintérêt pour la question écologique à en croire Jean-Yves Reumont, programmateur des Ardentes : « J'ai beau être le plus attentif possible aux attentes de la génération de notre festival [la Gen Z ; les personnes nées entre 1997 et 2010], des réflexes que j'avais depuis des années doivent changer. On essaie tous à nos âges [46 ans] de faire mieux. » Cendriers de poche, concours de tri de déchets et distributions de bons d'achat en échange d'un téléphone recyclé : s'il n'y a pas lieu de douter d'une volonté de faire « mieux », force est de constater qu'il ne s'agira pas de faire « moins ». A la décroissance Les Ardentes oppose l'envie des jeunes de se rassembler massivement pour « faire la fête et penser à autre chose ». Génération YOLO. (You Only Live Once / On ne vit qu'une fois) Difficile de ne pas faire le lien avec Orelsan et son *Baise le Monde* (lire ci-contre).

Si pour les rappeurs des années 90, le rapport au cash relevait de l'amour-haine (*L'Argent pourrit les gens*, NTM, 1991), il semblerait que l'adage du rap actuel soit tout pour l'oseille : « On a jamais connu l'échec, aujourd'hui on encaisse les chèques » (RK, 2017). Pour Benjamine Weill, autrice de l'ouvrage *A qui profite le sale ? Sexisme, racisme et capitalisme dans le rap* (éd. Payot, 2023), le rap a été « arraché de son arbre hip-hop vers un terreau plus libéral ». Capturée par l'industrie, la version OGMisée du rap participerait d'une idéologie capitaliste, mais aussi raciste et sexiste. La métaphore agricole n'est pas si fortuite : « Ça fait longtemps que la question m'accompagne », confie celle qui a d'abord eu du mal à se sentir concernée par une écologie qu'elle trouvait « très bourgeoise ». Depuis, elle s'est approprié ce vocabulaire : « Je compare le rap capitaliste à un rap sous effet de serre. Je me pose la question de comment faire du rap propre, du rap recyclable ? » Les rappeurs sous egotrip - égéries et débiteurs des marques de luxe - ne sont-ils aujourd'hui que les soldats du capitalisme ? « Le meilleur moyen d'être écologiste, c'est d'être anticapitaliste », conclut-elle.

A qui profite la maille ?

1992. Le groupe français Assassin, emmené par son leader Rockin'Squat, sort le premier - et l'un des rares - morceau de rap ouvertement écolo intitulé *L'Ecologie : Sauvons la Planète !* Suivront quelques prises de position de Keny Arkana, Akhenaton (IAM) ou Kery James. D'après certains « experts » autoproclamés (et peu reconnus dans le milieu), les rappeurs et rappeuses qui prennent parti pour l'écologie sont des anciens qui n'ont plus rien à prouver. Une analyse peu étayée qui repose néanmoins sur une distinction à laquelle on fait encore référence aujourd'hui : le clash éternel entre « ancienne » et « nouvelle école » (expression qui deviendra d'ailleurs en 2022 le titre d'une série de télé-réalité destinée à dénicher les nouveaux talents du rap français).

« Ils ont travesti le R-A-P / Je fais partie des rescapés. / Ils ont encensé la médiocrité / Ils ont fait du hip-hop de la variété », chante Kery James en 2016. Les anciens pointent du doigt le désengagement des plus jeunes. Digéré par l'industrie, le rap s'est vidé d'une partie de sa substance critique : « Le rap aujourd'hui c'est la cuillère de Nutella dans la bouche. C'est du divertissement, point », assène Vinz Kanté, influenceur écolo et fondateur du média LIMIT. Une phrase coup de poing qu'il nuancera par la suite. Dans son café de quartier, un thé à la menthe sur la table et des antiquités tout autour, le passionné de rap pourrait s'exprimer des heures sur le sujet : « Je reste persuadé que le rap a un rôle à jouer dans l'éveil des consciences autour de l'environnement et la mise en action

« Je reste persuadé que le rap a un rôle à jouer dans l'éveil des consciences autour de l'environnement et la mise en action politique »

— Vinz Kanté, LIMIT

politique. Ce ne sont pas Clara Luciani, Angèle ou même un discours de Mélenchon qui changeront les choses. Ce sont les Algérino, JUL, Damso. »
Encore faut-il admettre que les disciples

du rap ont quelque chose à dire sur le sujet. Crises sociale, anti-racisme, violences policières... encore souvent considérée comme la musique des « laissés-pour-compte », l'opinion publique part du principe que les rappeurs ont d'autres chats à fouetter. Pour justifier le manque de prise de position écologique des plus pauvres, on en appelle à la fameuse - et ô combien manichéenne - opposition : « fin du mois » versus « fin du monde ».

« Quand on galère à remplir son frigo, on n'a pas le temps de penser à manger bio / sauver la planète / s'engager pour l'écologie. » Biffez la mention inutile. Ce constat résonne à chaque comptoir, à quelques mots et intonations près. Et s'il admet une part de vérité - les conditions matérielles d'existence empêchent les classes les plus populaires d'avoir accès à une alimentation saine, des loisirs, la nature ou même la vie militante -, il véhicule aussi une vision dangereuse et symptomatique d'un mépris de classe intériorisé. Pourquoi ? Un : les classes populaires n'ont pas l'apanage du rap. Et, spoiler, les classes moyennes et aisées n'ont pas non plus le monopole de l'écologie. Sauf de leur écologie. Deux : cette vision erronée amène à une dépossession des classes populaires de la question écologique par les classes supérieures. Concrètement : « Les pauvres n'ont pas le temps de se poser ces questions, donc ne les écoutons pas. » Au mieux, on tente d'"intégrer" et d'"inclure" ces populations dans des projets pensés pour eux plutôt qu'avec eux. Au pire, on les applaudit de consommer et gaspiller si peu. « Bravo les pauvres d'être pauvres ! » écrit ironiquement la politologue Fatima Ouassak. Ce que certains appellent écologie, d'autres l'appellent la « hess » (la misère en argot). Dans son ouvrage *Pour une écologie pirate* (La Découverte, 2023), Fatima Ouassak démontre comment (et pourquoi) »

les classes populaires sont exclues des questions écologiques, alors qu'elles sont par ailleurs les premières victimes du réchauffement climatique. D'après elle, leur « manque d'intérêt » résulte d'un « désancrage organisé et systémique » qui fait des habitants et habitantes des quartiers populaires des « sans-terre » et donc des « sans-pouvoir ». Sur leurs lieux de vie ultra bétonnés, des immeubles, des parkings et des décharges sortent de terre. Il y est possible de polluer en toute impunité « puisque l'on ne cesse de [leur] répéter que cette terre n'est pas la leur ». En liant la lutte des classes, la lutte antiraciste et la lutte écologique, Fatima Ouassak détruit une fois pour toutes l'argument selon lequel, pour les classes populaires, l'écologie est secondaire. La figure du « pirate », qu'elle convoque comme symbole de liberté, traverse également l'œuvre du rappeur Booba. Chanson, ligne de vêtements, surnom donné à ses fans (les « ratpis ») et aujourd'hui, un label musical : la piraterie n'est jamais finie.

Pour débusquer Peet et Morgan, il faut se rendre à la lixière de Bruxelles. Les anciens membres du 77 - groupe de rap bruxellois - ont élu domicile dans une maison avec jardin, potager et garage aménagé en studio d'enregistrement. Ces temps-ci, les légumes se font plus rares : « Pendant le Covid, on a fait un potager de l'enfer avec des centaines de tomates. C'est apaisant d'être sur une petite parcelle de terre et d'avoir la chance de la cultiver », raconte Morgan. Quelques interviews et un titre plus tard (« Pacha Mama ») les deux compères héritent de l'étiquette de « rappeurs écolos ». Aujourd'hui ils s'en amusent mais souhaitent remettre les choses au clair : « On fait du rap parce qu'on aime la musique. On n'est pas le poing levé. On chante ce qu'on vit », précise Peet. Soucieux de leur environnement, ils sont aussi conscients de leurs contradictions : « Ce qu'on veut c'est développer nos projets musicaux et ça nous amène parfois à faire des choix comme celui de prendre l'avion pour quelques dates ou faire du merchandising avec des textiles importés. Il y a un moment où les deux mondes ne se rejoignent pas. »

L'équilibre financier - comme celui de leurs convictions personnelles et déclarations publiques - est encore fragile pour les deux Bruxellois qui tracent maintenant leur route en solitaire, avec deux projets éponymes qui font la part belle aux sentiments et à l'introspection. Si la démarche de Peet et Morgan n'est pas « politisée », elle n'en reste pas moins « politique », puisque nombreux sont ceux qui se retrouvent dans leur musique.

L'influenceur belge Vinz Kanté en est convaincu : ce qu'il manque à l'union salvatrice du rap et de l'écologie, c'est du temps, un « gars qui ouvre la voie » et, surtout, un langage commun : « A mon sens le rap ne doit pas parler d'«écologie», d'«environnement» ou de «décroissance». Ces termes sont bornés. Il faut trouver de nouveaux mots et des punchlines pour parler de ça. Le rap doit faire dans le néologisme. »

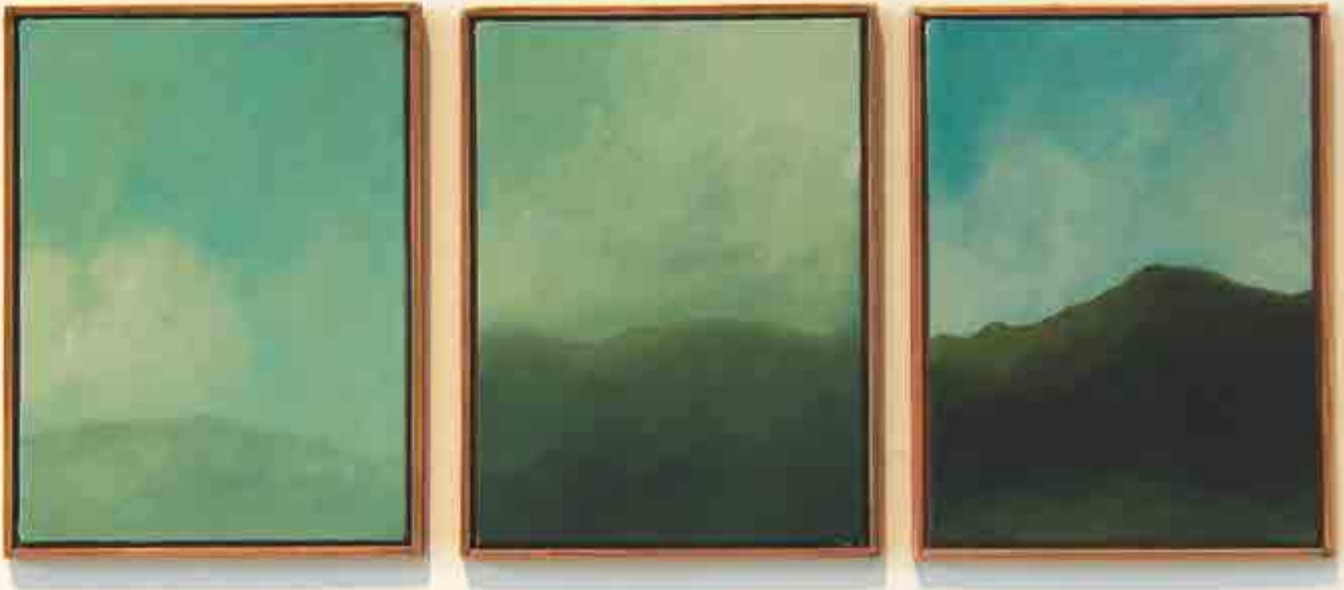
« J'ai poussé sur le béton, comment tu veux que je connaisse l'éclosion ? » Sur les slides projetées dans les écoles, le rap

La playlist express *Imagine*

- **Assassin**
Sauvons la planète !
- **Zamdane**
Poussière
- **Keny Arkana**
Tout le monde debout
- **Orelsan**
Baise le monde
- **Akhenaton & Shurik'n**
La fin de leur monde
- **BXII**
Carencés
- **Lémofil**
Pétrole
- **Josman**
Mort ce soir
- **Nekfeu**
Besoin de sens
- **Clean my Calanques feat Bantous**
Cleaner Organisé
- **Stress**
On n'a qu'une Terre
- **Louis VI feat la Nature**
Orange Skies

de Zamdane et les animations du studio Ghibli se substituent aux 170 pages de la synthèse du rapport du GIEC. Le message est incarné, concret, soutenu par des chiffres mais aussi des références culturelles communes, portées par des figures auxquelles les classes populaires peuvent s'identifier. Féris Barkat (22 ans), Sanaa Saitouli (*lire son portrait dans Imagine n°158*), Abdelaali El Badaoui et le rappeur Sefyu forment Banlieues Climat. La Belgique n'a pas de banlieues, mais des quartiers qui connaissent des phénomènes similaires de ghettosisation. En faisant entrer par effraction les préoccupations sociales (la santé, l'alimentation ou le logement) dans l'écologie, Banlieues Climat ouvre une fissure d'espoir dans l'esprit de celles et ceux qui ne se sentaient jusqu'à présent ni concernés ni impliqués dans un combat « blanc-bobo-écolo » perdu d'avance. L'objectif est clair : créer de nouveaux narratifs pour une écologie de toutes et tous. Même constat chez Vinz Kanté qui compare le dérèglement climatique à la Marche des Titans et assure que Damso est, avant tout, « décroissant ». Mais le récit dépend aussi de la personne qui le raconte. L'influence grandissante des rappeurs sur la jeune génération et l'ADN du courant pousse à regarder dans cette direction.

Ainsi, tout le monde n'a pas la vocation à être un portedrapeau et certains le sont malgré eux. La rappeuse Casey - considérée comme éminemment engagée sur les questions d'antiracisme - témoigne dans une interview : « [Mes textes] ne sont pas une espèce de réflexion politique. Je suis noire et je vis en France. C'est mon ressenti, mon vécu, un témoignage de l'intérieur. C'est aussi simple que cela. [...] Ça n'a rien de politique, c'est un réflexe ». Quoi qu'il en soit le rap est - et restera - là où on ne l'attend pas. — Camille Loiseau



Fenêtre panoramique, l'eau brûle,
18x14cm, 2023

Mégane Likin

“ Le paysage est pour moi la meilleure façon de traduire ce que je ne parviens pas à dire, de portraiturer le trauma sans le montrer, une toile de fond pour parler d'autre chose, de l'effacement, de l'absence... Il y a dans la nature une beauté tragique, c'est sublime et magique à la fois, passionnant à observer. S'y voit la transformation, le temps qui passe, l'impossibilité de revivre une seconde fois les choses - et la conscience écologique de ce qui disparaît. Dans ma dernière série, Chambres intérieures, les tableaux sont encadrés : elle est inspirée de ces paysages qui défilent par la fenêtre lors d'un trajet en voiture, tel un travelling. Au fil de la marche, des images s'installent dans notre mémoire, dont nous n'avons même pas conscience. J'en réinterprète le souvenir dans mon atelier. Je désire questionner notre capacité à encore observer alors que notre monde est rempli d'images qui se succèdent toujours plus vite sur les réseaux sociaux. Je cherche à traduire à la fois la lenteur, c'est la nature, elle prend du temps, et la vitesse que nous imprimons en accélérant les choses. » —



Les Fagnes 00, technique mixte,
9x12,5cm, 2020

meganelikin.com
Des œuvres de Mégane Likin sont exposées dans le cadre de l'exposition collective **Beyond Horizons** à l'espace Dorotheum, rue aux Laines 13 à Bruxelles, jusqu'au 15 septembre (sur rdv du 22/07 au 15/08), du lundi au jeudi de 11 à 18 h, le vendredi de 11 à 16 h.

La nature de l'art



« Winter is coming »...
La devise de la maison Stark
dans la série *Game of Thrones*...
Une façon de composer avec notre
écoanxiété ? Ou de nous renforcer
dans notre passivité ?

Bertrand Cochard

« Ce temps passé
devant des séries,
nous ne le passons
pas à changer
le monde »

Les séries, à présent
disponibles à tout instant
et « à la demande », ont
envahi nos vies. Devenues
une activité culturelle
majeure, elles captent une
bonne part de notre temps
libre. Bertrand Cochard,
philosophe, spécialiste de
Guy Debord – et spectateur
de séries – porte sur elles
un regard critique.



— Maggy Lutz

**Comment les séries se sont-elles imposées
comme pratique de loisir aussi dominante ?**

— Il y a d'abord une raison conjoncturelle : leur consommation a explosé à l'occasion du confinement et il n'y a pas eu de retour en arrière. Mais les plateformes étaient clairement prêtes à répondre à la demande. Dès les années 2000, de grands cinéastes s'y sont intéressés et elles ont été de plus en plus financées. Les séries sont surtout parfaitement profilées pour s'adapter à notre quotidien. Il y en a pour tous les goûts, dans tous les formats : les courtes pour le trajet dans le métro, celles qu'on peut regarder distraitement en cuisinant, celles devant lesquelles s'installer confortablement le soir... Elles ne réclament pas énormément de concentration ni d'énergie, sont une occupation parfaite après le travail dont nous sortons épuisés. Elles nous permettent de nous oublier nous-mêmes, grâce à l'attachement aux personnages, au suspense, aux péripéties. Nous savons qu'à la sortie nous nous retrouverons à l'identique, mais nous pouvons au moins nous oublier pendant la traversée.

**Le rapport au temps est au cœur de nos relations
avec les séries ?**

— Le propre de la série est de nous placer dans un tunnel fictionnel dans lequel nous oublions le temps. On appelle « flow » cet état mental agréable dans lequel nous met une pleine concentration dans la réalisation d'une tâche. D'ordinaire, ce flow et le temps qui passe sans que nous nous en apercevions sont la conséquence de l'activité. Or la consommation excessive des séries en fait un but ! Je crois que nous leur demandons de faire passer le temps à notre place. Les zones du cerveau consacrées à la rumination et à l'auto-référencialité sont moins actives. Ça dit beaucoup sur notre rapport au loisir, au travail, aux écrans... Notre accès au temps libre est récent et nous ne savons pas bien quoi en faire. Nous laissons ainsi le soin à une autre activité de le rythmer.

Par ailleurs, un long métrage demande une attention plus soutenue qu'une série : combien disent ne plus pouvoir se concentrer sur un film qui dure 1 heure 30, 2 heures ? De plus, si nous préférons le cinéma, il nous faut à chaque fois réfléchir, faire l'effort de choisir un titre. Une série nous en dispense, aussi longtemps qu'elle dure, c'est rassurant et confortable. Attention, je tiens à dire que je pars de mon expérience de spectateur, c'est une critique du dedans.

**Vous vous portez en faux contre les laudateurs des séries
qui vantent les apprentissages qu'elles permettraient...**

— C'est le cheval de Troie des séries que de prétendre nous instruire. Bien souvent, leurs amateurs et amatrices reconnaissent aisément que cela prend beaucoup de temps mais donnent comme argument qu'ils y apprennent des choses – sur le consumérisme en regardant *Mad Men*, sur la taxe carbone avec *D'argent et de sang*, etc. Mais si vous les questionnez ensuite sur ce qu'elles et ils retiennent, cela se limitera à leur attachement aux personnages, à un

« Si vous voulez de la
pensée, vous n'allez pas
en priorité la chercher
dans les séries. Ce sont
des produits culturels
industriels qui, par
conséquent, ne doivent
pas se couper de trop
nombreux publics. Les
idées qui vont y être
développées vont être
assez consensuelles »

ou deux plans... Comme nous en consommons énormément, elles glissent dans notre mémoire.

Si vous voulez de la pensée, vous n'allez pas en priorité la chercher dans les séries. Ce sont des produits culturels industriels qui, par conséquent, ne doivent pas se couper de trop nombreux publics. Les idées qui vont y être développées vont être assez consensuelles. Je n'estime pas toutes les séries nulles, mais ce sont des produits de divertissement ! La plupart des intellectuelles et intellectuels qui défendent les séries disent qu'elles ont un potentiel émancipateur, font de nous de meilleurs citoyens. Bien entendu certaines peuvent légitimement être considérées comme des chefs-d'œuvre. Mais je suis toujours gêné quand des industries culturelles prétendent capter le discours critique et nous donnent des leçons sur le monde tel qu'il ne va pas – alors qu'elles en font elles-mêmes partie. On ne peut pas laisser à ce point aux industries culturelles le soin de nous prémâcher ce discours critique, qui, à ma connaissance, ne porte par exemple jamais atteinte à l'infrastructure matérielle qui leur permet d'exister.

**Or cette consommation de séries n'est pas
sans conséquences.**

— Non. D'abord sur le plan cognitif : elle passe inévitablement par les écrans, or nous savons que la surexposition à ces derniers a des effets négatifs sur notre bien-être en général, provoque des troubles de l'attention, des problèmes de sommeil... Ensuite les modes de production et de diffusion – pensez aux serveurs liés à la VOD – sont très énergivores et ont des conséquences écologiques lourdes. Et puis leur mode de consommation, qui nous replie sur la sphère privée, a des conséquences sociales. Enfin, même s'il ne faut pas diaboliser les séries, nous passons un temps délirant à les regarder. Et cela a des conséquences politiques aussi : ce temps passé à regarder des séries nous ne le passons pas à autre chose – notamment si j'ose dire à « changer le monde ». Guy Debord définit le spectacle comme quelque chose qui donne l'illusion de l'activité dans les conditions mêmes »

de la passivité. C'est particulièrement vrai pour les séries. Beaucoup d'auteurs et autrices disent que les séries nous aident à composer avec nos anxiétés. Ainsi dans *Game of Thrones*, le fameux « *winter is coming* » nous permettrait de nous rapporter à l'angoisse écologique... Qu'est-ce que cela signifie ? Que les séries nous mettent face à l'imminence d'une catastrophe en nous la faisant consommer sur un mode spectaculaire, et que nous n'avons pas l'intention de la prévenir ? Je trouve au contraire encore plus angoissant de contempler ainsi le désastre en spectateur, avec une passivité qui l'entretient et une inertie qui nous conduit dans le mur...

Une passivité induite par nos rythmes de vie ?

— Après avoir rédigé une thèse sur Guy Debord, j'avais envie de faire connaître ses idées à un plus large public – et puis les éditions L'échappée m'ont proposé d'écrire sur les séries... Un des concepts intéressants de Debord est celui de temporalité pseudo-cyclique. Depuis la mise en place du système capitaliste, l'ensemble de la société est entré dans l'histoire : depuis le 19^e siècle, nous vivons une sorte d'accélération exponentielle des forces historiques, avec une transformation très importante des conditions de vie, des manières de produire... Mais Debord constate que la vie quotidienne des individus, elle, reste infra-historique, parce qu'elle est rythmée par les marchandises que nous consommons – par exemple les séries, les nouvelles versions de l'iPhone, les vacances... –, engagée dans des rythmes cycliques qui vont reproduire les mêmes conditions d'existence, d'année en année. Il y a donc un décalage entre les forces historiques dictées par des logiques économiques (et qui nous conduisent à la catastrophe) et la vie quotidienne des individus, rythmée par des cycles marchands. Et nous assistons en spectateurs et spectatrices, impuissantes, à des processus historiques dont nous savons qu'ils vont nous broyer mais que nous renonçons à vouloir dévier. Parce que nous sommes engagés dans notre vie de tous les jours dans des rythmes temporels qui nous séparent de l'histoire.

Malgré tout, vous repérez dans un certain nombre de séries une idéologie diffuse ?

— Bien entendu, ce monde des séries est tellement composite et hétérogène qu'un contre-exemple pourra toujours être opposé à tout argument. J'ai néanmoins été marqué par la récurrence d'une idéologie particulièrement populaire à l'heure actuelle selon laquelle le bonheur de l'individu ne dépendrait que de lui, quelles que soient les circonstances de sa vie, car il ne tiendrait qu'à lui de changer son récit. Il s'agit quand même d'une forme de pensée très individualiste, néolibérale... et très présente dans les séries. Je propose aux lecteurs et lectrices de faire attention à ça, de constater sa diffusion discrète dans nombre d'entre elles. Cette idéologie et cette façon de concevoir l'individu sont particulièrement adaptées à l'ère contemporaine, au régime néolibéral dans lequel nous nous trouvons.

Vous questionnez également la présence forte des questions identitaires.

— Je ne sais pas dans quelle mesure on peut tenir les séries pour responsables de cette accentuation, mais elles jouent certainement un rôle, et pas uniquement celui de reflet. Depuis quelques années s'est mis en place un « *marché de la diversité* » comme l'appelle l'auteur espagnol Daniel Bernabé, qui a écrit *Le piège identitaire, l'effacement de la question sociale* (L'échappée, 2022). Nous devons nous situer, nous hiérarchiser en fonction de notre appartenance. C'est particulièrement marquant dans certaines séries, notamment dans les premiers épisodes, où des personnages vont très vite marquer leur identité à travers leur lien à telle ou telle communauté. Personne n'a envie que certains groupes soient sous-représentés, même dans les industries culturelles, mais on peut remarquer que cette surexposition de la question identitaire se fait au détriment de l'exposition de la question sociale, des inégalités matérielles et de la critique du capitalisme. Malheureusement nous vivons dans une économie de l'attention où, si celle-ci est dirigée vers certains problèmes, cela va contribuer à en laisser d'autres dans l'ombre. Et je soupçonne que la question identitaire traitée de cette manière-là – et je dis bien de cette manière-là, parce qu'elle peut l'être de manière beaucoup plus subtile – par les industries culturelles serve les intérêts du système en place plutôt que d'alimenter des dynamiques progressistes... —

Propos recueillis par Laure de Hesselle



Pour aller plus loin

Bertrand Cochard, *Vide à la demande*, L'échappée, 2024.

Cinéma

Only the River Flows / Wei Shujun



Il semble pleuvoir en permanence à Banpo, petite ville chinoise du milieu des années 90. En partie détruite, pas encore reconstruite, elle est comme dans un entre-deux, dans l'attente peut-être du « miracle économique » chinois. Le cinéma est transformé en bureau d'investigation de la police locale – au cinéma, « *plus personne n'y va* ». Le cadavre d'une vieille dame est retrouvé au bord de la rivière, l'inspecteur Ma Zhe se voit chargé de l'enquête, alors qu'il s'interroge sur sa vie personnelle et son enfant à venir. Wei Shujun a tourné en pellicule ce somptueux vrai-faux polar à l'atmosphère sombre et onirique, dans lequel Ma Zhe s'enfonce dans le désarroi et le doute face à une hiérarchie incapable, l'intolérance de la société, la peur du monde à venir. En dessinant, en son cœur, une ode au cinéma. Fascinant. — L.d.H.

1 h 42, sur les écrans dès le 10 juillet.

Langue étrangère / Claire Burger

Fanny, adolescente strasbourgeoise, débarque à Leipzig chez sa correspondante allemande pour un mois d'échange linguistique. Mais Lena n'est guère accueillante, elle a d'autres choses à faire, d'autres combats à mener – le féminisme, l'environnement, la lutte contre l'extrême droite – et une mère récemment célibataire un peu trop tentée par la bouteille. Alors Fanny brode, cherche à se rendre intéressante... Et les deux jeunes filles de se rapprocher. Claire Burger explore la jeunesse d'aujourd'hui et le couple franco-allemand – l'amitié dit-on d'ailleurs de l'autre côté du Rhin – à travers ce pas de deux (très joliment interprété) d'adolescentes partant à l'assaut de la militance, de la politique, de l'amour, en ces temps si incertains et obscurs. — L.d.H.

1 h 35, dans les salles à partir du 18 septembre.



Les fantômes / Jonathan Millet



Réfugié syrien venu d'Alep, Hamid a vécu l'horreur des geôles du pouvoir de Bachar. Il débarque en France, errant de centres d'accueil en chantiers de construction : il cherche un homme. Dans sa quête obsédante, pas de place pour sa propre reconstruction, son installation. Lors de ses appels, il ment à sa mère, installée dans un camp libanais, s'inventant une vie. Jonathan Millet, venu du documentaire, signe ici un saisissant film d'espionnage – porté par l'interprétation puissante d'Adam Bessa – pour lequel il s'est plongé en profondeur dans les témoignages et l'histoire de ces exilés syriens lancés secrètement à la poursuite des bourreaux du régime. La barbarie, toujours hors champ (le travail sur le son est remarquable), accompagne le moindre mouvement de ces réfugiés à la fois brisés et déterminés, balançant entre justice et vengeance, mais chez qui subsiste l'espoir de retrouver la paix. — L.d.H.

1 h 46, dans les salles à partir du 21 août.

Docu

Soundtrack to a Coup d'Etat / Johan Grimonprez

Avec un incroyable talent de monteur, colleur, accordeur, Johan Grimonprez nous plonge dans les archives des années 1960 pour retracer la terrible histoire de l'accession au pouvoir puis de l'assassinat de Patrice Lumumba, la longue bataille des nations nouvellement

indépendantes au sein de l'ONU, la résistance (abo)minable des Etats coloniaux, la lutte des Afro-Américains pour leurs droits, l'utilisation par les Etats-Unis des géants du jazz pour détourner l'attention de leurs coups bas. Mêlant les témoignages de l'écrivain In Koli Jean Bofane, de la militante féministe et indépendantiste Andrée Blouin, de Nikita Khrouchtchev, extraits de textes, somme formidable d'images historiques, musiques... il construit un passionnant kaléidoscope et une charge imparable contre la Belgique et les USA, trop avides de ses richesses que pour rendre justice au peuple congolais. — L.d.H.

2 h 30, dès le 11 septembre sur les écrans.



Dans chaque numéro, *Imagine* donne carte blanche à des libraires pour sélectionner et chroniquer les livres de leur choix. C'est au tour de la Librairie PAX, à Liège, de nous partager ses lectures préférées du moment.



Essais

Les arbres qui cachent la forêt / Benjamin Nolleaux

Benjamin Nolleaux est un garde-forestier passionné par son travail. Dans ce livre apaisant, il partage avec ses lecteurs et lectrices le récit de son quotidien au milieu des arbres. À travers ses réflexions tantôt techniques, tantôt philosophiques et souvent poétiques, il rend un hommage vibrant aux forêts ardennaises. Il réfléchit aussi beaucoup à l'avenir de ces forêts artificialisées et exploitées à outrance à l'heure du changement climatique. Au fil des saisons, il propose des solutions pour laisser s'exprimer la forêt de demain. Un livre formidable qui donne envie d'aller se promener le long de la Semois. — **Nicolas Javaux**
Weyrich, 2023, 288 p.



La ruée minière au 21^e siècle / Célia Izoard

Cette enquête sur la géopolitique des matières premières et sur l'impact des mines sur notre environnement révèle la vacuité de nombreux discours qui parlent de transition et de la crise écologique. L'étude de Célia Izoard démontre que le passage au tout électrique ne pourra se réaliser matériellement : nous ne sommes pas en mesure d'extraire suffisamment de métaux au cours des vingt prochaines années. Au-delà du constat, elle essaye de proposer des pistes pour sortir du régime minier et contester l'emprise du numérique dans nos vies. — **Nicolas Javaux**
Seuil, 2024, 352 p.



Romans Le nom sur le mur / Hervé Le Tellier

Que pouvait écrire Hervé Le Tellier après l'incroyable succès de *L'Anomalie* (prix Goncourt 2020, 1 500 000 exemplaires vendus) ? La réponse est dans ce livre, court mais brillant. Un livre enquête sur un jeune résistant de la Drôme, mort à 20 ans. Mais aussi un livre de réflexions : réflexions historiques sur la résistance et la collaboration, sur le courage et l'héroïsme, réflexions actuelles : pourquoi cet inutile regain d'intérêt pour L.F. Céline, écrivain peut-être doué mais dont l'antisémitisme forcené choquait même les autorités allemandes d'occupation et surtout comment expliquer le retour de l'extrême droite, très semblable (sous son déguisement démocratique) au fascisme des années 1930 ? — **Hugues Judong**
Gallimard, 2024, 176p.

Histoires simples / Lionel Trouillot

Ces histoires simples, souvent très courtes, racontent la vie à Haïti, principalement à Port-au-Prince. Certaines parlent de violence et de misère, d'autres du désir des hommes... et du désir des femmes. Le vaudou n'est jamais très loin et avec lui son cortège de morts-vivants et de vivants-morts. Il occulte cependant les aspects les plus sombres de Haïti : guerre des gangs, épidémies, famines... Myopie d'un privilégié ou volonté délibérée de choisir « *la rare victoire d'une tendresse, d'un sourire* » ? Nous avouons que nous aimerions avoir la réponse à cette question. — **Hugues Judong**
Actes Sud, 2024, 128 p.



Eutopia / Camille Leboulanger

Camille Leboulanger imagine avec brio une société postcapitaliste, une vie utopique mais possible. L'auteur se base sur les théories du sociologue Bernard Friot et du collectif Réseau Salarial pour développer notamment la Déclaration d'Antonia dont voici quelques principes : « *Il n'y a pas de propriété sans usage* », « *Toute propriété finit à la mort* », « *L'être humain n'est pas, ni ne peut être considéré comme une ressource* ». Eutopia, c'est aussi le récit ou plutôt les mémoires du citoyen Umo que l'on suit de la naissance à la vieillesse et qui nous guide dans ce monde en paix et organisé. Ce livre est un manifeste pour une vie meilleure, un travail ambitieux qui mérite d'être lu. — **Céline Paggetti**
Argyll, 2022, 656 p.



La lucidité / José Saramago

« *Un classique est un livre qui n'a jamais fini de dire ce qu'il a à dire* », écrivait Italo Calvino. Une phrase qui s'applique à merveille à *La Lucidité* de José Saramago. À chaque élection, le livre du prix Nobel de littérature portugaise semble de moins en moins prophétique et de plus en plus réaliste. Le jour d'un scrutin, 83 % de la population a spontanément décidé de voter blanc. Lassés des jeux politiques, les électeurs décident de s'exprimer en ne choisissant aucun des partis qui se présentent. Le roman questionne la légitimité démocratique, les dérives dictatoriales, se moque des théories du complot et, surtout, montre à quel point les dirigeants peuvent être sourds aux revendications des citoyens. Saramago écrit un roman splendide qu'aurait pu résumer la célèbre citation de Claude Frisoni : « *Les hommes politiques feraient bien d'écouter nos voix, avant de les compter.* » Une lecture édifiante qu'il est bon de (re)lire au lendemain d'un scrutin électoral. — **Nicolas Javaux**
Points, 2007, 384 p.

Festivals

Esperanzah !

Avec l'été, Esperanzah est là ! Le festival s'est transformé, en multipliant les espaces – ils seront sept – pour diversifier les ambiances et doubler les artistes invités. Depuis le Jardin, la scène la plus large et fédératrice avec MC Solaar, Zaho de Sagazan, Amadou et Mariam, Lucky Love ou Flavia Coelho, jusqu'au chapiteau du Wakatay où s'enchaîneront les spectacles de cirque de jour, transformé en piste de danse la nuit, en passant par la scène Nova, accueillant les émergents, comme Porcelain ID, Akar collectif ou Baby Volcano, ou encore La rugissante, mêlant stand up et rock brut... Quant au Village des possibles, lieu de débats et réflexion politique, il s'intéressera au colonialisme et au silence qui l'entoure toujours aujourd'hui. — **Du 26 au 28 juillet à Floreffe. www.esperanzah.be, 081 44 15 18.**
Imagine est partenaire de l'évènement.



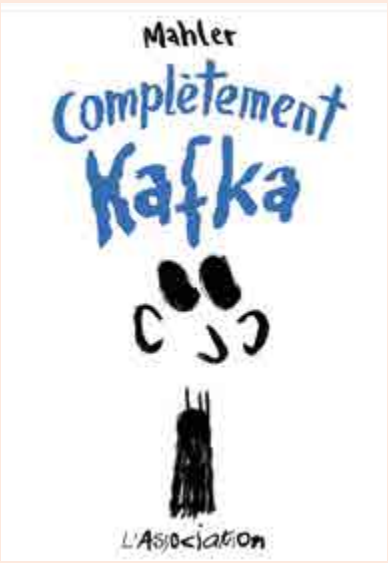
Aluminé Guerrero

— Melina Serber

BD

Complètement Kafka / Mahler

Franz Kafka est mort le 3 juin 1924 au sanatorium de Kierling, dans les environs de Vienne. Un siècle plus tard, son œuvre autant que sa figure continuent d'habiter notre époque, peut-être même plus que jamais. L'une et l'autre ont pourtant souvent été mal comprises, et à vrai dire le sont encore (il n'y a pour s'en persuader qu'à regarder les images d'une émission littéraire française où des écrivains aussi ridiculement indigents que Philippe Besson et Faiza Guène s'amusent à tailler en pièce *La métamorphose* sous les rires gras du public). Il faut dire que les livres de Kafka sont de l'alcool fort pour le monde contemporain, et qu'on ne s'y aventure pas sans prendre le risque d'en être profondément transformé, ou plutôt déplacé. Si l'on ne peut que conseiller ardemment la lecture de l'extraordinaire biographie que Reiner Stach a consacrée au génie (trois mille pages d'intelligence en trois tomes, soyez prévenus), on se délectera aussi de l'épatant *Complètement Kafka*, une sorte de biographie résumée écrite et illustrée par l'autrichien Mahler, qui propose aussi des éléments d'analyse puisés aux meilleures sources. Signaler que l'auteur est autrichien n'est pas anodin : il est mitteleuropéen comme Kafka et il teinte son récit d'un certain réalisme magique que n'aurait pas renié Franz. Surtout, qui a déjà lu Mahler sait qu'il est d'une sombre drôlerie, ce qui convient parfaitement à Kafka, dont on oublie trop souvent de rappeler que l'œuvre, pour inquiétante qu'elle soit, est aussi pêtée d'un humour caustique. — **Ph.M.**
L'Association, 2024, 128 p. Traduit de l'allemand par Aurélie Marquer.



LaSemo

Durable et familial, LaSemo rassemble musique pour les grands – de Patti Smith à IAM, de Pomme à Saule, Rori ou (encore) Zao de Sagazan – et les petits – d'Aldebert aux Déménageurs –, fanfares, théâtre de rue et débats – avec entre autres Rokhaya Diallo ou François Gemenne – et même concerts de sosies, produits des producteurs locaux ou de petits créateurs. — **Du 12 au 14 juillet à Enghien. www.lasemo.be.**
Un partenariat Imagine.



Pomme

— Lian Benoit

Naturarchy

Nous devons changer de paradigme, établir une nouvelle relation, inclusive et équitable, avec le vivant, décoloniser la nature, construire l'ère du « synocène », l'ère de notre symbiose avec Gaia. C'est le point de départ de la collaboration entre artistes, scientifiques et juristes dont une partie des résultats sont montrés ici (une publication suivra à l'automne). Poésie, immersions, rituels, les sciences deviennent sensibles, palpables, les datas prennent vie et nous invitent à renouer avec le vivant. – Jusqu'au 29 septembre à iMAL, à Bruxelles. www.imal.org, 02 410 30 93.

**Haunted Waters
Nonhuman
Nonsense, 2022**



Regenerative Futures

Quelles sont les solutions ? Comment habiter la Terre sans la détruire ? C'est autour de ces questions fondamentales, vitales, qu'est construite l'exposition anniversaire pour les dix ans de la Fondation Thalie. Design, art et sciences s'y mêlent pour célébrer la beauté des gestes, des matériaux, prospective, alertes et ouvertures vers un autre futur, fait de collaborations, réelles et inspirées entre l'humain et le non-humain. – Jusqu'au 28 septembre à la Fondation Thalie, à Bruxelles. www.fondationthalie.org, 02 446 03 43.



Ariane Loze / L'archipel du moi

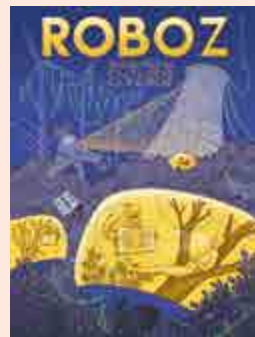
Festival
littéraire

Vidéaste, comédienne et performeuse, Ariane Loze réalise des vidéos caustiques et singulières. Elle seule interprète tous les personnages, dialoguant par le champ-contrechamp. Mondanités, voix intérieures, discours d'entreprise, théories politique – sa dernière production s'inspire du penseur écologiste Ivan Illich et de son texte *Energie et équité* – l'artiste nous parle de notre monde néolibéral, narcissique, consommateur. – Jusqu'au 3 novembre au MACS Grand-Hornu. www.mac-s.be, 065 652 121. Avec en parallèle l'exposition consacrée à Orla Barry, *Shaved Rapunzel & La petite bergère punk*

Expos

Roboz

Et vous, vous le voyez comment le futur ? Roboz, proposition du centre culturel et de la bibliothèque de Marchin, vous invite à brainstormer dans la joie avec des écrivain-es, des conteur-euses, des penseur-euses, des bricoleur-euses, des musicien-nés, des marcheur-euses – et même notre rédacteur en chef. Libérez vos imaginaires à propos d'agriculture, de luttes sociales, d'accès aux énergies ou à l'eau, d'utopie... Et explorez la puissance des mots, du verbe, pour transformer demain notre réalité. – Du 12 au 14 juillet à Clavier-Station (Condroz). roboz.be, 085 41 35 39. *Imagine* est partenaire de l'évènement.



Elliott Erwitt

Il aura tout photographié, des stars aux enfants, fait de la publicité comme de la photo d'architecture, du grand reportage comme de la *street photography*. Les chiens, aussi, seront ses modèles de prédilection. Nous avons tous croisé un jour l'une de ses images, elles sont plus de 215 rassemblées ici, et témoignent de la drôlerie et du profond humanisme d'Erwitt, en balayant des décennies de grande et petite histoire. – Jusqu'au 5 janvier 2025, Grand-place de Bruxelles. expo-elliott Erwitt.com.



New York City, USA, 2000

Les cahiers documentaires imagine

DEMAIN LE MONDE SLOW PRESS

Vous êtes enseignant-es, chercheur-euses, éducateur-trices... ? Vous avez besoin d'outils de qualité pour décoder les crises sociales et environnementales avec des jeunes de 16 à 25 ans ?

- 9 cahiers thématiques (climat, démocratie, inégalités, consommation, biodiversité, mobilité, énergie...)
- Des articles accessibles et variés (reportages, portraits, rencontres...)
- Un format PDF interactif et une mise en page vivante



Achat à la pièce (15 euros) ou dans leur ensemble (90 euros)

Commande via : info@imagine-magazine.com ou sur notre kiosque en ligne



Immobilis in mobile

Nen déplaise aux adorateurs de la soi-disant « valeur travail », on n'est pas toujours courageux ni dur à la tâche. Le sens du devoir professionnel peut s'émousser, lui aussi.

Cela doit être un mécanisme psychologique très ancien d'auto-préservation — l'un de ces changements adaptatifs développés par notre espèce pour s'éviter des désagréments.

Un instinct de survie, en somme, comme la peur du feu, la fuite devant les bêtes féroces. Ou l'invention du congé-maladie.

On voudrait que ralentisse le rythme des heures, qu'elles se dilatent, et ne pas être emporté dans cette course insensée qui réduit peu à peu notre avenir.

Bref, je ne sais pas quelle mouche m'avait piqué, mais j'avais imaginé, pour cette ritournelle, aller contempler la vie qui stagne au carrefour Léonard. J'avais envie de temps suspendu et d'immobilité. De quelques heures où tout ce qui rugit et fonce dans nos existences cesse de se mouvoir, nous tenant soudain captifs d'une lenteur extrême.

À force d'entendre à la radio le nom du carrefour Léonard répété comme celui d'un lieu mystérieux où toute vélocité a été abolie, j'avais fini par y percevoir le bruit du vent dans les palmes couchées sur l'océan, ou le chant des cigales dans un champ d'oliviers. Carrefour Léonard, ça se dit *dolce vita*, en italien, me disais-je.

Mais voilà, au moment de me mettre en route, de gagner moi aussi mon coin de paradis, c'est une profonde fatigue qui m'a envahi. Pour être exact : une flemme irréfutable. Quand je pense que j'ai passé mon adolescence à me rêver en Albert Londres ! En reporter intrépide courant les zones chaudes du globe, au plus près des lignes de front ! Prêt à tous les risques, à toutes les témérités pour la cause de l'information !

Hélas ! me voici reculant devant l'aventure brabançonne. Ce n'est pas moi, je le crains, qui ramènerai un Pulitzer à *Imagine*...

Fort heureusement, un Léonard en vaut bien un autre, et si j'ai renoncé au bien-être légendaire des quatre bras d'Auderghem, j'ai découvert une autre quiétude au carrefour de la rue Léonard dans le village de Heure-le-Romain, sur la verte commune d'Oupeye.

Mettons d'abord les choses au clair : les deux Léonard sont dissemblables. Celui d'Auderghem, Léonard Boon, tenait vers 1890 une roulotte où il servait des omelettes et des rafraîchissements aux voyageurs, avant de devenir, jusqu'à sa mort en 1912, bistrotier sur la Chaussée de Wavre quand elle n'était encore qu'une route étroite bordée de peupliers. Celui de Heure-le-Romain, Antoine Léonard, a été assassiné, le 16 août 1914, par des soldats allemands auxquels il tentait de s'opposer tandis qu'ils mettaient le village à sac (on dénombra vingt-sept morts innocents).

Autant dire que cela confère *a priori* à la petite rue Léonard une solennité que ne possède pas le croisement bruxellois.

Près de cent dix ans plus tard, c'est un sentiment de paix et de tranquillité qui domine. Deux fermes anciennes, quelques maisons d'habitation le long d'une voie en pente douce, un champ qui s'étale derrière l'église : la rue Léonard ne semble pas vouloir devenir voie rapide. Le village est calme comme un dimanche — c'est vendredi. Et s'il arrive qu'un camion ou une voiture remonte la rue, c'est à petite vitesse, comme pour ne pas perturber l'atmosphère bucolique du hameau. Il pleut depuis des semaines, ou plutôt depuis des mois. Le ciel est d'un gris sombre, uniforme, sans joie. On dirait le costume d'un huissier délivrant un ordre de saisie. Certes, on a beau s'être réconcilié avec la pluie par crainte des sécheresses dont le changement climatique nous menace, on ne serait quand même pas opposé à quitter l'automne éternel ni à ressentir de nouveau des températures de mai et quelques rayons de soleil pour nous chauffer la carne.

Me promener dans les rues et sur les sentiers alentour : ç'aurait été la moindre des choses. Mais voilà, cette flemme, encore. Et cette pluie lourde qui s'écrase sur les vitres de la voiture. Alors je reste plutôt là, assis au volant, à regarder le carrefour de la rue Léonard à travers le pare-brise et le balai régulier des essuie-glace. Tout de même, toute cette eau a du bon. La nature printanière semble avoir démultiplié l'espace qu'elle occupait dans le monde voici à peine quelques semaines. Orgie de feuilles intensément vertes, de graminées montées haut vers l'atmosphère. Mais les coquelicots,

eux, ressemblent à des floches qui pendent, détrempées, vers le sol. L'eau sur les vitres rend flou le paysage, les gouttes tambourinent sur le toit. Il y a la voix mélancolique de Nico à la radio. *These days I seem to think about / How all these changes came about my ways / And I wonder if I'd see another / Highway...*

À propos de highway, et tandis que je regarde la campagne se satisfaire d'exister sans urgence devant moi, je pense au carrefour Léonard. À l'autre Léonard. Aux gens assis comme moi au volant de leur véhicule immobile. Je nous sens étrangement reliés par quelque confrérie imaginaire. La pluie tambourine-t-elle aussi sur leur toit ? Les plantes qui poussent au bord de la chaussée sont-elle aussi grasses ? Ou bien la vue leur en est-elle cachée par un large SUV, ou un semi-remorque ?

« Un Léonard en vaut bien un autre, et si j'ai renoncé au bien-être légendaire des quatre bras d'Auderghem, j'ai découvert une autre quiétude au carrefour de la rue Léonard dans le village de Heure-le-Romain, sur la verte commune d'Oupeye »

LA RITOURNELLE
par Philippe Marczewski,
Il a été chercheur et libraire.
Il est pour le moment auteur. De *Quand Cécile* (Seuil, 2024) et lauréat
du Prix Rossel 2021 avec
Un corps tropical (Inculte).



Une chose m'étonne. Eux veulent aller *quelque part*, où ils ont *quelque chose* à faire. Et pourtant ils sont à l'arrêt, assis dans l'habitacle. C'est énervant. Moi, je ne suis là que pour ne pas être ailleurs, avec l'envie de ne rien faire. Je veux dire : nous sommes tous assis pareillement dans ces machines d'acier, dont il faudra bien un jour prochain nous passer. Et pourtant... Cependant qu'il y a quelque chose de délicieux à regarder tomber la pluie sur le pare-brise et sur Heure-le-Romain — un sentiment contemplatif et joyeux — on ne devine que contrainte et empêchement, à Auderghem.

Par la vitre de côté, j'observe une rate brune jaillir des hautes herbes. Elle transporte un jeune dans sa gueule tandis qu'un autre attend à couvert. Sans me prêter attention, elle traverse la route, passe sous ma voiture, met son petit à l'abri, puis retourne chercher le deuxième. Ses gestes sont sûrs, sa course rapide.

La pluie tombe épaisse et drue ; j'arrête les essuie-glace. Tout est flou, comme la voix de Nico : *Somewhere there's a feather / Falling slowly from the sky / You need not know the reason why.* —





Les nouvelles d'Imagine COOP

Ceci n'est pas une crise

A côté du média *Imagine*, notre agence de services Imagine COOP poursuit ses activités. Ces derniers mois, elle a notamment été sollicitée par la Fondation Ceci n'est pas une crise pour réaliser son ouvrage *Anatomie d'une démocratie à réinventer* et va prochainement éditer le manifeste du projet Rêvons Liège 2023, porté par l'ULiège et le Théâtre de Liège. La branche « animation » de l'agence se développe, elle aussi, avec plusieurs modérations de débats et des conférences assurées par les membres de la rédaction ces derniers mois (« Voter juste ou juste voter ? » à l'ULB, Caravanserail Festival, le grand débat environnement à Bruxelles...). Avec d'autres projets enthousiastes d'ici la fin d'année.



Un module de formation « récits médiatiques »

Il était en chantier, le voilà sur les rails : le module de formation créé par Imagine COOP « Récits médiatiques et urgences écologique et sociale : comprendre, informer et changer les pratiques ». Destiné aux professionnels de l'information (journalistes, étudiants, enseignants...) et de la communication, ce module à la carte (de 3 h à 2 jours) vise à apporter des outils théoriques et pratiques originaux pour mieux comprendre le rôle des médias, les freins et les leviers, face aux crises environnementales. Ce module sera lancé dès l'automne. Intéressés ? Contactez-nous : info@imagine-magazine.com

ECOLIés, le journal des lycéens

Le 8 juin, à Strasbourg, au Lieu d'Europe, *Imagine* a clôturé en beauté un projet d'expression artistique et citoyen de plusieurs mois baptisé « Demain commence aujourd'hui » porté par la Cie française Longtemps je me suis couchée de bonheur et différents partenaires, autour du futur et de la transition. Un projet en plusieurs temps : encadrement d'ateliers journalistiques menés avec les élèves de deux lycées strasbourgeois, réalisation d'un journal collectif (ECOLIés), création d'une pièce de théâtre, animation de débats sur le climat et les liens entre spiritualité et écologie.

Imagine COOP
Boulevard Frère Orban 35A (1^{er} étage), 4000 Liège
Tél : + 32 (0)4 380 13 37
info@imagine-magazine.com

Fondateur **André Ruwet**

Rédacteur en chef **Hugues Dorzee**
hugues.dorzee@imagine-magazine.com

Journalistes
Laure de Hessel
ldh@imagine-magazine.com

Sarah Freres
sarah.freres@imagine-magazine.com
Christophe Schoune
christophe.schoune@imagine-magazine.com

Directrice d'Imagine COOP **Sarah Jonet**

Chargée administrative et financière
Pascale Derriks
info@imagine-magazine.com

Chargée de développement & marketing **Fanny Dion**

Création maquette, mise en page & couverture
David Cauwe, david@davidcauwe.be, **Lola Contessi**

Relectrice **Sophie Weverbergh**

Community managers : **Julie Mouvet** et **Julie Peustjens**

Partenaires CNCD-11.11.11
Arnaud Zacharie, **Frédéric Lévêque**, **Nicolas Van Nuffel**

Ont collaboré à ce numéro :
Vincent de Lannoy, **Quentin Noifalisse**, **Camille Loiseaux**,
Lucie Rico, **Jean-Christophe Guillaume**, **Arnaud Zacharie**,
Corinne Morel Darleux, **Gaëlle Jeanmart**, **Hassan El-Nabih**,
Philippe Marczewski, **Raphaël Stevens**, **Pablo Servigne**,
Jules Wilderiane (stagiaire M2 ULiège)

Illustrations **Julie Graux**, **Kanar**

Régie publicitaire Imagine
fanny.dion@imagine-magazine.com,
04 380 13 37

Impression **Kliemo (Eupen)**



Routeur
Access, Parc industriel des Hauts-Sarts 25,
rue d'Abhooz, 4040 Herstal (Belgique)
04 256 50 03

Distribution **Tondeur Diffusion**

Editrice responsable
Sarah Jonet, 53, rue de l'Académie, 4000 Liège / Belgique

Imagine Demain le monde est un trimestriel belge francophone qui traite des questions d'écologie, de société et de solidarités internationales. Il paraît quatre fois par an (janvier, avril, juillet, octobre). Créé en 1996, ce média libre est constitué en coopérative de presse à finalité sociale (Imagine COOP).



Clôture de ce numéro le 18 juin 2024.
Le prochain numéro sortira de presse début octobre 2024.

Nos partenaires



Belgique
partenaire du développement

imagine
SLOW PRESS
DEMAIN LE MONDE

Pour vous abonner :

- www.kiosque.imagine-magazine.com
- abonnements@imagine-magazine.com
- 04 380 13 37
- Compte bancaire : BE10 7320 7178 5004 (CBC)

Réduction :

Déduction de 5 € pour un abonnement cadeau, étudiant-es, enseignant-es, chômeur-euses, pensionné-es et les BIM.

Nos formules d'abonnement

Papier

AMAZONIE
65 € / an

- Le plaisir unique de la lecture papier
- 108 pages, un bel objet graphique
- 4 numéros par an
- Un hors-série inédit

Combiné

KILIMANJARO
90 € / an

- *Imagine* 100 % web & sonore
- Le numéro en cours (papier et digital)
- Un accès complet à la petite bibliothèque *Imagine*

Digital

ATLANTIQUE
40 € / an

- *Imagine* 100 % web & sonore
- A chaque numéro
 - + Un reportage balado-diffusé
 - + Notre série podcast inédite « Adaptations »
 - + Une création web
 - + Deux chroniques sonores

GRAND CANYON
60 € / an

- *Imagine* 100 % web & sonore
- A chaque numéro
 - + Un reportage balado-diffusé
 - + Notre série podcast inédite « Adaptations »
 - + Une création web
 - + Deux chroniques sonores
- L'accès au numéro d'*Imagine* en cours (version digitale)

PETITE BIBLIOTHÈQUE
70 € / an

- 500 articles archivés accessibles en ligne et classés par thèmes : climat, démocratie, éducation, féminisme, santé, mobilité...



www.imagine-magazine.com

**ESPACES DE BUREAUX
ÉCO-CONÇUS ET ÉCO-GÉRÉS**

**REJOIGNEZ UN RÉSEAU DE
PLUS DE 200 ASSOCIATIONS**

50%
OFFERT SUR
LE 1^{ER} MOIS
DE LOYER*

“
Notre bureau nous permet de profiter de salles de réunion de toutes les tailles et dans tous les centres Mundo. Les centres Mundo sont bien situés et accessibles en transports, c'est pratique pour nos membres.

Luc Goffinet,
chargé de mission au GRACQ



Découvrez les centres Mundo
sur www.mundo-lab.org

*Offre valable jusqu'au 01/10/2024, uniquement pour les nouveaux membres, pour un contrat de bail de 3 ans